

Transcontinental inc. annonce ses résultats financiers du quatrième trimestre et de l'année financière 2014

(en millions de dollars, sauf les données par action)	Trimestres			Exercices		
	T4 -14	T4-13 ⁽¹⁾	%	2014	2013 ⁽¹⁾	%
Revenus	571,9	562,6	1,7	2 069,4	2 096,7	(1,3)
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté (BAIIA ajusté)	124,3	110,0	13,0	360,4	338,6	6,4
Résultat opérationnel ajusté (BAII ajusté)	97,1	83,4	16,4	257,4	233,6	10,2
Résultat net attribuable aux actions participantes ajusté	67,4	55,9	20,6	168,2	148,3	13,4
Par action	0,87	0,71	22,5	2,16	1,90	13,7
Résultat net attribuable aux actions participantes	9,0	(94,5)	-	105,1	(23,4)	-
Par action	0,12	(1,21)	-	1,35	(0,30)	-

Veuillez consulter le tableau «Rapprochement des données financières non conformes aux IFRS» dans le présent communiqué de presse.

⁽¹⁾ Les chiffres de 2013 ont été retraités afin de tenir compte des incidences de l'IAS 19 modifiée - Avantages du personnel, IFRS 11 - Partenariats et d'autres éléments.

Faits saillants du quatrième trimestre

- Augmentation de 1,7 % des revenus, passant de 562,6 à 571,9 millions de dollars.
- Hausse de 20,6 % du résultat net attribuable aux actions participantes ajusté, passant de 55,9 à 67,4 millions de dollars et augmentation de 22,5 % du résultat net attribuable aux actions participantes ajusté par action.
- Amélioration du résultat net attribuable aux actions participantes, passant d'une perte de 94,5 à un profit de 9,0 millions de dollars.
- Enregistrement d'une charge reliée aux frais de restructuration et autres coûts de 22,3 millions de dollars en raison de la conclusion de l'intégration des activités de Quad/Graphics Canada, inc. et aussi en lien avec la réduction d'effectifs dans le secteur des médias reliée à l'intégration de l'acquisition des journaux hebdomadaires détenus par Corporation Sun Media.
- Enregistrement d'une charge reliée à la dépréciation d'actifs (incluant goodwill) de 45,5 millions de dollars principalement dans le Groupe d'édition de livres du secteur des médias.
- Maintien d'une solide position financière avec un ratio d'endettement net de 1,23 x.
- Rachat de la totalité des actions privilégiées, série D, pour un montant total de 100 millions de dollars.
- Annonce de la vente des magazines aux consommateurs produits à Montréal et à Toronto. La transaction, pour la somme de 55,5 millions de dollars, est assujettie à l'obtention des autorisations réglementaires, dont celle du Bureau de la concurrence.

Montréal, le 9 décembre 2014 – Les revenus de Transcontinental inc. (TSX: TCL.A, TCL.B) ont augmenté de 1,7 % au quatrième trimestre, passant de 562,6 millions à 571,9 millions de dollars. Cette hausse est principalement reliée à la contribution des acquisitions, plus particulièrement celle de Capri Packaging et des journaux hebdomadaires du Québec de Corporation Sun Media, ainsi que de l'obtention des nouvelles ententes d'impression et de distribution. Cette croissance a toutefois été atténuée par la réduction des revenus publicitaires dans nos deux secteurs.

Au quatrième trimestre, le résultat opérationnel ajusté est passé de 83,4 millions à 97,1 millions de dollars, représentant une hausse de 16,4 %. D'une part, cette performance est due aux initiatives de réduction de coûts dans nos deux secteurs et à l'effet positif de la variation du prix de l'action sur la charge de rémunération à base d'actions. D'autre part, la hausse résulte de la contribution nette des acquisitions et des cessions. Elle a été circonscrite par la réduction des revenus publicitaires. Le résultat net attribuable aux actions participantes s'est amélioré, passant d'une perte de 94,5 millions de dollars, ou 1,21 \$ par action, à un profit de 9,0 millions, ou 0,12 \$ par action. Cette

variation s'explique majoritairement par une diminution de la charge liée à la dépréciation d'actifs et par une hausse du résultat opérationnel ajusté, partiellement contrebalancée par une augmentation des frais de restructuration. Le résultat net attribuable aux actions participantes ajusté a augmenté de 20,6 %, passant de 55,9 millions de dollars, ou 0,71 \$ par action, à 67,4 millions, ou 0,87 \$ par action.

Faits saillants pour l'exercice 2014

En 2014, les revenus de TC Transcontinental ont diminué de 1,3 %, passant de 2 096,7 millions à 2 069,4 millions de dollars. Cette baisse est principalement attribuable à la réduction des revenus publicitaires dans nos deux secteurs, plus particulièrement dans nos activités d'impression de journaux et de produits marketing et dans celles de l'édition de magazines aux consommateurs, et par la vente des actifs de Rastar. Cette baisse a été partiellement contrebalancée par la contribution des nouvelles ententes de distribution et d'impression de journaux et de magazines et par les acquisitions.

Le résultat opérationnel ajusté s'est accru de 10,2 %, passant de 233,6 millions à 257,4 millions de dollars, en raison des initiatives de réduction de coûts dans nos deux secteurs, de l'effet positif de la variation du prix de l'action sur la charge de rémunération à base d'actions et de la contribution nette des acquisitions et des cessions. Cette hausse a toutefois été atténuée par la baisse des revenus susmentionnée. Le résultat net attribuable aux actions participantes s'est amélioré, passant d'une perte de 23,4 millions de dollars, ou 0,30 \$ par action, à un profit de 105,1 millions, ou 1,35 \$ par action. Cette amélioration est surtout attribuable à une charge de dépréciation d'actifs moins élevée en 2014 ainsi qu'à une hausse de notre résultat opérationnel ajusté, partiellement contrebalancée par une hausse de nos frais de restructuration et autres coûts. En excluant les éléments inhabituels, le résultat net attribuable aux actions participantes ajusté a augmenté de 13,4 %, passant de 148,3 millions de dollars, ou 1,90 \$ par action, à 168,2 millions, ou 2,16 \$ par action.

« Nous avons connu une excellente année 2014 grâce aux initiatives que nous avons poursuivies tout au long de l'exercice, a déclaré François Olivier, président et chef de la direction de TC Transcontinental. Notre solide performance fut le fruit de nos efforts de développement des ventes, d'optimisation de la structure de coûts et de la gestion proactive de notre portefeuille d'actifs. Toutes ces actions ont ainsi plus que compensé les effets d'un marché publicitaire difficile en 2014.

« Plus particulièrement, nous avons signé de nouvelles ententes d'impression et de distribution, consolidé le marché des journaux hebdomadaires au Québec et diversifié les activités de l'entreprise en investissant dans un nouvel axe de croissance, soit celui de l'emballage souple. Par ailleurs, nous nous sommes départis de certains segments qui ne répondaient plus à nos impératifs de croissance et nous avons continué à adapter notre structure de coûts aux réalités du marché. En continuant nos efforts pour maximiser notre plateforme d'impression, renforcer le secteur des médias, faire croître notre offre numérique et développer la division de l'emballage, nous estimons être en mesure de maintenir notre capacité à générer d'importants flux de trésorerie et préserver notre excellente position financière en vue de poursuivre notre transformation », a conclu François Olivier.

Autres faits saillants pour l'exercice 2014

- La Société a conclu l'acquisition des actifs de Capri Packaging, un fabricant d'emballages souples qui exploite deux usines à Clinton, au Missouri. Cette acquisition ajoutera environ 72 millions de dollars américains aux revenus de Transcontinental inc. Dans le cadre de la transaction, le vendeur, Schreiber Foods, Inc., a signé un contrat de 10 ans qui garantit la position de Capri Packaging comme fournisseur stratégique de solutions d'emballages souples, ce qui représente environ 75 % de ses revenus totaux.
- Afin de maintenir sa flexibilité financière, la Société a conclu un accord de financement privé d'un montant de 250 millions de dollars en billets non garantis de premier rang à un taux de 3,897 % venant à échéance en 2019. La Société a aussi exercé son droit de racheter la totalité de ses actions privilégiées en circulation le 15 octobre 2014, pour un montant total de 100 millions de dollars. Finalement, la Société a prolongé sa facilité de crédit de deux années supplémentaires reportant l'échéance à février 2020.

- Transcontinental inc. a complété l'acquisition des journaux hebdomadaires du Québec et les propriétés web s'y rattachant détenus par Corporation Sun Media. Cette transaction permettra d'ajouter environ 20 millions de dollars au résultat opérationnel avant amortissement de Transcontinental inc. De plus, à la suite de la conclusion de cette transaction, le portefeuille consolidé de journaux de TC Media au Québec compte désormais plus de 110 titres au Québec.
- La Société a enregistré une charge reliée aux frais de restructuration et autres coûts de 41,4 millions de dollars en raison de la conclusion de l'intégration des activités de Quad/Graphics Canada, inc. et aussi en lien avec la réduction d'effectifs reliée à l'intégration de l'acquisition des journaux hebdomadaires détenus par Corporation Sun Media.
- Transcontinental inc. a conclu un accord définitif en vertu duquel elle a convenu de vendre à Groupe TVA inc. tous ses magazines consommateurs, leurs sites Web associés et produits liés aux marques réalisés à Montréal et à Toronto pour la somme de 55,5 millions de dollars. Cette transaction, assujettie à l'obtention des autorisations réglementaires, dont celle du Bureau de la concurrence, inclut également une entente visant l'impression des magazines vendus ainsi que la prolongation jusqu'en 2022 du contrat de certaines publications de Groupe TVA inc. signé au mois de décembre 2013.

Pour une information financière plus détaillée, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 octobre 2014* ainsi que les états financiers disponibles à la section « Investisseurs » de notre site web www.tc.tc

Perspectives

De nouvelles ententes d'impression de journaux et de circulaires devraient contribuer à notre résultat opérationnel et nous poursuivrons nos efforts afin d'intégrer d'autres éditeurs de journaux canadiens à notre réseau d'impression des plus efficaces. Également, nous continuerons à développer notre offre aux détaillants afin de répondre à l'évolution de leurs demandes. Les fermetures d'usines annoncées récemment nous permettront aussi de consolider notre production dans nos usines qui sont davantage à la fine pointe de la technologie, ce qui devrait augmenter notre efficacité. Cependant, une décroissance interne devrait continuer à influencer nos activités d'impression de magazines, de journaux, de livres et de produits marketing, surtout en raison d'une baisse des dépenses publicitaires. Nous poursuivrons donc nos efforts afin de maximiser la rentabilité de notre plateforme d'impression lors de l'année financière 2015.

Nous continuerons le processus d'intégration de Capri Packaging et le développement de notre nouvel axe de croissance dans le domaine de la production de solutions d'emballages souples. Également, à court terme, nous mettrons l'accent sur l'efficacité des opérations et la croissance interne de nos ventes tant avec nos clients actuels que potentiels. Les résultats continuent de répondre à nos attentes et nous maintiendrons une approche disciplinée quant aux occasions de croissance dans ce créneau.

La vente de nos magazines aux consommateurs, sujet à l'approbation des autorités réglementaires, nous permettra de nous concentrer dorénavant vers le marché publicitaire local qui nous offre davantage d'occasions d'affaires. À la suite de l'approbation de l'acquisition des journaux hebdomadaires de Corporation Sun Media au Québec, nous prévoyons être en mesure de réaliser environ 20 millions de dollars de synergies, dont la majorité en 2015, ce qui devrait permettre de contrebalancer une décroissance au sein du marché publicitaire local. En raison des conditions de marché publicitaire difficiles, nous continuerons à ajuster notre structure de coûts tout en poursuivant le développement de nos produits numériques et de marketing interactif, entre autres, auprès des détaillants et de faire évoluer nos offres dans le domaine des affaires et de l'éducation.

Nous continuerons de générer des flux de trésorerie importants au cours des prochains trimestres et notre excellente situation financière devrait nous permettre de continuer notre approche en gestion du capital qui permet de diminuer notre dette, distribuer des dividendes et d'investir dans notre transformation. Également, nous avons sécurisé du financement à long terme afin de conserver la flexibilité financière nécessaire pour mettre en œuvre notre stratégie de croissance. Nos activités d'impression continueront donc d'exploiter leur réseau des plus efficaces et nos deux secteurs se concentreront sur leurs compétences clés afin d'améliorer notre rentabilité et de poursuivre notre transformation.

Rapprochement des données financières non conformes aux IFRS

Les données financières ont été préparées en conformité avec les IFRS. Cependant, certaines données utilisées dans le présent communiqué de presse ne sont pas définies par les IFRS et pourraient être calculées différemment par d'autres entreprises. Nous croyons qu'un grand nombre de lecteurs analysent nos résultats en fonction de certaines de ces données financières non conformes aux IFRS puisque ces informations permettent de mesurer d'une manière normalisée la performance des activités de la Société. La direction utilise également ces données financières non conformes aux IFRS pour évaluer la performance de ses activités et de ses gestionnaires. Ces mesures doivent être considérées comme un complément aux mesures de performance financière conformes aux IFRS. Elles ne s'y substituent pas et n'y sont pas supérieures.

Le tableau suivant permet le rapprochement des données financières IFRS et celles non conformes aux IFRS.

(en millions de dollars, sauf les données par action)	Trois mois clos les 31 octobre		Exercices clos les 31 octobre	
	2014	2013 ⁽¹⁾	2014	2013 ⁽¹⁾
Résultat net attribuable aux actions participantes	9,0	\$ (94,5)	\$ 105,1	\$ (23,4)
Dividendes sur actions privilégiées	1,7	1,7	6,8	6,8
Participations ne donnant pas le contrôle	0,5	0,3	0,6	0,4
Impôts sur le résultat	13,1	1,2	38,8	24,2
Quote-part du résultat net des coentreprises, déduction faite des impôts y afférents	(0,3)	(0,3)	(1,0)	(0,9)
Frais financiers	5,3	6,4	19,5	28,5
Dépréciation d'actifs	45,5	165,3	46,2	170,0
Frais de restructuration et autres coûts	22,3	3,3	41,4	28,0
Résultat opérationnel ajusté	97,1	\$ 83,4	\$ 257,4	\$ 233,6
Amortissement	27,2	26,6	103,0	105,0
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté	124,3	\$ 110,0	\$ 360,4	\$ 338,6
Résultat net attribuable aux actions participantes	9,0	\$ (94,5)	\$ 105,1	\$ (23,4)
Augmentation nette de la valeur comptable des actifs d'impôt sur le résultat différé	—	—	(10,0)	—
Dépréciation d'actifs (après impôts)	41,5	147,9	42,0	151,3
Frais de restructuration et autres coûts (après impôts)	16,9	2,5	31,1	20,4
Résultat net attribuable aux actions participantes ajusté	67,4	\$ 55,9	\$ 168,2	\$ 148,3
Nombre moyen d'actions participantes en circulation	78,0	77,9	78,0	78,0
Résultat net attribuable aux actions participantes ajusté par action	0,87	\$ 0,71	\$ 2,16	\$ 1,90
			31 octobre 2014	Au 31 octobre 2013 ⁽¹⁾
Dette à long terme			358,7	\$ 128,9
Portion courante de la dette à long terme			118,1	218,3
Trésorerie			(35,2)	(26,4)
Endettement net			441,6	\$ 320,8
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté (12 derniers mois)			360,4	\$ 338,6
Ratio d'endettement net			1,23 x	0,95 x

(1) Les chiffres de 2013 ont été retraités afin de tenir compte des incidences de l'IAS 19 modifiée - Avantages du personnel, IFRS 11 - Partenariats et d'autres éléments.

Dividendes

Dividende pour actions participantes

Le conseil d'administration de la Société a déclaré un dividende trimestriel de 0,16 \$ par action sur les actions à droit de vote subalterne catégorie A et sur les actions catégorie B. Ce dividende sera versé le 22 janvier 2015 aux détenteurs d'actions inscrits au registre de la Société à la fermeture des bureaux le 2 janvier 2015.

Information additionnelle

Conférence téléphonique

À l'occasion de la diffusion de ses résultats de l'année financière 2014, la Société tiendra une conférence téléphonique pour la communauté financière aujourd'hui à 16 h 15. Les numéros de téléphone sont le 1 647 788-4922 ou 1 877-223-4471. Les journalistes pourront suivre la conférence en mode « écoute seulement » ou écouter la diffusion audio simultanée sur le site Internet de TC Transcontinental, qui sera ensuite archivée pendant 30 jours. Pour toute demande d'information ou d'entrevue, les médias sont priés de communiquer avec Nathalie St-Jean, conseillère principale aux communications d'entreprise de TC Transcontinental, au 514 954-3581.

Profil

Premier imprimeur au Canada et œuvrant dans les domaines des médias imprimés et numériques, de l'édition et de l'emballage souple, TC Transcontinental a pour mission de créer des produits et services permettant aux entreprises d'attirer, de joindre et de fidéliser leur public cible.

Le respect, le travail d'équipe, la performance et l'innovation sont les valeurs fortes de la Société qui s'est d'ailleurs engagée auprès de ses parties prenantes à agir de manière responsable dans la poursuite de ses activités d'affaires et philanthropiques.

Transcontinental inc. (TSX : TCL.A, TCL.B), connue sous la marque TC Transcontinental, compte plus de 8500 employés au Canada et aux États-Unis, et ses revenus ont été de 2,1 milliards de dollars canadiens en 2014. Site www.tc.tc

Énoncés prospectifs

Nos communications publiques comprennent souvent des énoncés prospectifs, verbaux ou écrits, formulés d'après les attentes de la direction et assujettis à un certain nombre de risques et d'incertitudes intrinsèques, connus ou non. De par leur nature, les énoncés prospectifs reposent sur plusieurs hypothèses tant générales que spécifiques. La Société conseille aux lecteurs de ne pas se fier indûment à ces énoncés, car les résultats ou événements réels pourraient différer de façon importante des attentes exprimées ou sous-entendues dans ces énoncés prospectifs. De tels énoncés prospectifs peuvent comprendre des observations concernant les objectifs de la Société, sa stratégie, ses résultats financiers prévisionnels et des perspectives quant à ses activités. La performance future de la Société pourrait aussi être affectée par un certain nombre de facteurs, dont plusieurs sont hors du contrôle ou de la volonté de la Société. Ces facteurs incluent, entre autres, la conjoncture économique dans le monde, notamment au Canada et aux États-Unis, les changements structurels dans les industries où la Société exerce ses activités, le taux de change, la disponibilité des capitaux, les coûts de l'énergie, la concurrence, la capacité de la Société à procéder à des transactions stratégiques et à intégrer les acquisitions à ses activités, l'environnement réglementaire, la sécurité de nos produits d'emballage utilisés dans l'industrie alimentaire, l'innovation dans notre offre et la concentration de nos ventes dans certains segments. Les principaux risques, incertitudes et facteurs qui pourraient avoir une incidence sur les résultats réels sont décrits dans le *Rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 octobre 2014* ainsi que dans la dernière *Notice annuelle*.

Sauf indication contraire de la part de la Société, les énoncés prospectifs ne tiennent pas compte de l'effet potentiel d'éléments non récurrents ou d'autres éléments exceptionnels, ni de cessions, de regroupements d'entreprises ou de fusions ou acquisitions qui pourraient être annoncés après la date du 9 décembre 2014.

Les énoncés prospectifs contenus dans le présent communiqué sont faits conformément aux dispositions prévues dans les lois canadiennes applicables en matière de valeurs mobilières en matière d'exonération.

Les énoncés prospectifs présentés dans ce communiqué sont basés sur les attentes actuelles et sur les données disponibles au 9 décembre 2014. De tels énoncés prospectifs peuvent être également intégrés à d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation en matière de valeurs mobilières au Canada ou à toute autre communication. La direction de la Société décline toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser ces énoncés, à moins que les autorités ne l'exigent.

- 30 -

Pour renseignements :

Médias

Nathalie St-Jean
Conseillère principale
aux communications d'entreprise
TC Transcontinental
Téléphone : 514 954-3581
nathalie.st-jean@tc.tc
www.tc.tc

Communauté financière

Jennifer F. McCaughey
Directrice principale aux relations avec les
investisseurs et communications externes de la Société
TC Transcontinental
Téléphone : 514 954-2821
jennifer.mccaughey@tc.tc
www.tc.tc

RAPPORT DE GESTION

Pour l'exercice clos le 31 octobre 2014

L'objectif de ce rapport de gestion est d'expliquer le point de vue de la direction sur la performance passée et les perspectives d'avenir de Transcontinental inc. Il s'agit plus précisément d'aider le lecteur à mieux comprendre notre stratégie de développement, notre performance en relation avec nos objectifs, nos attentes quant à l'avenir, ainsi que notre façon de gérer les risques et les ressources financières disponibles. Ce rapport de gestion a également pour but d'améliorer la compréhension des états financiers consolidés et de ses notes afférentes.

Dans le cadre du présent document, à moins d'indication contraire, l'information financière présentée a été préparée selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS ») et le terme « dollar », ainsi que le symbole « \$ », désignent des dollars canadiens. Dans ce présent rapport de gestion, nous utilisons aussi certaines données financières non conformes aux IFRS, pour lesquelles une description complète est présentée dans le tableau 6, « Rapprochement des données financières non conformes aux IFRS ». Le présent rapport devrait être lu de concert avec les informations contenues dans les états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 octobre 2014. De l'information additionnelle relativement à la Société, y compris son rapport annuel et sa notice annuelle, peut également être obtenue sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com.

Afin de faciliter la lecture de ce rapport, les termes « TC Transcontinental », « Société », « nous », « notre » et « nos » désignent tous Transcontinental inc. et ses filiales et coentreprises.

MISE EN GARDE AU SUJET DES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Nos communications publiques comprennent souvent des énoncés prospectifs, verbaux ou écrits, formulés d'après les attentes de la direction et assujettis à un certain nombre de risques et d'incertitudes intrinsèques, connus ou non. De par leur nature, les énoncés prospectifs reposent sur plusieurs hypothèses tant générales que spécifiques. La Société conseille aux lecteurs de ne pas se fier indûment à ces énoncés, car les résultats ou événements réels pourraient différer de façon importante des attentes exprimées ou sous-entendues dans ces énoncés prospectifs. Ces énoncés prospectifs comprennent notamment, des énoncés relatifs à nos objectifs, nos perspectives, nos stratégies pour atteindre ces objectifs, de même que des énoncés relatifs à nos opinions, projets, prévisions, attentes, estimations et intentions. Les mots « peuvent », « pourraient », « devraient », « seraient », « hypothèses », « plan », « stratégie », « perspectives », « croire », « projeter », « estimer », « chercher », « prévoir », « s'attendre à », « avoir l'intention », « objectif » et l'emploi du futur et du conditionnel, ainsi que les mots et expressions semblables visent à dénoter des énoncés prospectifs. De tels énoncés prospectifs peuvent aussi comprendre des observations concernant les résultats financiers prévisionnels et les perspectives quant à ses activités et les économies où elle opère. La performance future de la Société pourrait également être affectée par un certain nombre de facteurs, dont plusieurs sont hors du contrôle ou de la volonté de la Société. Les principaux risques, incertitudes et facteurs qui pourraient avoir une incidence sur les résultats réels sont décrits dans ce rapport de gestion ainsi que dans la notice annuelle 2014. Nous avertissons nos lecteurs que le tableau de la page suivante des énoncés prospectifs n'est pas exhaustif et les investisseurs qui s'y fient pour prendre des décisions ayant trait à Transcontinental inc. devraient tenir en compte les hypothèses et facteurs de risques associés.

Sauf indication contraire de la part de la Société, les énoncés prospectifs ne tiennent pas compte de l'effet potentiel d'éléments non récurrents ou d'autres éléments exceptionnels, ni de cessions, de regroupements d'entreprises ou de fusions ou acquisitions qui pourraient être annoncés après la date du 9 décembre 2014.

Ces énoncés prospectifs sont faits conformément aux dispositions prévues dans les lois canadiennes applicables en matière de valeurs mobilières en matière d'exonération.

Les énoncés prospectifs présentés dans ce rapport de gestion sont basés sur les attentes actuelles et sur les données disponibles au 9 décembre 2014. Des énoncés prospectifs peuvent être également intégrés à d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation en matière de valeurs mobilières au Canada ou à toute autre communication. La direction de la Société décline toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser ces énoncés, à moins que les autorités ne l'exigent.

SOMMAIRE DES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Énoncés prospectifs	Hypothèses	Facteurs de risque
Capacité de générer des flux de trésorerie	<ul style="list-style-type: none"> - Une réduction des dépenses publicitaires dans les médias imprimés qui continuera de toucher nos deux secteurs. - La capacité de contrôler nos coûts. - Le maintien du volume avec la majorité de nos clients importants et une stabilité concernant l'utilisation de circulaires au sein de notre clientèle. - Le maintien du niveau de la concurrence dans les marchés où nous exerçons nos activités. - Un taux de croissance modéré de l'économie canadienne. 	<ul style="list-style-type: none"> - L'incidence des nouveaux médias et la migration des revenus publicitaires vers de nouvelles plateformes qui en résultent. - Notre capacité d'exécuter notre stratégie. - Notre capacité de continuellement améliorer notre efficacité opérationnelle dans le but de maintenir ou d'améliorer notre rentabilité.
Retombées anticipées des ententes commerciales conclues avec nos clients	<ul style="list-style-type: none"> - Aucune fluctuation significative du volume. 	<ul style="list-style-type: none"> - Une hausse importante du prix de nos matières premières et intrants. - Un transfert rapide et important du taux d'approvisionnement envers de nouvelles plateformes numériques. - La renégociation des ententes commerciales d'impression avec certains de nos clients principaux pourrait engendrer une baisse du résultat opérationnel malgré des ententes à long terme.
L'augmentation du résultat opérationnel avant amortissement ajusté estimée à la suite de l'acquisition des journaux hebdomadaires du Québec détenus par Corporation Sun Media	<ul style="list-style-type: none"> - L'intégration vers nos activités d'exploitation se fera de manière efficace. - La rétention d'employés clés nous permettra de bien intégrer ces activités. 	<ul style="list-style-type: none"> - L'augmentation du résultat opérationnel avant amortissement ajusté identifiée pourrait prendre plus de temps qu'anticipé à se réaliser.
L'augmentation du résultat opérationnel avant amortissement ajusté estimée à la suite de l'acquisition de Capri Packaging et notre capacité de croissance dans le domaine de l'emballage souple	<ul style="list-style-type: none"> - La rétention d'employés clés nous permettra d'assurer une bonne transition et la satisfaction de notre clientèle. - Nos prévisions financières sur le volume des activités se matérialiseront et il n'y aura aucune décroissance significative au sein de nos principaux clients. - Nos compétences manufacturières contribueront à l'efficacité des opérations et nous permettront de bien intégrer ce nouvel axe de croissance. - Notre capacité de développer de nouvelles occasions d'affaires afin d'assurer la rentabilité de l'investissement. 	<ul style="list-style-type: none"> - L'augmentation anticipée des ventes et du résultat opérationnel avant amortissement ajusté identifiée pourrait prendre plus de temps qu'anticipé à se réaliser.
Investissements internes et externes afin de réaliser nos stratégies d'exploitation	<ul style="list-style-type: none"> - Notre capacité à développer de nouveaux produits et services se matérialiseront. - Nos projets internes vont générer des économies et de l'efficacité qui permettront d'améliorer notre rentabilité. - Un marché publicitaire local et national en décroissance. - Un taux de croissance lent, mais stable de l'économie canadienne. 	<ul style="list-style-type: none"> - Une mauvaise sélection des investissements prioritaires provoquant une incapacité de créer de la valeur. - L'entrée de grandes entreprises numériques bien établies dans nos divers marchés pourrait nous obliger à modifier nos stratégies d'investissements.

DÉFINITION DE TERMES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT RAPPORT

Afin de faciliter la lecture de ce rapport de gestion, certains termes sont présentés de façon abrégée. Voici la définition des divers termes abrégés utilisés tout au long de ce rapport :

Termes utilisés	Définitions
Endettement net	Somme de la dette à long terme, la portion courante de la dette à long terme et du découvert bancaire, déduction faite de la trésorerie
Ratio d'endettement net	Endettement net divisé par le résultat opérationnel avant amortissement ajusté des 12 derniers mois
Résultat net attribuable aux actions participantes	Résultat net déduction faite des dividendes sur actions privilégiées
Résultat net attribuable aux actions participantes ajusté	Résultat net attribuable aux actions participantes, avant frais de restructuration et autres coûts (déduction faite des impôts sur le résultat y afférents), la dépréciation d'actifs (déduction faite des impôts sur le résultat y afférents) et l'augmentation nette de la valeur comptable des actifs d'impôt sur le résultat différé.
Résultat opérationnel ajusté	Résultat opérationnel avant frais de restructuration et autres coûts, ainsi que la dépréciation d'actifs
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté	Résultat opérationnel avant amortissement, frais de restructuration et autres coûts, ainsi que la dépréciation d'actifs

PROFIL DE TC TRANSCONTINENTAL

Premier imprimeur au Canada et œuvrant dans les domaines des médias imprimés et numériques, de l'édition et de l'emballage souple, TC Transcontinental a pour mission de créer des produits et services permettant aux entreprises d'attirer, de joindre et de fidéliser leur public cible.

Le respect, le travail d'équipe, la performance et l'innovation sont les valeurs fortes de la Société qui s'est d'ailleurs engagée auprès de ses parties prenantes à agir de manière responsable dans la poursuite de ses activités d'affaires et philanthropiques.

Transcontinental inc. (TSX : TCL.A, TCL.B), connue sous la marque TC Transcontinental, compte plus de 8500 employés au Canada et aux États-Unis, et ses revenus ont été de 2,1 milliards de dollars canadiens en 2014. Site www.tc.tc

Le secteur de l'impression et de l'emballage

TC Imprimeries Transcontinental est le troisième imprimeur en importance en Amérique du Nord. La division dispose du plus vaste réseau d'imprimeries à la fine pointe de la technologie au Canada. Près de 5000 employés y offrent des solutions d'impression novatrices en matière de circulaires destinées à la vente au détail, de magazines, de journaux, de livres en couleur et de produits marketing personnalisés et de masse, incluant le matériel promotionnel sur le lieu de vente, qui répondent tant aux besoins des spécialistes du marketing que des éditeurs.

TC Emballages Transcontinental, pour sa part, offre une gamme de solutions d'emballages souples en plastique et des services de prémédia, notamment pour l'industrie alimentaire, en appliquant les standards les plus élevés en ce domaine. Cette division compte près de 200 employés œuvrant principalement dans deux usines à Clinton, au Missouri, aux États-Unis.

Le secteur des médias

TC Media est un chef de file de solutions médias et de marketing interactif au Canada employant près de 3500 personnes. Le secteur rejoint la majorité des consommateurs canadiens à travers ses produits d'édition imprimés et numériques, en français et en anglais, qui se déclinent comme suit : journaux, livres éducationnels, magazines pour les consommateurs, publications spécialisées pour les professionnels, contenus promotionnels pour les détaillants, outils de marketing de masse et personnalisé, applications mobiles et interactives, et services de distribution géociblés de porte en porte et sur plateformes numériques.

À noter, le 17 novembre 2014, la Société a conclu un accord définitif en vertu duquel elle a convenu de vendre à Groupe TVA inc. tous ses magazines consommateurs, leurs sites Web associés et produits liés aux marques réalisés à Montréal et à Toronto. Cette transaction est assujettie à l'obtention des autorisations réglementaires, dont celle du Bureau de la concurrence.

FAITS SAILLANTS DE L'EXERCICE 2014

- Les revenus sont passés de 2 096,7 millions de dollars en 2013 à 2 069,4 millions au cours de l'exercice 2014, une diminution de 27,3 millions, soit 1,3 %.
- Le résultat opérationnel ajusté a augmenté de 23,8 millions de dollars, soit 10,2 %, passant de 233,6 millions en 2013 à 257,4 millions en 2014.
- Le résultat net attribuable aux actions participantes ajusté a augmenté de 19,9 millions de dollars, soit 13,4 %, passant de 148,3 millions en 2013 à 168,2 millions en 2014.
- Le 3 mai 2014, la Société a conclu l'acquisition des actifs de Capri Packaging. De plus, un contrat d'approvisionnement d'emballage de dix ans avec le vendeur, Schreiber Foods, Inc., a été conclu.
- Le 1^{er} juin 2014, la Société a complété l'acquisition de tous les journaux hebdomadaires du Québec et les propriétés web s'y rattachant détenus par Corporation Sun Media, une filiale de Québecor Média inc., à la suite de l'approbation des autorités réglementaires en vertu de la *Loi sur la concurrence* du Canada.
- Le ratio d'endettement net a augmenté au cours de l'exercice 2014, passant de 0,95x au 31 octobre 2013 à 1,23x au 31 octobre 2014.
- Nous avons enregistré une charge reliée à la dépréciation d'actifs (incluant goodwill) de 46,2 millions de dollars, principalement dans notre groupe d'édition de livres du secteur des médias en raison de compressions budgétaires au sein de la clientèle de ce groupe.
- Au cours de l'exercice 2014, nous avons inscrit 41,4 millions de dollars en charges de restructuration et autres coûts, principalement en raison de la conclusion de l'intégration des activités de Quad/Graphics Canada, inc. et aussi en lien avec la réduction d'effectifs reliée à l'intégration de l'acquisition des journaux hebdomadaires détenus par Corporation Sun Média.
- Afin de maintenir sa flexibilité financière, la Société a conclu un accord de financement privé d'un montant de 250 millions de dollars en billets non garantis de premier rang, à un taux de 3,897 %, venant à échéance en 2019. La Société a aussi exercé son droit de racheter la totalité de ses actions privilégiées en circulation le 15 octobre 2014, pour un montant total de 100 millions de dollars. Finalement, la Société a prolongé sa facilité de crédit de deux années supplémentaires reportant l'échéance à février 2020.
- Le 17 novembre 2014, la Société a conclu un accord définitif en vertu duquel elle a convenu de vendre à Groupe TVA inc. tous ses magazines consommateurs, leurs sites Web associés et produits liés aux marques réalisés à Montréal et à Toronto pour la somme de 55,5 millions de dollars. Cette transaction, assujettie à l'obtention des autorisations réglementaires, dont celle du Bureau de la concurrence, inclut également une entente visant l'impression des magazines vendus ainsi que la prolongation jusqu'en 2022 de contrats de certaines publications de Groupe TVA inc. signés en décembre 2013.

STRATÉGIE

La stratégie de croissance de TC Transcontinental repose sur quatre principes fondamentaux :

1. Être le chef de file dans les marchés desservis.
2. Établir un avantage concurrentiel.
3. Maintenir une approche disciplinée en matière d'acquisitions et de gestion financière visant à générer des profits et des flux de trésorerie récurrents.
4. Fidéliser les clients.

Au fil des ans, la Société a ainsi développé de solides compétences dans le domaine manufacturier ainsi que dans le domaine de la création, de l'organisation et de la distribution de contenus imprimés et numériques. Sur ces bases, elle tisse chaque jour des relations d'affaires durables, et ce, plus particulièrement avec les grands détaillants qui représentent près de la moitié du chiffre d'affaires de l'entreprise. En 2014, la Société a pris la décision d'investir dans le domaine de l'emballage souple afin de faire croître tant ses revenus que sa profitabilité.

Dynamique du marché

La transformation en cours dans les industries des médias et du marketing a des effets profonds sur l'industrie de l'impression dans son ensemble. Les produits imprimés demeurent une composante clé du mixte médiatique choisi par les spécialistes du marketing, mais leur croissance est limitée en raison de l'importance grandissante des nouveaux médias et des nouvelles plateformes de communication comme les appareils mobiles et canaux numériques. Les imprimeurs qui tireront profit de ce marché en évolution sont ceux qui se dotent de technologies à la fine pointe afin d'abaisser leurs coûts de production, qui offrent un réseau national à proximité de leurs clients, et qui peuvent leur proposer une gamme complète de solutions multiplateformes.

De plus, certains facteurs macroéconomiques, dont l'évolution des technologies et plateformes de communication, le renforcement de la conscience environnementale et sociale, ainsi que la mondialisation des marchés ont des effets sur nos activités. Ensemble, ces nouvelles tendances influencent les demandes et les attentes des clients. Elles les incitent à recourir de plus en plus à l'expérience du marketing personnalisé, aux nouvelles plateformes et aux offres de service intégré proposées par leurs fournisseurs. La Société entend donc profiter de ces tendances, particulièrement dans les segments de marché où elle occupe un avantage concurrentiel et qui mettent en valeur ses compétences clés.

Axes de croissance

Depuis toujours, TC Transcontinental vise la croissance en créant des produits et services innovants ou en ayant recours à des acquisitions stratégiques. Être à l'écoute des besoins de ses clients et les accompagner dans leur développement sont les principaux facteurs de sa réussite. La Société entend ainsi poursuivre dans cette voie par l'entremise d'un plan de développement qui vise à renforcer et à maintenir sa position de chef de file dans ses activités d'exploitation reconnues, et à ériger un nouvel axe de croissance dans le domaine de l'emballage misant sur ses compétences, notamment son savoir-faire manufacturier.

Le plan de la Société se décline en trois objectifs:

Maximiser l'impression

TC Transcontinental met à profit sa division de l'impression en maximisant l'utilisation de sa plateforme nationale à la fine pointe de la technologie afin de générer de l'efficacité, en exploitant des créneaux spécifiques, comme l'impression de matériel promotionnel sur le lieu de vente pour les détaillants, et en saisissant les volumes additionnels disponibles provenant notamment des éditeurs de journaux.

Faire croître la division de l'emballage

TC Transcontinental veille à diversifier son offre en se taillant une place significative dans le domaine de l'emballage. Ainsi, elle entend augmenter ses parts de marché, tant par des acquisitions que la croissance interne, dans l'industrie des emballages souples pour les produits laitiers et desservir d'autres segments du marché de l'emballage souple.

Renforcer l'offre média et bâtir le numérique

La Société poursuit l'établissement de l'offre numérique dans son secteur des médias, tout en concentrant ses efforts vers le marché publicitaire local, les solutions de marketing interactif, l'information professionnelle et d'affaires et les contenus éducatifs. Le secteur vise de plus à attirer un nombre croissant de publics au bénéfice d'annonceurs désireux de promouvoir de manière ciblée leurs produits et services.

ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS - EXERCICE

(non audités)

Tableau #1 :

(en millions de dollars)	Revenus	%	Résultat opérationnel ajusté	%	Résultat net attribuable aux actions participantes
Pour l'exercice 2013	2 096,7 \$		233,6 \$		(23,4) \$
Acquisitions/cessions et fermetures	50,9	2,4 %	11,0	4,7 %	5,3
Activités existantes	(78,2)	(3,7) %	12,8	5,5 %	14,6
Frais de restructuration et autres coûts					(10,7)
Dépréciation d'actifs					109,3
Augmentation nette de la valeur comptable des actifs d'impôt sur le résultat différé					10,0
Pour l'exercice 2014	2 069,4 \$	(1,3) %	257,4 \$	10,2 %	105,1 \$

Revenus

Les revenus sont passés de 2 096,7 millions de dollars en 2013 à 2 069,4 millions en 2014, une baisse de 1,3 %. Cette variation s'explique ainsi :

- Les revenus de nos activités existantes ont diminué de 78,2 millions de dollars, soit 3,7 %, au cours de l'exercice 2014 principalement en raison de la réduction des dépenses publicitaires, influençant ainsi les résultats des médias imprimés de nos deux secteurs, partiellement contrebalancés par de nouvelles ententes de distribution et d'impression de journaux et de magazines.
- L'effet de l'acquisition de Capri Packaging et des journaux hebdomadaires du Québec détenus par Corporation Sun Media, partiellement compensé par la vente des actifs de Rastar, explique la majorité de l'augmentation de 50,9 millions de dollars, soit 2,4 % au niveau de nos acquisitions et cessions.

Résultat opérationnel ajusté

Le résultat opérationnel ajusté est passé de 233,6 millions de dollars en 2013 à 257,4 millions lors de l'exercice 2014, une hausse de 10,2 %. Cette variation s'explique ainsi :

- Le résultat opérationnel ajusté de nos activités existantes a augmenté de 12,8 millions de dollars, soit 5,5 %, au cours de l'exercice 2014. Cette augmentation est attribuable aux initiatives de réduction de coûts dans nos deux secteurs, partiellement contrebalancée par la baisse des revenus mentionnée ci-dessus. L'impact de la variation du prix de l'action en 2014 par rapport à l'année précédente sur la charge de rémunération à base d'actions a aussi eu un effet positif.
- L'effet net des acquisitions et des cessions a entraîné une augmentation du résultat opérationnel ajusté de 11,0 millions de dollars, ou 4,7 %, principalement en raison de la contribution de l'acquisition de Capri Packaging et des journaux hebdomadaires du Québec détenus par Corporation Sun Media.

Frais de restructuration et autres coûts

Au cours de l'exercice 2014, un montant de 41,4 millions de dollars (31,1 millions après impôts) a été inscrit séparément à l'état consolidé du résultat sous la rubrique « Frais de restructuration et autres coûts ». Cette charge est principalement en lien avec nos initiatives de réduction de coûts dans nos deux secteurs. Nous avons enregistré une charge de 12,5 millions de dollars dans notre secteur des médias en lien avec la réduction d'effectifs, surtout en raison de l'intégration de l'acquisition des journaux hebdomadaires de Corporation Sun Media. La conclusion de l'intégration des activités de Quad/Graphics Canada, inc. est aussi responsable de la majorité des dépenses de 17,3 millions de dollars qui proviennent de la réduction d'effectifs dans nos activités d'impression. Les autres montants sont principalement en lien avec des contrats déficitaires de location dont les espaces étaient inutilisés à la suite de nos mesures de rationalisation ainsi qu'à des dépenses liées à nos récentes acquisitions.

Au cours de l'exercice 2013, un montant de 28,0 millions de dollars (20,4 millions après impôts) avait été inscrit séparément à l'état consolidé du résultat sous la rubrique « Frais de restructuration et autres coûts », principalement en lien avec l'intégration des activités d'impression de Quad/Graphics Canada, inc. De ce montant, 19,4 millions de dollars provenaient de réductions d'effectifs, et 8,6 millions étaient en lien avec d'autres coûts de restructuration, dont le règlement des régimes à prestations définies à la suite de réduction d'effectifs.

Dépréciation d'actifs

Au cours de l'exercice 2014, une charge de dépréciation d'actifs de 46,2 millions de dollars a été enregistrée (42,0 millions après impôts). De ce montant, 30,6 millions de dollars sont relatifs à des charges de radiation du goodwill dans le Groupe d'édition de livres du secteur des médias en raison de compressions budgétaires au sein de la clientèle de ce groupe. Une charge de dépréciation de 12,1 millions de dollars a aussi été enregistrée reliée aux noms commerciaux de nos journaux hebdomadaires de la Saskatchewan et des provinces de l'Atlantique, et s'explique surtout par une réduction des revenus publicitaires. La balance des charges de dépréciation est majoritairement reliée à la dépréciation d'immobilisations qui ont été mises hors service dans nos activités d'impression. Ces charges de dépréciation n'ont pas d'incidence sur les activités de la Société, sur la trésorerie et sur le respect des clauses restrictives sur les dettes.

Au cours de l'exercice 2013, un montant de 170,0 millions de dollars avant impôts (151,3 millions après impôts) avait été inscrit séparément à l'état consolidé du résultat sous la rubrique « Dépréciation d'actifs ». Des charges de dépréciation du goodwill de 75,0 millions de dollars avaient été enregistrées dans le Groupe des solutions d'affaires et aux consommateurs ainsi que dans le Groupe des solutions aux communautés locales, en raison des conditions de marché difficiles. Une charge de dépréciation de 10,0 millions de dollars avait aussi été enregistrée dans notre groupe d'édition de livres. La balance des charges de dépréciation était reliée à la dépréciation d'immobilisations, principalement dans notre secteur de l'impression.

Frais financiers nets

Les frais financiers nets ont diminué de 9,0 millions de dollars au cours de l'exercice 2014, passant de 28,5 millions en 2013 à 19,5 millions en 2014. Cette baisse est surtout attribuable à une diminution des frais financiers reliés aux régimes de retraite, des flux de trésorerie opérationnels excédentaires qui ont permis de diminuer notre dette moyenne, l'impact du taux de change sur notre position monétaire ainsi qu' à un taux d'intérêt moyen pondéré inférieur à celui de l'année précédente. Ces éléments ont été partiellement contrebalancés par l'impact des sorties de fonds reliées à nos récentes acquisitions.

Impôts sur le résultat

Les impôts sur le résultat ont augmenté de 14,6 millions de dollars, passant de 24,2 millions pour l'année 2013 à 38,8 millions pour l'exercice 2014.

En excluant les impôts sur le résultat portant sur les frais de restructuration et autres coûts, la dépréciation d'actifs, ainsi que les éléments non récurrents, les impôts sur le résultat se seraient chiffrés à 63,3 millions de dollars au cours de l'exercice 2014, soit un taux d'imposition de 26,6 %, comparativement à 50,5 millions, ou 24,6%, au cours de la même période de 2013. L'augmentation du taux d'imposition est principalement attribuable à la répartition géographique de nos revenus.

Résultat net attribuable aux actions participantes

Le résultat net attribuable aux actions participantes est passé de -23,4 millions de dollars au cours de l'exercice 2013 à 105,1 millions pour l'exercice 2014. Cette amélioration est surtout attribuable à une charge de dépréciation d'actifs moins élevée en 2014 ainsi qu'à une hausse de notre résultat opérationnel ajusté, partiellement contrebalancée par une hausse de nos frais de restructuration et autres coûts. Par action, le résultat net attribuable aux actions participantes s'est amélioré passant de -0,30 \$ à 1,35 \$.

Le résultat net attribuable aux actions participantes ajusté a augmenté de 19,9 millions de dollars, ou 13,4 %, passant de 148,3 millions pour l'exercice 2013 à 168,2 millions pour l'exercice 2014, surtout en raison de la hausse de notre résultat opérationnel et la réduction de nos frais financiers nets, partiellement contrebalancée par une hausse de nos impôts sur le résultat. Par action, il est passé de 1,90 \$ à 2,16 \$.

ANALYSE DES RÉSULTATS SECTORIELS - EXERCICE

(non audités)

Tableau #2 :

(en millions de dollars)	Secteur de l'impression et de l'emballage	Secteur des médias	Siège social et éliminations intersectorielles	Résultats consolidés
Revenus - Pour l'exercice 2013	1 476,8 \$	705,0 \$	(85,1) \$	2 096,7 \$
Acquisitions/cessions et fermetures	28,8	22,1	—	50,9
Activités existantes	(47,0)	(39,4)	8,2	(78,2)
Revenus - Pour l'exercice 2014	1 458,6 \$	687,7 \$	(76,9) \$	2 069,4 \$
Résultat opérationnel ajusté - Pour l'exercice 2013	221,7 \$	37,6 \$	(25,7) \$	233,6 \$
Acquisitions/cessions et fermetures	8,2	2,8	—	11,0
Activités existantes	5,3	2,0	5,5	12,8
Résultat opérationnel ajusté - Pour l'exercice 2014	235,2 \$	42,4 \$	(20,2) \$	257,4 \$

La direction utilise, dans cette section, le résultat opérationnel ajusté pour évaluer la performance financière de ses secteurs d'exploitation et estime que cette mesure est appropriée.

Secteur de l'impression et de l'emballage

Au cours de l'exercice, les revenus du secteur de l'impression et de l'emballage ont diminué de 1,2 %, soit 18,2 millions de dollars, passant de 1 476,8 millions en 2013 à 1 458,6 millions en 2014. Cette baisse est attribuable aux revenus de nos activités existantes qui ont diminué de 47,0 millions de dollars, soit 3,2 %, principalement en raison de conditions de marchés difficiles au sein de nos activités d'impression de magazines, de produits marketing et de journaux. De nouvelles ententes d'impression et notre offre de produits imprimés de marketing sur le lieu de vente permettent de partiellement contrebalancer la décroissance. Au chapitre des acquisitions et des cessions, les activités reliées à l'acquisition de

Capri Packaging ont généré 41,8 millions de dollars de revenus, partiellement contrebalancées par la vente des actifs de Rastar qui a eu un effet défavorable de 13,0 millions pour un impact net de 28,8 sur les revenus de la Société.

Le résultat opérationnel ajusté a augmenté de 13,5 millions de dollars, soit 6,1 %, passant de 221,7 millions en 2013 à 235,2 millions en 2014. La marge du résultat opérationnel ajusté a également augmenté, passant de 15,0 % en 2013 à 16,1 % pour l'exercice 2014. L'acquisition de Capri Packaging et la vente des actifs de Rastar expliquent en partie l'augmentation du résultat opérationnel ajusté. L'effet du taux de change de 4,1 millions de dollars explique aussi une bonne partie de cette hausse. Des initiatives opérationnelles, dont l'amélioration du processus d'approvisionnement, une réduction de nos coûts, ainsi que l'optimisation de l'utilisation de notre parc d'équipements ont aussi un impact positif malgré la baisse des revenus expliquée précédemment.

Secteur des médias

Les revenus du secteur des médias ont diminué de 2,5 %, soit 17,3 millions de dollars, passant de 705,0 millions en 2013 à 687,7 millions pour l'exercice 2014. La diminution des revenus provenant de nos activités existantes s'explique en majorité par la faiblesse des dépenses publicitaires qui a touché nos magazines consommateurs et nos journaux hebdomadaires, partiellement atténuée par de nouvelles ententes de distribution. Des compressions budgétaires au sein de notre clientèle ont aussi eu un impact négatif sur nos activités d'édition de livres. L'effet des acquisitions et des cessions qui est principalement attribuable à l'apport de l'acquisition des journaux hebdomadaires du Québec détenus par Corporation Sun Media permet aussi de contrebalancer la décroissance des revenus.

Au cours de cette même période, le résultat opérationnel ajusté a augmenté de 4,8 millions de dollars, soit de 12,8 %, passant de 37,6 millions en 2013 à 42,4 millions pour l'exercice 2014 en raison des initiatives de réduction de coûts, de nouvelles ententes de distribution et la contribution des acquisitions et cessions. Ces éléments ont été contrebalancés par la baisse des revenus mentionnée ci-dessus. La marge opérationnelle ajustée du secteur est ainsi passée de 5,3 % en 2013 à 6,2 % pour l'exercice 2014.

Siège social et éliminations intersectorielles

Les éliminations de revenus intersectoriels sont passées de -85,1 millions de dollars en 2013 à -76,9 millions pour l'exercice 2014. Le résultat opérationnel ajusté est passé de -25,7 millions de dollars en 2013 à -20,2 millions pour l'exercice 2014, principalement en raison d'un impact favorable de 5,2 millions de dollars relié à la rémunération à base d'actions en raison de la variation du prix de l'action en 2014 par rapport à l'année précédente.

ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS – QUATRIÈME TRIMESTRE

(non audités)

Tableau #3 :

(en millions de dollars)	Revenus		Résultat opérationnel ajusté	%	Résultat net attribuable aux actions participantes
Quatrième trimestre de 2013	562,6	\$	83,4	\$	(94,5)
Acquisitions/cessions et fermetures	30,7		5,9		2,9
Activités existantes	(21,4)	(3,8) %	7,8	9,3 %	8,6
Frais de restructuration et autres coûts					(14,4)
Dépréciation d'actifs					106,4
Quatrième trimestre de 2014	571,9	\$	97,1	\$	9,0

Revenus

Les revenus sont passés de 562,6 millions de dollars au quatrième trimestre de 2013 à 571,9 millions au quatrième trimestre de 2014, une augmentation de 9,3 millions, soit 1,7 %. Cette variation s'explique ainsi:

- L'effet net des acquisitions et des cessions s'est traduit par une augmentation des revenus de 30,7 millions de dollars surtout en raison de l'acquisition de Capri Packaging et des journaux hebdomadaires du Québec détenus par Corporation Sun Media, partiellement atténué par la vente des actifs de Rastar.

- Les revenus de nos activités existantes ont diminué de 21,4 millions de dollars en raison de la réduction des dépenses publicitaires, influençant ainsi les résultats des médias imprimés de nos deux secteurs d'exploitation, partiellement contrebalancés par de nouvelles ententes de distribution et d'impression de journaux et de magazines.

Résultat opérationnel ajusté

Le résultat opérationnel ajusté est passé de 83,4 millions de dollars au quatrième trimestre de 2013 à 97,1 millions au quatrième trimestre de 2014, une augmentation de 13,7 millions, soit 16,4 %. Cette variation s'explique ainsi:

- Le résultat opérationnel ajusté de nos activités existantes a augmenté de 7,8 millions de dollars, principalement en raison des initiatives de réduction de notre structure de coûts dans nos deux secteurs, partiellement contrebalancé par la faiblesse des marchés publicitaires nationaux et locaux. Nos dépenses reliées aux autres activités du siège social ont diminué principalement en lien avec la rémunération à base d'actions en raison de la variation du prix de l'action au quatrième trimestre de 2014 par rapport à l'année précédente.
- L'effet net des acquisitions et des cessions s'est traduit par une augmentation de 5,9 millions de dollars surtout en raison de l'acquisition de Capri Packaging et dans une moindre mesure des journaux hebdomadaires du Québec, détenus par Corporation Sun Media.

Frais de restructuration et autres coûts

Au quatrième trimestre de 2014, un montant de 22,3 millions de dollars (16,9 millions après impôts) a été inscrit séparément à l'état consolidé du résultat sous la rubrique « Frais de restructuration et autres coûts ». Nous avons enregistré une charge de 7,4 millions de dollars dans notre secteur des médias en lien avec la réduction d'effectifs, surtout en raison de l'intégration de l'acquisition des journaux hebdomadaires de Corporation Sun Media. La conclusion de l'intégration des activités de Quad/Graphics Canada, inc. est aussi responsable de la majorité des dépenses de 10,2 millions de dollars qui proviennent de la réduction d'effectifs dans nos activités d'impression. Les autres montants sont principalement en lien avec des contrats déficitaires de location dont les espaces étaient inutilisés à la suite de nos mesures de rationalisation.

Au quatrième trimestre de 2013, un montant de 3,3 millions de dollars avant impôts (2,5 millions après impôts) a été inscrit séparément à l'état consolidé du résultat sous la rubrique « Frais de restructuration et autres coûts », principalement en lien avec des initiatives de restructuration de coûts au sein du secteur des médias.

Dépréciation d'actifs

Au quatrième trimestre de 2014, une charge de dépréciation d'actifs de 45,5 millions de dollars (41,5 millions après impôts) a été enregistrée. De ce montant, 30,6 millions de dollars sont relatifs à une charge de radiation du goodwill dans le groupe d'édition de livres du secteur des médias, en raison de compressions budgétaires au sein de la clientèle de ce groupe. Une charge de dépréciation de 12,1 millions de dollars a aussi été enregistrée reliée aux noms commerciaux de nos journaux hebdomadaires de la Saskatchewan et des provinces de l'Atlantique, et s'explique surtout par une réduction des revenus publicitaires. La balance des charges de dépréciation est majoritairement reliée à la dépréciation d'immobilisations dans notre secteur de l'impression. Ces charges de dépréciation n'ont pas d'incidence sur les activités de la Société, sur la trésorerie et sur le respect des clauses restrictives sur les dettes.

Au quatrième trimestre de 2013, un montant de 165,3 millions de dollars (147,9 millions après impôts) avait été inscrit séparément à l'état consolidé du résultat sous la rubrique « Dépréciation d'actifs ». Des charges de dépréciation du goodwill de 75,0 millions de dollars avaient été enregistrées dans le groupe des solutions d'affaires et aux consommateurs ainsi que dans le groupe des solutions aux communautés locales, en raison des conditions de marché difficiles. Une charge de dépréciation de 10,0 millions de dollars avait aussi été enregistrée dans notre groupe d'édition de livres, en raison de compressions budgétaires au sein de notre clientèle. La balance des charges de dépréciation est reliée à la dépréciation d'immobilisations, principalement dans notre secteur de l'impression.

Frais financiers nets

Les frais financiers nets ont diminué de 1,1 million de dollars, passant de 6,4 millions en 2013 à 5,3 millions en 2014. Cette baisse est principalement attribuable à une diminution des frais financiers reliés aux régimes de retraite, aux flux de trésorerie opérationnels excédentaires et à un gain de change, partiellement contrebalancés par l'impact des sorties de fonds reliées à nos récentes acquisitions.

Impôts sur le résultat

Les impôts sur le résultat sont passés de 1,2 million de dollars au quatrième trimestre de 2013 à 13,1 millions au quatrième trimestre de 2014. En excluant les impôts sur le résultat portant sur les frais de restructuration et autres coûts, la dépréciation d'actifs, ainsi que les éléments non récurrents, les impôts sur le résultat se seraient chiffrés à 22,5 millions de dollars au quatrième trimestre de 2014, soit un taux d'imposition de

24,6 %, comparativement à 19,4 millions, ou 25,2 %, au quatrième trimestre de 2013. La diminution du taux est surtout attribuable au rapprochement de la provision comptable estimée et de la dépense fiscale.

Résultat net attribuable aux actions participantes

Le résultat net attribuable aux actions participantes est passé de -94,5 millions de dollars au quatrième trimestre de 2013 à 9,0 millions au quatrième trimestre de 2014. Cette variation s'explique majoritairement par une diminution de la charge reliée à la dépréciation d'actifs et par une hausse du résultat opérationnel ajusté, partiellement contrebalancée par une augmentation des frais de restructuration et des impôts sur le résultat. Par action, le résultat net attribuable aux actions participantes a augmenté, passant de -1,21 \$ à 0,12 \$.

Le résultat net attribuable aux actions participantes ajusté a augmenté de 11,5 millions de dollars, ou 20,6 %, passant de 55,9 millions au quatrième trimestre de 2013 à 67,4 millions au quatrième trimestre de 2014, surtout en raison de la hausse de notre résultat opérationnel ajusté, partiellement contrebalancée par une hausse de nos impôts sur le résultat. Par action, il est passé de 0,71 \$ à 0,87 \$.

ANALYSE DES RÉSULTATS SECTORIELS – QUATRIÈME TRIMESTRE

(non audités)

Tableau #4 :

(en millions de dollars)	Secteur de l'impression et de l'emballage	Secteur des médias	Siège social et éliminations intersectorielles	Résultats consolidés
Revenus - Quatrième trimestre de 2013	390,4 \$	194,5 \$	(22,3) \$	562,6 \$
Acquisitions/cessions et fermetures	17,9	12,8	—	30,7
Activités existantes	(10,1)	(14,0)	2,7	(21,4)
Revenus - Quatrième trimestre de 2014	398,2 \$	193,3 \$	(19,6) \$	571,9 \$
Résultat opérationnel ajusté - Quatrième trimestre de 2013	71,9 \$	21,6 \$	(10,1) \$	83,4 \$
Acquisitions/cessions et fermetures	4,4	1,5	—	5,9
Activités existantes	1,0	3,9	2,9	7,8
Résultat opérationnel ajusté - Quatrième trimestre de 2014	77,3 \$	27,0 \$	(7,2) \$	97,1 \$

La direction utilise, dans cette section, le résultat opérationnel ajusté pour évaluer la performance financière de ses secteurs d'exploitation et estime que cette mesure est appropriée.

Secteur de l'impression et de l'emballage

Les revenus du secteur de l'impression et de l'emballage ont augmenté de 7,8 millions de dollars, soit 2,0 %, passant de 390,4 millions au quatrième trimestre de 2013 à 398,2 millions au quatrième trimestre de 2014. Cette augmentation est surtout attribuable à l'acquisition de Capri Packaging qui a généré 22,7 millions de dollars, mais elle a été partiellement atténuée par une baisse de 4,8 millions en raison de la vente des actifs de Rastar. La décroissance de nos activités existantes est surtout attribuable à la réduction des dépenses publicitaires qui a touché surtout nos activités d'impression de produits marketing et de magazines. Par ailleurs, de nouvelles ententes pour l'impression de journaux, de magazines et de livres ont permis de partiellement contrebalancer la décroissance au sein de certains de nos activités existantes.

Le résultat opérationnel ajusté a augmenté de 7,5 %, soit de 5,4 millions de dollars, passant de 71,9 millions au quatrième trimestre de 2013 à 77,3 millions au quatrième trimestre de 2014. Cette hausse est grandement attribuable à l'acquisition de Capri Packaging qui explique 4,0 millions de dollars de l'augmentation au sein de nos acquisitions et cessions. L'augmentation en lien avec nos activités existantes est surtout reliée à l'effet du taux de change. Par conséquent, la marge du résultat opérationnel ajustée a augmenté passant de 18,4 % au quatrième trimestre de 2013 à 19,4 % au quatrième trimestre de 2014.

Secteur des médias

Les revenus du secteur des médias ont diminué de 1,2 million de dollars, soit de 0,6 %, passant de 194,5 millions au quatrième trimestre de 2013 à 193,3 millions au quatrième trimestre de 2014. Cette baisse s'explique surtout par une réduction de dépenses publicitaires au sein de nos activités d'édition de magazines consommateurs et de journaux locaux, partiellement contrebalancée par de nouvelles ententes de distribution. L'effet net

des acquisitions et des fermetures vient partiellement atténuer cette diminution par l'entremise de l'acquisition des journaux hebdomadaires du Québec détenus par Corporation Sun Media.

Le résultat opérationnel ajusté a augmenté de 5,4 millions de dollars, soit 25,0 %, passant de 21,6 millions au quatrième trimestre de 2013 à 27,0 millions au quatrième trimestre de 2014 et la marge opérationnelle ajustée est passée de 11,1 % au quatrième trimestre de 2013 à 14,0 % en 2014. La contribution des initiatives de réduction de coûts, des acquisitions et des cessions effectuées a permis de compenser la décroissance de nos revenus mentionnée ci-dessus.

Siège social et éliminations intersectorielles

Les éliminations de revenus intersectoriels sont passées de -22,3 millions de dollars au cours du quatrième trimestre de 2013 à -19,6 millions au quatrième trimestre de 2014. Le résultat opérationnel ajusté s'est amélioré de 2,9 millions de dollars, passant de -10,1 millions au quatrième trimestre de 2013 à -7,2 millions en 2014. Cette amélioration est principalement attribuable à un impact favorable de 2,3 millions de dollars relié à la rémunération à base d'actions en raison de la variation du prix de l'action au quatrième trimestre de 2014 par rapport à l'année précédente.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

(non audités)

Tableau #5 :

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	2014				2013 ⁽¹⁾			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Revenus	571,9 \$	500,0 \$	498,2 \$	499,3 \$	562,6 \$	490,7 \$	517,8 \$	525,6 \$
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté	124,3	84,7	82,8	68,6	110,0	78,8	80,4	69,4
Marge du résultat opérationnel avant amortissement ajusté	21,7 %	16,9 %	16,6 %	13,7 %	19,6 %	16,1 %	15,5 %	13,2 %
Résultat opérationnel ajusté	97,1	58,3	58,5	43,5	83,4	52,5	54,2	43,5
Marge du résultat opérationnel ajusté	17,0 %	11,7 %	11,7 %	8,7 %	14,8 %	10,7 %	10,5 %	8,3 %
Résultat net attribuable aux actions participantes	9,0 \$	44,2 \$	34,7 \$	17,2 \$	(94,5) \$	30,1 \$	25,3 \$	15,7 \$
Par action	0,12	0,56	0,45	0,22	(1,21)	0,39	0,32	0,20
Résultat net attribuable aux actions participantes ajusté	67,4	37,6	36,8	26,4	55,9	33,4	32,6	26,4
Par action	0,87	0,48	0,47	0,34	0,71	0,43	0,42	0,34
En % de l'exercice	40 %	22 %	22 %	16 %	37 %	23 %	22 %	18 %

(1) Les chiffres de 2013 ont été retraités afin de tenir compte des incidences de l'IAS 19 modifiée - Avantages du personnel, IFRS 11 - Partenariats et d'autres éléments.

Le tableau ci-dessus présente l'évolution de nos résultats au cours des huit derniers trimestres. Nos récentes acquisitions de Capri Packaging et des journaux hebdomadaires du Québec détenus par Corporation Sun Media permettent de contrebalancer la décroissance au chapitre de nos revenus existants liés à la faiblesse des marchés publicitaires local et national. L'impact de l'acquisition de Capri Packaging dans le créneau de l'emballage souple permet aussi de créer un nouvel axe de croissance pour la Société améliorant notre résultat opérationnel ajusté de la deuxième moitié de l'année financière 2014. La Société travaille continuellement à optimiser sa structure de coûts ce qui permet aussi de maintenir et même d'améliorer son résultat opérationnel. Finalement, il est à noter que notre volume d'activités est cyclique puisqu'il est majoritairement influencé par les dépenses marketing de nos clients qui sont plus élevées à l'automne.

RAPPROCHEMENT DES DONNÉES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX IFRS

(non auditées)

Les données financières ont été préparées en conformité avec les IFRS. Cependant, certaines données utilisées dans le présent rapport de gestion ne sont pas définies par les IFRS et pourraient être calculées différemment par d'autres entreprises. Nous croyons qu'un grand nombre de lecteurs de notre rapport de gestion analysent nos résultats en fonction de certaines de ces données financières non conformes aux IFRS puisque ces informations permettent de mesurer d'une manière normalisée la performance des activités de la Société. La direction utilise également ces données financières non conformes aux IFRS pour évaluer la performance de ses activités et de ses gestionnaires. Ces mesures doivent être considérées comme un complément aux mesures de performance financière conformes aux IFRS. Elles ne s'y substituent pas et n'y sont pas supérieures. Le tableau suivant permet le rapprochement des données financières conformes aux IFRS et celles non conformes aux IFRS.

Tableau #6 :

(en millions de dollars, sauf les données par action)	Trois mois clos les 31 octobre		Exercices clos les 31 octobre	
	2014	2013 ⁽¹⁾	2014	2013 ⁽¹⁾
Résultat net attribuable aux actions participantes	9,0 \$	(94,5) \$	105,1 \$	(23,4) \$
Dividendes sur actions privilégiées	1,7	1,7	6,8	6,8
Participations ne donnant pas le contrôle	0,5	0,3	0,6	0,4
Impôts sur le résultat	13,1	1,2	38,8	24,2
Quote-part du résultat net des coentreprises, déduction faite des impôts y afférents	(0,3)	(0,3)	(1,0)	(0,9)
Frais financiers	5,3	6,4	19,5	28,5
Dépréciation d'actifs	45,5	165,3	46,2	170,0
Frais de restructuration et autres coûts	22,3	3,3	41,4	28,0
Résultat opérationnel ajusté	97,1 \$	83,4 \$	257,4 \$	233,6 \$
Amortissement	27,2	26,6	103,0	105,0
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté	124,3 \$	110,0 \$	360,4 \$	338,6 \$
Résultat net attribuable aux actions participantes	9,0 \$	(94,5) \$	105,1 \$	(23,4) \$
Augmentation nette de la valeur comptable des actifs d'impôt sur le résultat différé	—	—	(10,0)	—
Dépréciation d'actifs (après impôts)	41,5	147,9	42,0	151,3
Frais de restructuration et autres coûts (après impôts)	16,9	2,5	31,1	20,4
Résultat net attribuable aux actions participantes ajusté	67,4 \$	55,9 \$	168,2 \$	148,3 \$
Nombre moyen d'actions participantes en circulation	78,0	77,9	78,0	78,0
Résultat net attribuable aux actions participantes ajusté par action	0,87 \$	0,71 \$	2,16 \$	1,90 \$
			31 octobre 2014	Au 31 octobre 2013 ⁽¹⁾
Dette à long terme			358,7 \$	128,9 \$
Portion courante de la dette à long terme			118,1	218,3
Trésorerie			(35,2)	(26,4)
Endettement net			441,6 \$	320,8 \$
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté (12 derniers mois)			360,4 \$	338,6 \$
Ratio d'endettement net			1,23 x	0,95 x

⁽¹⁾ Les chiffres de 2013 ont été retraités afin de tenir compte des incidences de l'IAS 19 modifiée - Avantages du personnel, IFRS 11 - Partenariats et d'autres éléments.

SITUATION FINANCIÈRE, LIQUIDITÉS ET STRUCTURE DU CAPITAL – EXERCICE

(non auditées)

Tableau #7 :

(en millions de dollars)	2014	2013 ⁽¹⁾
Activités opérationnelles		
Flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles avant variation des éléments hors caisse liés aux opérations et des impôts sur le résultat payés	348,0 \$	327,1 \$
Variation des éléments hors caisse liés aux opérations	(9,3)	101,1
Impôts sur le résultat payés	(3,9)	(12,3)
Flux de trésorerie liés aux opérations	334,8 \$	415,9 \$
Activités d'investissement		
Regroupement d'entreprises	(225,9) \$	(24,5) \$
Cessions d'entreprises	2,3	—
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(35,3)	(47,0)
Cessions d'immobilisations corporelles	2,2	5,1
Augmentation des immobilisations incorporelles	(26,3)	(26,8)
Flux de trésorerie liés aux investissements	(283,0) \$	(93,2) \$
Activités de financement		
Augmentation de la dette à long terme	250,0 \$	— \$
Remboursement de la dette à long terme	(33,3)	(88,8)
Augmentation (diminution) nette du crédit à terme rotatif	(89,0)	(57,6)
Frais d'émission de la dette à long terme	(1,8)	—
Frais financiers de la dette à long terme	(13,6)	(20,5)
Contrat de vente à terme d'obligations	(1,5)	—
Dividendes sur actions participantes	(48,8)	(123,1)
Dividendes sur actions privilégiées	(6,8)	(6,8)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle	—	(1,4)
Émission d'actions participantes	—	1,2
Rachat d'actions privilégiées	(100,0)	—
Rachat d'actions participantes	—	(12,1)
Flux de trésorerie liés au financement	(44,8) \$	(309,1) \$
Situation financière		
	Au 31 octobre 2014	Au 31 octobre 2013 ⁽¹⁾
Endettement net	441,6 \$	320,8 \$
Ratio d'endettement net	1,23 x	0,95 x
Cote de crédit		
DBRS	BBB (faible)	BBB
Perspectives	Stables	Négatives
Standard and Poor's	BBB-	BBB-
Perspectives	Stables	Stables

Bilan	Au 31 octobre 2014	Au 31 octobre 2013 ⁽¹⁾
Actif courant	574,4 \$	553,6 \$
Passif courant	532,1	563,6
Actif total	2 027,7	1 850,8
Passif total	1 234,6	1 035,4

(1) Les chiffres de 2013 ont été retraités afin de tenir compte des incidences de l'IAS 19 modifiée - Avantages du personnel, IFRS 11 - Partenariats et d'autres éléments.

Flux de trésorerie liés aux opérations des activités poursuivies

Les flux de trésorerie liés aux opérations avant variation des éléments hors caisse liés aux opérations et des impôts sur le résultat payés ont augmenté, passant de 327,1 millions de dollars en 2013 à 348,0 millions pour l'année 2014, principalement en raison d'une hausse du résultat opérationnel. De plus, les variations des éléments hors caisse liés aux opérations ont utilisé 9,3 millions de dollars en 2014, net de l'encaissement de 31,0 millions en raison de la renégociation de l'entente avec Gesca Ltée visant l'impression du journal *La Presse* qui a été comptabilisé à titre de revenus reportés. En 2013 ces éléments avaient généré 101,1 millions, principalement attribuable à l'encaissement d'un montant de 200,0 millions de dollars américains aux termes de la renégociation d'une entente avec Hearst Corporation visant l'impression du *San Francisco Chronicle* qui a été comptabilisé aux revenus reportés, partiellement contrebalancé par une variation importante de nos créiteurs. Au chapitre des impôts sur le résultat, nous avons déboursé 12,3 millions de dollars lors de l'exercice 2013, comparativement à 3,9 millions en 2014. Par conséquent, les fonds générés par l'exploitation ont diminué, occasionnant une entrée de fonds de 334,8 millions de dollars en 2014, comparativement à 415,9 millions en 2013.

Flux de trésorerie liés aux investissements des activités poursuivies

Nos acquisitions d'entreprises et nos investissements en immobilisations corporelles et incorporelles, déduction faite des dispositions, sont passés d'un déboursé de 93,2 millions de dollars en 2013 à un déboursé de 283,0 millions en 2014. Cette hausse s'explique majoritairement par nos acquisitions d'entreprises en raison de l'achat de Capri Packaging et des journaux hebdomadaires de Corporation Sun Media au Québec.

Flux de trésorerie liés au financement des activités poursuivies

Au cours de l'année 2014, nous avons conclu un accord de financement privé de 250,0 millions de dollars de billets non garantis de premier rang en plus du rachat de la totalité de nos actions privilégiées de premier rang à taux rajusté et à dividende cumulatif pour un montant de 100,0 millions. Ce financement nous a permis de rembourser une plus grosse partie de notre crédit à terme rotatif en 2014, d'exécuter deux acquisitions significatives et de maintenir notre flexibilité financière. En 2013, nous avons remboursé la première tranche de nos billets de premier rang Série 2002 A d'une valeur de 75,0 millions de dollars américains tandis qu'en 2014 nous avons remboursé nos billets de premier rang Série 2004 C d'une valeur de 15,0 millions de dollars américains.

Nous avons versé 48,8 millions de dollars en dividendes aux détenteurs d'actions participantes ainsi que 6,8 millions aux détenteurs d'actions privilégiées, comparativement à 123,1 millions et 6,8 millions respectivement au cours de la même période en 2013. La diminution reliée à nos dividendes est le résultat d'un dividende spécial de 77,9 millions de dollars, soit 1,00 \$ par action participante versé le 26 avril 2013.

Instruments d'emprunt

En date du 31 octobre 2014, notre ratio d'endettement net s'établissait à 1,23x (0,95x au 31 octobre 2013) et l'endettement net est passé de 320,8 millions de dollars au 31 octobre 2013 à 441,6 millions au 31 octobre 2014 principalement en raison de nos acquisitions d'entreprises et du rachat de la totalité de nos actions privilégiées. Cependant, les flux de trésorerie liés aux opérations générés nous ont permis d'atténuer l'impact de nos acquisitions sur notre ratio d'endettement net.

Obligations contractuelles et engagements commerciaux

Tableau # 8 :

Type de contrat (en millions de dollars)	2015	2016	2017	2018	2019 et suivantes	Total
Dette à long terme	118,1 \$	11,5 \$	0,1 \$	— \$	350,0 \$	479,7 \$
Autres engagements ¹	33,9	31,4	29,6	23,6	65,5	184,0
Obligations totales	152,0 \$	42,9 \$	29,7 \$	23,6 \$	415,5 \$	663,7 \$

(¹) Principalement des contrats de location de locaux.

Capital social

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2013, la Société a racheté 1 161 600 de ses actions à droit de vote subalterne catégorie A à un prix moyen pondéré de 9,98 \$, pour une contrepartie totale en espèces de 11,6 millions de dollars. Au cours de la même période, la Société a également déboursé un montant de 0,5 million de dollars, qui était inclus dans les crédettes et charges à payer au 31 octobre 2012, pour des actions qui avaient été rachetées avant le 31 octobre 2012. Il est à noter que la Société n'a effectué aucun rachat de ses actions catégorie B au cours de l'exercice 2013. Cependant, durant l'exercice la Société a effectué l'échange de 172 800 de ses actions catégorie B en actions à droit de vote subalterne catégorie A. Dans le cadre du programme de rachat d'actions qui est arrivé à terme le 14 avril 2013, nous avons donc racheté 3 173 200 actions à droit de vote subalterne catégorie A, soit 96,3 % du programme.

Le programme de rachat d'actions qui avait été renouvelé en avril 2013 est arrivé à terme le 14 avril 2014. Il est à noter que la Société n'a effectué aucun rachat de ses actions durant cette période. Cependant, le programme a été renouvelé pour un an, afin de permettre à la Société de racheter sur le marché libre, pour annulation ou, sous réserve des autorisations des autorités en matière de valeurs mobilières, en vertu d'ententes de gré à gré, entre le 15 avril 2014 et le 14 avril 2015, ou une date antérieure si l'offre est complétée ou résiliée par la Société, jusqu'à concurrence de 4 742 369 actions à droit de vote subalterne catégorie A, représentant 7,5 % de ses 63 188 951 actions à droit de vote subalterne catégorie A émises et en circulation au 2 avril 2014, et jusqu'à concurrence de 741 640 actions catégorie B, représentant 5,0 % de ses 14 832 816 actions catégorie B émises et en circulation au 2 avril 2014. Les rachats sont faits dans le cours normal des activités au prix du marché par l'entremise de la Bourse de Toronto. Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2014, la Société n'a racheté aucune action à droit de vote subalterne catégorie A ni d'actions catégorie B, et n'avait aucune obligation de les racheter.

La Société a également exercé son droit de racheter la totalité de ses 4,0 millions d'actions privilégiées de premier rang à taux rajusté et à dividende cumulatif, série D le 15 octobre 2014, à un prix par action de 25,00 \$, pour un montant de 100,0 millions de dollars.

Tableau # 9 :

Actions émises et en circulation	Au 31 octobre 2014	Au 30 novembre 2014
Catégorie A (droit de vote subalterne)	63 189 351	63 189 751
Catégorie B (droit de vote multiple)	14 832 416	14 832 016
Privilégiées de série D (à dividende cumulatif et à taux révisé)	—	—

MODIFICATIONS FUTURES DES MÉTHODES COMPTABLES

Normes comptables ayant une incidence sur les états financiers consolidés de la Société

Le tableau suivant présente les incidences de l'adoption des normes entrant en vigueur au 1^{er} novembre 2013.

Les retraitements rétroactifs apportés aux états financiers consolidés du résultat et du résultat global de la Société pour l'exercice clos le 31 octobre 2013 se présentent comme suit :

	Tels que présentés	IFRS 11 (a)	Retraitements IAS 19 modifiée (b)	Autre (c)	Retraités
Revenus	2 110,1 \$	(13,4) \$	— \$	— \$	2 096,7 \$
Charges opérationnelles	1 761,0	(12,1)	5,8	3,4	1 758,1
Frais de restructuration et autres coûts	28,0	—	—	—	28,0
Dépréciation d'actifs	170,0	—	—	—	170,0
Résultat opérationnel avant amortissement	151,1	(1,3)	(5,8)	(3,4)	140,6
Amortissement	105,3	(0,3)	—	—	105,0
Résultat opérationnel	45,8	(1,0)	(5,8)	(3,4)	35,6
Frais financiers nets	25,5	—	6,4	(3,4)	28,5
Résultat avant quote-part du résultat net dans des coentreprises et impôts sur le résultat	20,3	(1,0)	(12,2)	—	7,1
Quote-part du résultat net dans des coentreprises, déduction faite des impôts y afférents	—	0,9	—	—	0,9
Impôts sur le résultat	27,6	(0,1)	(3,3)	—	24,2
Résultat net	(7,3)	—	(8,9)	—	(16,2)
Participations ne donnant pas le contrôle	0,4	—	—	—	0,4
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	(7,7)	—	(8,9)	—	(16,6)
Dividendes sur actions privilégiées, déduction faite des impôts y afférents	6,8	—	—	—	6,8
Résultat net attribuable aux actions participantes	(14,5) \$	— \$	(8,9) \$	— \$	(23,4) \$
Résultat net par action participante - de base et dilué	(0,19) \$	— \$	(0,11) \$	— \$	(0,30) \$
Autres éléments du résultat global	62,3	—	8,9	—	71,2
Résultat global	55,0 \$	— \$	— \$	— \$	55,0 \$

a) Partenariats

Le 1^{er} novembre 2013, la Société a adopté IFRS 11 « Partenariats », visant le remplacement d'IAS 31 « Participation dans des coentreprises » et SIC-13 « Entités contrôlées conjointement - Apports non monétaires par des coentrepreneurs ». L'IFRS 11 porte sur les droits et les obligations contractuels inhérents à un partenariat, plutôt que sur la forme juridique de l'accord. L'IFRS 11 supprime le choix d'utiliser la méthode de la consolidation proportionnelle lors de la comptabilisation des participations dans des entités contrôlées conjointement, et exige le recours à la méthode de la mise en équivalence.

En conformité avec les normes préalablement en vigueur, la Société utilisait la méthode de la consolidation proportionnelle pour comptabiliser les participations dans des coentreprises, mais applique dorénavant la méthode de la mise en équivalence selon l'IFRS 11. Selon cette méthode, la quote-part revenant à la Société de l'actif net, du résultat net et des autres éléments du résultat global des coentreprises est présentée dans un seul poste, respectivement à l'état consolidé de la situation financière, l'état consolidé du résultat et à l'état consolidé du résultat global.

b) Avantages du personnel

Le 1^{er} novembre 2013, la Société a adopté la version modifiée d'IAS 19 « Avantages du personnel », qui reflète d'importants changements aux normes de comptabilisation et d'évaluation de la charge de retraite au titre des régimes à prestations définies. L'IAS 19 modifiée met en place une nouvelle approche aux fins du calcul des charges d'intérêts nettes sur le passif (l'actif) au titre des prestations définies, selon laquelle le taux de rendement prévu de l'actif sera identique au taux utilisé pour actualiser l'obligation. La présentation a aussi été modifiée afin que le coût des services rendus et passés et les frais d'administration des régimes soient présentés dans le poste « Charges opérationnelles » et que les charges d'intérêts nettes soient présentées dans le poste « Frais financiers nets ». L'IAS 19 modifiée comporte également de nouvelles exigences en matière d'informations annuelles à fournir pour les régimes à prestations définies, notamment la présentation d'informations supplémentaires sur les caractéristiques et les risques que comportent ces régimes.

c) Autre

Certains chiffres des périodes antérieures ont été reclassés afin de rendre leur présentation conforme à celle adoptée au cours de la période.

Normes comptables n'ayant pas d'incidence sur les états financiers consolidés de la Société

d) États financiers consolidés

Le 1^{er} novembre 2013, la Société a adopté IFRS 10 « États financiers consolidés », visant le remplacement d'IAS 27 « États financiers consolidés et individuels » et SIC-12 « Consolidation - Entités ad hoc ». L'IFRS 10 définit la notion de contrôle comme étant le facteur déterminant de l'inclusion d'une entité dans le périmètre de consolidation des états financiers consolidés d'une autre entité et fournit des directives additionnelles pour faciliter la détermination du contrôle. L'application de cette norme n'a aucune incidence sur les états financiers consolidés de la Société.

e) Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités

Le 1^{er} novembre 2013, la Société a adopté IFRS 12 « Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités ». L'IFRS 12 complète les obligations d'information concernant les intérêts qu'une entité détient dans des filiales, des partenariats, des entreprises associées et des entités structurées consolidées. L'IFRS 12 exige qu'une entité présente des informations sur la nature et les risques associés à toutes ses participations dans d'autres entités, et les effets de ces participations sur sa situation financière, son rendement financier et ses flux de trésorerie. Ces nouvelles obligations d'information annuelles n'ont pas d'incidence sur la situation financière ou les résultats opérationnels de la Société et sont incluses dans les présents états financiers consolidés annuels.

f) Évaluation de la juste valeur

Le 1^{er} novembre 2013, la Société a adopté IFRS 13 « Évaluation de la juste valeur ». L'IFRS 13 améliore la cohérence et réduit la complexité en fournissant une définition précise de la juste valeur. L'IFRS 13 remplace ainsi les directives relatives à l'évaluation de la juste valeur qui sont contenues dans des IFRS individuelles par une source unique de directives pour toutes les évaluations de la juste valeur. L'application de cette norme n'a aucune incidence sur les états financiers consolidés de la Société, sauf pour ce qui est de la présentation d'informations supplémentaires figurant à la note 30 « Instruments financiers ».

g) Instruments financiers : compensation des actifs et des passifs

En décembre 2011, l'IASB a publié une version modifiée d'IFRS 7 « Instruments financiers : Informations à fournir » et d'IAS 32 « Instruments financiers : Présentation », afin de clarifier les exigences en matière de compensation d'instruments financiers et en vue d'exiger de nouvelles informations à fournir sur l'incidence des accords de compensation sur la situation financière d'une entité. L'application de cette norme n'a aucune incidence sur les états financiers consolidés de la Société.

Récentes prises de position en comptabilité

La Société n'a pas encore complété son évaluation de l'incidence de l'adoption de ces récentes prises de position sur ses états financiers consolidés.

h) Instruments financiers

En juillet 2014, l'IASB a publié l'IFRS 9 « Instruments financiers ». L'IFRS 9 vise le remplacement d'IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation » et IFRIC 9 « Réexamen des dérivés incorporés ».

L'IFRS 9 comprend des exigences relatives à la comptabilisation et à l'évaluation, à la dépréciation, à la décomptabilisation et au modèle général de comptabilité de couverture. L'IASB a mené à terme son projet de remplacement par étapes d'IAS 39, et la norme a été rehaussée à chaque

étape. La version d'IFRS 9 publiée en 2014 a préséance sur toutes les versions précédentes; cependant, durant une période définie, les précédentes versions d'IFRS 9 peuvent être adoptées par anticipation, si ce n'est déjà fait, dans la mesure où la date d'application initiale pertinente est antérieure au 1^{er} février 2015. L'IFRS 9 ne remplace pas l'exigence relative à la comptabilisation de couverture à la juste valeur du portefeuille en ce qui a trait au risque de taux d'intérêt, puisque cette étape a été séparée du projet IFRS 9 en raison de la nature à plus long terme du projet de macro-couverture qui en est actuellement à l'étape du document de travail du processus établi. Par conséquent, l'exception présentée dans IAS 39 en ce qui concerne une couverture de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'actifs ou de passifs financiers continue de s'appliquer. L'IFRS 9 s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018, et son application anticipée est permise.

i) Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients

En mai 2014, l'IASB a publié l'IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients ». L'IFRS 15 remplacera l'IAS 11 « Contrats de construction », l'IAS 18 « Produits des activités ordinaires », l'IFRIC 13 « Programmes de fidélisation de la clientèle », l'IFRIC 15 « Contrats de construction de biens immobiliers », l'IFRIC 18 « Transferts d'actifs provenant de clients » et la SIC-31 « Produits des activités ordinaires - opérations de troc impliquant des services de publicité ».

L'IFRS 15 prévoit un modèle unique qui s'applique aux contrats avec des clients ainsi que deux approches de la comptabilisation des produits : à un moment donné ou au fil du temps. Le modèle proposé consiste en une analyse en cinq étapes des transactions, axée sur les contrats et visant à déterminer si les produits des activités ordinaires sont comptabilisés, quel montant est comptabilisé et à quel moment. De nouveaux seuils ont été mis en place relativement aux estimations et aux jugements, ce qui pourrait avoir une incidence sur le montant des produits comptabilisés et/ou sur le moment de leur comptabilisation. L'IFRS 15 s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2017, et son application anticipée est permise.

j) Clarification des méthodes d'amortissement acceptables

En mai 2014, l'IASB a publié des modifications à l'IAS 16 « Immobilisations corporelles », et à l'IAS 38 « Immobilisations incorporelles ». Les modifications apportées à l'IAS 16 mentionnent explicitement que les modes d'amortissement fondés sur les produits ne peuvent pas être utilisés pour les immobilisations corporelles. La raison étant que ces modes d'amortissement reflètent des facteurs autres que la consommation des avantages économiques représentatifs de l'actif. Les modifications à l'IAS 38 introduisent une présomption réfutable selon laquelle l'utilisation de modes d'amortissement fondés sur les produits est inappropriée dans le cas des actifs incorporels. Cette présomption ne pourrait être écartée que lorsque les produits et la consommation des avantages économiques de l'actif incorporel présentent une « corrélation élevée », ou lorsque l'actif incorporel est exprimé comme une mesure des produits. Ces modifications s'appliqueront aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016, et leur application anticipée est permise.

RISQUES ET INCERTITUDES

La Société gère de façon continue son exposition à certains risques liés au marché dans le cours normal de ses activités. Conséquemment, la direction revoit continuellement l'ensemble des contrôles internes et des mesures préventives afin qu'ils répondent efficacement aux risques importants auxquels les activités d'exploitation de la Société sont exposées. Conséquemment, un rapport sur le programme de gestion de risques est présenté régulièrement au Comité de vérification.

La gestion des risques auxquels la Société fait face guide en grande partie l'ensemble des décisions prises par la direction, que celles-ci aient trait à des acquisitions, à des investissements de capitaux, à des dispositions d'actifs, à des regroupements d'usines, à des efforts de synergies entre ses segments d'activités ou d'autres activités d'exploitation. Elle guide également les mesures de réduction des coûts, la diversification des produits et la pénétration de nouveaux marchés, ainsi que certains mouvements de trésorerie. Voici une description des principaux risques susceptibles d'avoir une incidence importante sur sa situation financière auxquels la Société est exposée ainsi que les mesures qu'elle met en place pour en réduire les répercussions.

Risques stratégiques

Concurrence

La concurrence porte sur les prix, la qualité des produits et services ainsi que l'étendue des services offerts. Certains des créneaux d'impression dans lesquels la Société opère sont fortement concurrentiels sans compter la présence accrue de compétiteurs américains. Pour réduire ce risque, la Société poursuit continuellement ses mesures d'amélioration d'efficacité opérationnelle tout en maximisant l'utilisation de ses équipements les plus performants. La Société croit par ailleurs que sa position de leader canadien, combinée à sa clientèle diversifiée dont plus de la moitié de ses revenus sont générés à partir d'ententes à moyen et long termes, atténue également ces risques. De plus, nos activités d'impression de

journaux risquent de voir une diminution de volume en raison de l'effet des nouveaux médias. Par contre, nous souhaitons intégrer d'autres éditeurs de journaux à notre réseau d'impression afin de contrebalancer cette perte de volume.

Du côté des médias, les annonceurs ont dorénavant à leur disposition une plus grande variété de produits où investir leurs budgets publicitaires. Ceux-ci font concurrence aux journaux, sites Internet, magazines et autres plateformes de communication complémentaires de la Société en ce qui a trait à la vente d'espaces publicitaires. Pour limiter ces effets, la Société met l'accent sur ses programmes d'amélioration continue et sur ses initiatives de réduction des coûts tout en développant de nouveaux produits et services par l'entremise de moyens imprimés et numériques dans le but d'accroître son offre intégrée de solutions aux entreprises.

En raison de l'adoption accélérée des moyens de communication numérique par les consommateurs, la production de contenu adapté à la clientèle cible devient critique afin de retenir et développer notre clientèle. Nous observons des changements significatifs au sein des industries des journaux hebdomadaires, des magazines et de l'édition de livres. Bien que cette situation puisse générer des occasions d'affaires par Internet, ces nouvelles réalités évoluent très rapidement et, si la Société n'offre pas un rendement sur investissement intéressant à ses clients, cela pourrait avoir un effet négatif sur ses résultats. De plus, le marché des solutions de marketing interactif est fragmenté, concurrentiel et en évolution rapide. Avec l'introduction de nouvelles technologies et l'afflux de nouveaux arrivants sur le marché, il y a des risques qu'une concurrence persistante s'installe, voire s'intensifie dans l'avenir, ce qui pourrait nuire à la Société dans l'accroissement de ses ventes ainsi que dans le maintien de ses prix. La Société a en effet ciblé des segments de marché dans le cadre de sa stratégie de médias numériques et de solutions interactives afin de se positionner dans la création de contenu et la livraison sur les plateformes interactives ou numériques. Son succès repose sur la qualité de ses produits et de ses services ainsi que la monétisation de ces éléments. Par conséquent, la Société devra continuer à investir afin d'améliorer ses plateformes numériques en plus d'introduire de nouveaux produits et services à fort potentiel. En outre, ces investissements pourraient affecter ses résultats d'exploitation.

Il est aussi possible que de nouvelles entreprises entrent dans nos divers marchés locaux, ce qui peut inclure de grandes entreprises bien établies, comme Google et Facebook. Si ces entreprises décident de développer, commercialiser ou revendre des produits ou des services concurrents, d'acquérir, ou encore former une alliance stratégique avec un concurrent existant, les résultats d'exploitation de la Société pourraient être affectés.

La concurrence a aussi un impact sur nos activités d'emballage souple en raison du fait qu'il est impossible de garantir que la Société pourra concurrencer avec des compagnies d'emballage préalablement établies dans ce marché et ayant des ressources et une expérience accrue dans ce domaine. Poussé par la nécessité d'adaptation face aux besoins des consommateurs, le marché de l'emballage souple continue d'évoluer en ce qui concerne le format et le type d'emballages offerts. De ce fait, il existe un risque que la concurrence puisse s'adapter plus rapidement aux préférences du consommateur ce qui affecterait notre capacité de croître dans ce domaine. Ceci est partiellement mitigé par la signature de contrats à long terme et la création de relations solides avec nos principaux clients. Cependant, il demeure que notre succès pourrait dépendre de notre capacité d'évoluer avec les changements technologiques et d'effectuer des investissements appropriés en recherche et développement afin de maintenir une offre de produits satisfaisante.

Il est aussi primordial de maintenir une culture d'innovation dans nos deux secteurs afin de pouvoir concurrencer dans des industries compétitives et en changements perpétuels. Nous continuons donc d'investir dans un programme d'innovation qui permet aux opérations de stimuler un esprit d'innovation au sein de leur personnel.

Perte de réputation

La Société jouit actuellement d'une bonne réputation. Le risque de perdre ou de ternir cette réputation pourrait avoir un effet important sur les affaires de la Société ou sur la valeur de ses actions. De plus, sa capacité à maintenir ses relations clients existantes et à générer de nouveaux clients dépend fortement de la qualité de ses services, sa réputation ainsi que de la continuité de l'entreprise. L'insatisfaction liée à ses services, à des dommages à sa réputation ou à des changements au chapitre d'employés clés pourrait entraîner une perte d'activités. Depuis sa création, la Société a mis en place une série de mesures pour limiter ce risque, principalement en assurant une régie d'entreprise solide et par la mise en place de politiques, incluant un code d'éthique.

Détention du contrôle

Au 31 octobre 2014, Capinabel inc., société sous le contrôle de M. Rémi Marcoux, détenait directement ou indirectement 16,94 % des actions en circulation et 72,65 % des droits de vote rattachés aux actions participantes en circulation de Transcontinental inc. Étant donné la détention du contrôle de cet actionnaire, il est donc possible que dans certaines situations, les intérêts respectifs de l'actionnaire détenant le contrôle ne correspondent pas à ceux des autres détenteurs d'actions participantes de Transcontinental inc.

Risques opérationnels

Informations confidentielles, respect de la vie privée et droits d'auteur

Ce risque englobe l'utilisation et la manipulation d'information confidentielle fournie par les clients de la Société. La divulgation potentielle de telles informations aux mauvaises personnes pourrait causer des dommages considérables à la réputation de la Société et pourrait potentiellement entraîner des poursuites judiciaires. Les techniques employées pour voler de l'information confidentielle sont en évolution continue ce qui augmente le risque que nos données soient compromises. De plus, il se pourrait qu'un tel événement ne soit pas détecté assez rapidement pour limiter l'étendue de l'information susceptible à l'infraction. Différentes mesures ont été mises en place pour mieux prévenir et contrôler ce risque, dont la revue des processus d'encaissements à travers l'intégralité de la Société. Les exigences des autorités réglementaires deviennent de plus en plus strictes à cet égard, ce qui pourrait aussi engendrer un impact financier pour la Société afin de se conformer à des nouvelles exigences.

De plus, il est possible que certaines des activités de la Société ne respectent pas la vie privée des utilisateurs et d'autres personnes. Le 1^{er} juillet 2014, la loi canadienne anti-pourriel est entrée en vigueur et exige le consentement du destinataire afin d'envoyer des messages électroniques commerciaux. Il est aussi possible que certaines règles de droits d'auteur ne soient pas respectées avec la publication de différents contenus publiés dans les divers médias de la Société. Bien que la Société ait mis en place des contrôles stricts à ces égards, tout manquement en ce qui concerne la collecte, l'utilisation, la divulgation, la sécurité des renseignements personnels, et la protection des droits d'auteur ou d'autres questions de confidentialité pourrait nuire à sa réputation.

Dépendance envers les systèmes d'information

La Société utilise plusieurs systèmes de technologies de l'information. Dans le cas où ces systèmes seraient soumis à des perturbations ou des pannes de système, une perte de puissance, des virus, un accès non autorisé, une erreur humaine, des actes de sabotage ou d'autres événements similaires, il pourrait y avoir un effet négatif sur ses opérations et ses résultats. La confiance des consommateurs par rapport à la sécurité de l'information détenue et des transactions effectuées en utilisant nos sites Internet et notre technologie (y compris via des appareils mobiles) est primordiale afin de maintenir notre réputation et notre compétitivité sur le marché.

L'industrie des médias continue de connaître des changements technologiques importants. La croissance de l'utilisation d'Internet a augmenté le nombre d'options de contenu qui sont en concurrence avec les médias traditionnels. La Société doit donc gérer les changements dans les nouvelles technologies et être en mesure d'acquiescer, de développer ou de les intégrer. Sa capacité à gérer avec succès la mise en œuvre de nouvelles technologies pourrait avoir un effet important sur sa capacité à rivaliser avec succès à l'avenir.

Nous mitigeons ces risques en s'assurant de maintenir un environnement technologique de qualité, qui est agile et pour lequel nos clients internes et externes peuvent se fier. En outre, nous effectuons des évaluations périodiques de nos contrôles informatiques afin de s'assurer qu'ils sont conformes aux standards. La Société effectue également des investissements dans son infrastructure informatique afin d'améliorer sa fiabilité.

Recrutement et rétention du talent

Les tendances sociales et démographiques rendent plus difficiles le recrutement et la rétention de personnel qualifié. Nous pouvons constater une diminution du bassin de talents, un accroissement de la mobilité de la main-d'œuvre, un recours croissant aux technologies et une forte demande pour de nouveaux ensembles de compétences. La difficulté à recruter et à retenir un personnel qualifié constitue un risque pour la Société. Par conséquent, la Société a mis en place des plans de perfectionnement de ses gestionnaires dotés d'un fort potentiel et susceptibles d'être promus, dans le cadre d'un processus continu de revue du leadership. Pour veiller à la mise en œuvre de ces plans, le supérieur principal de chacun de ces cadres a établi des objectifs précis et s'est engagé à leur offrir des occasions de développement opérationnel et de nouveaux défis destinés à accélérer leur développement. Enfin, les membres de la haute direction sont évalués sur la mise en place de plans de relève pour les postes clés et la Société effectue une revue du leadership afin de soutenir les défis organisationnels et être en mesure d'identifier constamment des successeurs.

Efficacité opérationnelle

En raison de la réalité des marchés, la Société doit continuellement améliorer son efficacité opérationnelle dans le but de maintenir ou d'améliorer sa rentabilité. Toutefois, rien ne garantit que la Société soit en mesure de le faire à l'avenir. En outre, la nécessité de réduire les coûts d'exploitation permanents peut entraîner des coûts pour réduire les effectifs, fermer ou consolider des installations, ou améliorer l'équipement et la technologie.

La Société concentre de plus en plus la production de certains produits vers des usines à large volume, ce qui augmente le risque de ne pas pouvoir respecter des délais de production si un sinistre devait frapper un de ces emplacements. Cependant, la Société a mis en place des plans de contingence pour tous les emplacements devant livrer des produits de façon quotidienne.

Réglementation

La Société est assujettie à de nombreuses réglementations qui peuvent être modifiées par les autorités municipales, provinciales ou fédérales. La modification de ces réglementations peut entraîner une augmentation significative des coûts de la Société afin de s'y conformer. La Société pourrait devoir hausser ses cotisations fiscales, augmenter ses effectifs et sa rémunération, ou faire des investissements dans des matières premières ou des équipements.

La Société bénéficie de certains programmes d'aide gouvernementale, pour les magazines et les livres. Tout changement dans les règles d'application de ces programmes gouvernementaux dans le futur pourrait avoir des incidences importantes sur les résultats d'exploitation de la Société.

Certains de nos produits finis qui proviennent de nos opérations d'emballage souple sont utilisés pour l'emballage de nourriture ce qui nous expose aux risques de l'industrie de l'alimentation, tels que le transfert de matière étrangère à la nourriture et les erreurs d'étiquetage. De plus, les produits finis fabriqués à l'aide des produits d'emballage de la Société peuvent être contaminés par des organismes causant des maladies, ou pathogènes, comme la bactérie E. coli, la Salmonelle et la Listeria. La Société pourrait donc être impliquée dans un éventuel rappel de produits dans le cas de contamination ce qui pourrait exposer la Société à des réclamations au titre de la responsabilité civile, à de la publicité défavorable, à des enquêtes ou à l'intervention de la part des gouvernements, ce qui aurait une incidence défavorable significative sur la situation financière et le résultat opérationnel de la Société. La société gère activement ces risques en employant des matériaux appropriés, en assurant la rigueur des contrôles et procédés qu'elle emploie dans ses installations de fabrication et en maintenant une couverture d'assurance responsabilité. Nos produits finis sont également sujets à la réglementation aux États-Unis à travers certains organismes, dont la Food and Drug Administration (FDA), qui s'assure de la protection de la santé publique dans le domaine alimentaire. Le Consumer Product Safety Commission (CPSC) réglemente aussi certains produits d'emballage à travers des lois comme le Consumer Product Safety Act et le Poison Prevention Packaging Act. Afin de mitiger ces risques davantage, Capri Packaging a récemment obtenu la certification GMI (Graphic Measures International) à la suite d'une évaluation approfondie de ses procédés de fabrication et de contrôle effectués dans l'ensemble de la chaîne de production afin d'assurer la confiance du consommateur.

Intégration des acquisitions et réorganisation

Les acquisitions ont été et continuent d'être un élément important de la stratégie de croissance de la Société. Cependant, l'intégration d'acquisitions est toujours un risque et celui-ci augmente en fonction de la taille, du secteur, et du type de l'acquisition. Les activités d'intégration pourraient causer des perturbations temporaires de la production, nous faire perdre des contrats importants ou affecter notre rétention du personnel et nos relations avec les clients. De plus, les synergies identifiées pourraient ne pas être réalisées complètement ou pourraient prendre plus de temps que prévu. Toutefois, pour limiter ces risques, la Société mise sur de stricts critères d'acquisition ainsi que sur des équipes de vérification diligente expérimentées et des méthodes d'intégration rigoureuses.

Développement de notre nouvel axe de croissance dans le domaine de la production de solutions d'emballages souples

Notre stratégie de croissance dans ce nouveau domaine mise sur le développement organique ainsi que sur notre capacité de faire des acquisitions stratégiques afin d'élargir notre offre dans ce créneau. Afin de croître de façon organique, nous misons sur la capacité de la Société de développer une expertise dans ce domaine afin d'offrir un produit de qualité à nos clients actuels et potentiels. Tel que mentionné ci-dessus, une incapacité d'innover et/ou de maintenir notre personnel spécialisé dans ce domaine pourrait affecter notre capacité d'élargir ce créneau assez rapidement pour compenser la décroissance prévue dans nos activités traditionnelles. De plus, afin de grandir par acquisition, nous devons pouvoir trouver des cibles intéressantes, à une valeur raisonnable, et de pouvoir intégrer de façon efficace celles-ci à nos activités existantes. Nous avons adapté notre structure opérationnelle et nous investissons présentement dans un système informatique dans le but de pouvoir grossir nos opérations de façon efficace.

Risques environnementaux

L'impression et l'édition nécessitent l'utilisation de grandes quantités de papier dans leurs activités quotidiennes. Les consommateurs se soucient toujours de la protection de l'environnement et du développement durable. Dans le but de réduire ce risque, la Société s'efforce de se positionner à l'avant-plan de son industrie par son engagement en faveur de l'environnement et collabore avec ses parties prenantes pour trouver constamment de nouveaux moyens de réduire son empreinte environnementale. Cependant, le respect de l'environnement pourrait inciter les gouvernements à adopter de la nouvelle réglementation concernant l'émission des gaz à effet de serre ou la contamination du sol qui pourraient engendrer des coûts additionnels afin que la Société se conforme.

Matières premières et prix de l'énergie

Le papier, l'encre, le film et les plaques sont les principales matières premières utilisées par le secteur de l'impression et de l'emballage. Ces activités consomment de l'énergie, plus particulièrement, de l'électricité, du gaz naturel et du pétrole. Les fluctuations de prix des matières premières et de l'énergie ont des effets sur ces activités ainsi que sur nos activités de distribution et donc la Société poursuit continuellement ses démarches pour trouver de nouvelles manières de réduire ses coûts énergétiques.

Bien que la Société transfère habituellement les coûts du papier et de l'encre aux clients de ses activités d'impression, l'augmentation de ces matières premières peut avoir un effet négatif sur les activités d'impression si elle entraîne une modification des habitudes d'achats de ses clients, en ce qui concerne par exemple le nombre de pages imprimées. De plus, l'augmentation du prix du papier et de l'encre a un effet négatif sur la rentabilité du secteur des médias. Il est aussi à noter que certaines des ententes avec les clients comportent des clauses d'indexation des prix de vente au gré des fluctuations du prix des matières premières et des taux de change.

Dans le but de nous assurer d'un approvisionnement stable à un coût compétitif à travers notre secteur de l'impression et de l'emballage, nous avons volontairement consolidé nos fournisseurs de papier, encre et résine. Ceci nous permet de réduire nos coûts d'approvisionnement, mais pourrait créer un risque de dépendance envers certains fournisseurs. Cependant, la Société fait affaire avec des fournisseurs majeurs et établis dans leurs industries respectives et nous maintenons toujours plus qu'un fournisseur afin d'assurer la disponibilité de nos matières premières.

Risques financiers

Cycles économiques

Un risque important auquel la Société fait face, et qu'elle peut difficilement contrôler, est celui lié aux cycles économiques, incluant le risque lié aux récessions économiques qui pourraient survenir. Par ailleurs, plus de la majorité de ses revenus générés dépendent, directement ou indirectement, des budgets de dépenses publicitaires des annonceurs. Ces dépenses publicitaires des annonceurs ont tendance à être cycliques en raison de la conjoncture économique globale et des habitudes d'achats des consommateurs. De plus, des changements significatifs, dont la consolidation de certaines industries et la migration vers les plateformes numériques, affectent les industries de nos principaux annonceurs ce qui pourrait avoir un impact sur les produits offerts par la Société.

Toutefois, la Société croit qu'elle atténue ces risques par la nature même de la composition de ses activités puisqu'une importante partie de la clientèle se retrouve dans des secteurs d'activités moins cycliques, tels que l'alimentation et les soins personnels. Enfin, en raison de la mise en place d'une stratégie de développement axée sur l'objectif de se classer parmi les chefs de file dans nos créneaux respectifs, la Société croit pouvoir limiter son exposition aux cycles économiques sans toutefois pouvoir éliminer l'avènement ou l'ampleur de ceux-ci.

Disponibilité des capitaux et l'utilisation du levier financier

Le risque de liquidité est le risque que la Société et ses filiales ne soient pas en mesure de rencontrer leurs obligations financières lorsqu'elles deviennent exigibles ou de les rencontrer, mais à un coût excessif. Il est à noter que les cotes de crédit attribuées à la Société par différentes agences ont une influence importante sur sa capacité de financement. Le risque est donc que la Société ne puisse mobiliser le capital nécessaire afin de rencontrer ses besoins de financement. Ce risque est toutefois atténué par le fait que la Société est en très bonne situation financière avec un ratio d'endettement net de 1,23x et que la Société prévoit de continuer de générer d'importants flux de trésorerie opérationnels. De plus, afin de maintenir sa flexibilité financière, la Société a conclu en mai 2014 un accord de financement privé de 250 millions de dollars de billets non garantis de premier rang. Finalement, Au 31 octobre 2014, un montant de 47,7 millions de dollars était utilisé sur le crédit rotatif d'un montant de 400,0 millions de dollars qui vient échéance en février 2020.

Taux d'intérêt

La Société est exposée aux risques du marché liés aux fluctuations des taux d'intérêt. À la fin de l'exercice 2014, en tenant compte des instruments financiers dérivés, la portion à taux fixe de la dette à long terme de la Société représentait 85 % de la dette totale, alors que la portion à taux variable représentait 15 % (73 % et 27 %, respectivement, au 31 octobre 2013). La dette à taux variable, en tenant compte des instruments financiers dérivés, porte intérêt à des taux fondés sur le taux LIBOR ou sur les taux des acceptations bancaires. La Société s'efforce de maintenir une combinaison adéquate de dettes à taux fixe et à taux variable.

Taux de change

Le programme de couverture de change de la Société utilise des produits dérivés pour se protéger contre les risques liés à la fluctuation à court terme des devises étrangères. De plus, la Société veille à apparier les entrées et les sorties de fonds dans une même devise. Également, l'augmentation de la valeur du dollar américain offre une certaine protection à la société contre la concurrence étrangère.

Crédit

Certains facteurs, tels que les conditions économiques et des changements au sein de certaines industries, pourraient avoir une incidence sur le risque de crédit de certains clients ainsi que notre capacité à les recouvrer selon les termes de paiement établis. Afin de limiter ce risque, la Société poursuit des contrôles stricts relativement au crédit, la haute direction analyse et révisé la situation financière de sa clientèle et applique des procédures d'évaluation rigoureuses pour tout nouveau client. Une limite de crédit spécifique par client est établie et révisée régulièrement par la Société pour les clients importants ou risqués. De plus, en raison de la diversification de ses produits, de sa clientèle et de sa couverture géographique, la Société estime qu'elle est protégée contre une concentration du risque de crédit. La Société possède également une police d'assurance-crédit couvrant plusieurs de ses clients importants pour un montant maximum de 20,0 millions de dollars de pertes combinées par année. Les conditions de la police comprennent les clauses usuelles et comportent des limites quant aux montants pouvant être réclamés par événement et par année de couverture.

Régimes de retraite

Au 31 octobre 2014, la quasi-totalité des employés actifs de TC Transcontinental participaient à des régimes de retraite à cotisations définies. Une partie des risques relatifs aux régimes à prestations définies qui étaient en place avant la migration au volet à cotisations définies sont toujours assumés par la Société, malgré des mesures de réduction de risque prises durant l'exercice financière. La capitalisation des régimes de retraite à prestations définies est calculée selon des estimations actuarielles et soumise aux restrictions découlant des règlements fiscaux et autres règlements pertinents. Les estimations actuarielles effectuées durant l'exercice tiennent compte d'hypothèses relatives aux prévisions salariales jusqu'à la retraite et du taux de rendement à long terme prévu des actifs des régimes. L'obligation au titre des prestations définies, la juste valeur des actifs des régimes et la composition des actifs des régimes sont mesurées à la date des états financiers annuels. Nos plus récents rapports d'évaluations actuarielles démontrent une position de léger déficit de solvabilité. Afin de gérer de façon plus rigoureuse le risque relatif à la volatilité des régimes à prestations définies, la Société a mis en place une stratégie d'investissement afin de limiter l'exposition de nos actifs à des fluctuations majeures qui affecteraient la solvabilité des régimes.

Tests de dépréciation

La Société effectue des tests de dépréciation qui pourraient entraîner des baisses de valeur de l'actif et, par conséquent, avoir un effet défavorable sur les capitaux propres de la Société. Les Normes internationales d'information financière (« IFRS ») exigent que la Société effectue régulièrement des tests de dépréciation de l'actif à long terme afin d'établir s'il faut diminuer la valeur de l'élément d'actif en question. Toute baisse de valeur provenant des tests de dépréciation vient réduire le bénéfice net attribuable aux actions participantes sans toutefois avoir aucun effet important, ni sur sa conformité au ratio d'endettement qu'elle doit respecter aux termes de ses facilités de crédit actuelles ni sur son pouvoir d'emprunt.

La contestation par les autorités fiscales de la position de la Société relativement à certaines questions d'ordre fiscal pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats opérationnels et sa situation financière.

Dans le cours normal des activités de la Société, les autorités fiscales procèdent à des vérifications continues. À cet égard, la Société estime que tous les frais réclamés par les différentes entités du groupe sont raisonnables et déductibles et que le coût et la déduction du coût en capital utilisés pour les biens amortissables de ces entités ont été calculés correctement. Rien ne garantit toutefois que les autorités fiscales ne contesteront pas ces positions. Si elles réussissent, ces contestations pourraient avoir une incidence défavorable significative sur la situation financière de la Société et affecter le rendement pour les actionnaires.

Conclusion sur les risques et incertitudes

La Société poursuit son approche rigoureuse en matière de gestion de risques en demeurant à l'affût de tout nouveau risque ou modification d'un risque existant qui pourrait affecter ses activités et en s'assurant de l'efficacité des mesures de contrôle déjà implantées. La direction maintient son approche structurée de la prévention et du contrôle des risques et de la planification de la continuité des opérations, en vertu de laquelle elle implante des mesures proactives pour inciter les entités d'affaires à prévenir les risques, à gérer les changements organisationnels et à se rétablir d'événements imprévus de façon efficiente.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

Le président et chef de la direction ainsi que le chef de la direction financière et du développement de la Société sont responsables de la mise en place et du respect des contrôles et procédures de communication de l'information au sein de la Société.

Nos contrôles et procédures de présentation de l'information sont conçus de manière à fournir l'assurance raisonnable que l'information que nous sommes tenus de fournir est consignée, traitée, résumée et rapportée au cours des délais prévus dans les lois sur les valeurs mobilières du Canada et que des contrôles et procédures sont élaborés pour s'assurer que cette information est accumulée et communiquée à la direction de manière à permettre la prise de décisions au moment opportun à l'égard de l'information à fournir.

Le président et chef de la direction ainsi que le chef de la direction financière et du développement de la Société, aux termes d'une évaluation de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société au 31 octobre 2014, ont conclu que les contrôles et procédures de communication de l'information de la Société sont efficaces et qu'ils permettent de s'assurer que l'information importante au sujet de la Société et de ses filiales leur a été communiquée.

CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

La direction est responsable de la mise en place et du maintien d'un contrôle interne adéquat. Le contrôle interne à l'égard de l'information financière a pour objectif de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière de la Société et à la préparation des états financiers consolidés conformément aux IFRS.

Au 31 octobre 2014, la direction de la Société a exclu Capri Packaging de son évaluation du contrôle interne à l'égard de l'information financière, une mesure acceptée par l'Autorité des marchés financiers (AMF) durant la première année suivant l'acquisition d'une entreprise, le temps de permettre à une société de procéder à son intégration.

Capri Packaging, acquise le 3 mai 2014, a généré des revenus de 41,8 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 octobre 2014 et un résultat opérationnel ajusté de 6,5 millions, soit respectivement 2,0 % et 2,5% des résultats consolidés de la Société lors de cette période. Capri Packaging regroupe deux usines de production de solutions d'emballages souples ainsi que près de 200 employés.

Des informations additionnelles relatives à cette acquisition sont présentées dans le tableau ci-dessous :

État de la situation financière	Au 31 octobre 2014
Actifs courants	11,4 M\$
Actifs non courants	138,4 M\$
Passifs courants	3,3 M\$
Passifs non courants	— M\$
État du résultat	Exercice clos le 31 octobre 2014
Revenus	41,8 M\$
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté	10,1 M\$
Résultat opérationnel ajusté	6,5 M\$

Veuillez vous référer à la note 4 des états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 octobre 2014 pour obtenir des informations supplémentaires relatives à l'acquisition de Capri Packaging.

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2014, sauf les faits susmentionnés, aucune modification touchant le contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu ou est susceptible d'avoir une incidence importante sur ce contrôle n'a été portée à l'attention de la direction de la Société, y compris le président et chef de la direction ainsi que le chef de la direction financière et du développement de la Société.

La direction a évalué l'efficacité de notre contrôle interne à l'égard de l'information financière au 31 octobre 2014 en fonction du cadre COSO (1992), et selon cette évaluation, elle a déterminé que le contrôle interne à l'égard de l'information financière était efficace.

ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEUR À LA DATE DE CLÔTURE

Le 17 novembre 2014, la Société a conclu un accord définitif en vertu duquel elle a convenu de vendre à Groupe TVA inc. tous ses magazines consommateurs, leurs sites Web associés et produits liés aux marques réalisés à Montréal et à Toronto pour la somme de 55,5 millions de dollars. Cette transaction, assujettie à l'obtention des autorisations réglementaires, dont celle du Bureau de la concurrence, inclut également une entente visant l'impression des magazines vendus ainsi que la prolongation jusqu'en 2022 du contrat de certaines publications de Groupe TVA inc. signé au mois de décembre dernier.

Le 9 décembre 2014, la Société a prolongé sa facilité de crédit de deux années supplémentaires reportant l'échéance à février 2020 afin de maintenir sa flexibilité financière.

PERSPECTIVES

De nouvelles ententes d'impression de journaux et de circulaires devraient contribuer à notre résultat opérationnel et nous poursuivons nos efforts afin d'intégrer d'autres éditeurs de journaux canadiens à notre réseau d'impression des plus efficaces. Également, nous continuerons à développer notre offre aux détaillants afin de répondre à l'évolution de leurs demandes. Les fermetures d'usines annoncées récemment nous permettront aussi de consolider notre production dans nos usines qui sont davantage à la fine pointe de la technologie, ce qui devrait augmenter notre efficacité. Cependant, une décroissance interne devrait continuer à influencer nos activités d'impression de magazines, de journaux, de livres et de produits marketing, surtout en raison d'une baisse des dépenses publicitaires. Nous poursuivons donc nos efforts afin de maximiser la rentabilité de notre plateforme d'impression lors de l'année financière 2015.

Nous continuerons le processus d'intégration de Capri Packaging et le développement de notre nouvel axe de croissance dans le domaine de la production de solutions d'emballages souples. Également, à court terme, nous mettrons l'accent sur l'efficacité des opérations et la croissance interne de nos ventes tant avec nos clients actuels que potentiels. Les résultats continuent de répondre à nos attentes et nous maintiendrons une approche disciplinée quant aux occasions de croissance dans ce créneau.

La vente de nos magazines aux consommateurs, sujet à l'approbation des autorités réglementaires, nous permettra de nous concentrer dorénavant vers le marché publicitaire local qui nous offre davantage d'occasions d'affaires. À la suite de l'approbation de l'acquisition des journaux hebdomadaires de Corporation Sun Media au Québec, nous prévoyons être en mesure de réaliser environ 20 millions de dollars de synergies, dont la majorité en 2015, ce qui devrait permettre de contrebalancer une décroissance au sein du marché publicitaire local. En raison des conditions de marché publicitaire difficiles, nous continuerons à ajuster notre structure de coûts tout en poursuivant le développement de nos produits numériques et de marketing interactif, entre autres, auprès des détaillants et de faire évoluer nos offres dans le domaine des affaires et de l'éducation.

Nous continuerons de générer des flux de trésorerie importants au cours des prochains trimestres et notre excellente situation financière devrait nous permettre de continuer notre approche en gestion du capital qui permet de diminuer notre dette, distribuer des dividendes et d'investir dans notre transformation. Également, nous avons sécurisé du financement à long terme afin de conserver la flexibilité financière nécessaire pour mettre en oeuvre notre stratégie de croissance. Nos activités d'impression continueront donc d'exploiter leur réseau des plus efficaces et nos deux secteurs se concentreront sur leurs compétences clés afin d'améliorer notre rentabilité et de poursuivre notre transformation.

Au nom de la direction,

(s) Nelson Gentiletti

Le chef de la direction financière et du développement de la Société

Le 9 décembre 2014



KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L.
Tour KPMG
Bureau 1500
600, boul. de Maisonneuve Ouest
Montréal (Québec) H3A 0A3

Téléphone (514) 840-2100
Télécopieur (514) 840-2187
Internet www.kpmg.ca

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Aux actionnaires de Transcontinental inc.

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de Transcontinental inc., qui comprennent les états consolidés de la situation financière au 31 octobre 2014 et au 31 octobre 2013, les états consolidés du résultat, les états consolidés du résultat global, les états consolidés des variations des capitaux propres et les tableaux consolidés des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, ainsi que les notes, qui comprennent un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité des auditeurs

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève de notre jugement, et notamment de notre évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, nous prenons en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée de Transcontinental inc. au 31 octobre 2014 et au 31 octobre 2013, ainsi que de sa performance financière consolidée et de ses flux de trésorerie consolidés pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

*KPMG A. K. L. / S. E. N. C. R. L.**

Montréal, Canada
Le 9 décembre 2014

*FCPA auditeur, FCA, permis de comptabilité publique no A106087

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT

Exercices clos les 31 octobre 2014 et 2013

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

	Notes	2014	2013 retraité (note 3)
Revenus		2 069,4 \$	2 096,7 \$
Charges opérationnelles	5	1 709,0	1 758,1
Frais de restructuration et autres coûts	6	41,4	28,0
Dépréciation d'actifs	7	46,2	170,0
Résultat opérationnel avant amortissement		272,8	140,6
Amortissement	8	103,0	105,0
Résultat opérationnel		169,8	35,6
Frais financiers nets	9	19,5	28,5
Résultat avant quote-part du résultat net dans des coentreprises et impôts sur le résultat		150,3	7,1
Quote-part du résultat net dans des coentreprises, déduction faite des impôts y afférents	16	1,0	0,9
Impôts sur le résultat	10	38,8	24,2
Résultat net		112,5	(16,2)
Participations ne donnant pas le contrôle		0,6	0,4
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société		111,9	(16,6)
Dividendes sur actions privilégiées, déduction faite des impôts y afférents	22	6,8	6,8
Résultat net attribuable aux actions participantes		105,1 \$	(23,4) \$
Résultat net par action participante - de base	23	1,35 \$	(0,30) \$
Résultat net par action participante - dilué	23	1,34 \$	(0,30) \$
Nombre moyen pondéré d'actions participantes en circulation - de base (en millions)		78,0	78,0
Nombre moyen pondéré d'actions participantes - dilué (en millions)	23	78,2	78,0

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT GLOBAL

Exercices clos les 31 octobre 2014 et 2013
(en millions de dollars canadiens)

	Notes	2014	2013 retraité (note 3)
Résultat net		112,5 \$	(16,2) \$
Autres éléments du résultat global			
Éléments qui seront reclassés au résultat net			
Variation nette liée aux couvertures de flux de trésorerie			
Variation nette de la juste valeur des dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie		(2,3)	2,8
Reclassement de la variation nette de la juste valeur des dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie au cours des périodes antérieures, porté au résultat net au cours de la période considérée		2,8	(2,8)
Impôts sur le résultat y afférents		0,1	(0,2)
		0,4	0,2
Écarts de conversion cumulés			
Gains nets de change latents sur la conversion des états financiers des établissements étrangers		5,7	1,0
Pertes de change latentes sur la conversion de la dette désignée comme élément de couverture de l'investissement net dans les établissements étrangers		(2,4)	(1,6)
Impôts sur le résultat y afférents		—	(0,2)
		3,3	(0,4)
Éléments qui ne seront pas reclassés au résultat net			
Variations liées aux régimes à prestations définies			
Écarts actuariels au titre des régimes à prestations définies	28	22,7	97,4
Impôts sur le résultat y afférents		6,1	26,0
		16,6	71,4
Autres éléments du résultat global	25	20,3	71,2
Résultat global		132,8 \$	55,0 \$
Attribuable aux :			
Actionnaires de la Société		132,2 \$	54,6 \$
Participations ne donnant pas le contrôle		0,6	0,4
		132,8 \$	55,0 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

Exercices clos les 31 octobre 2014 et 2013
(en millions de dollars canadiens)

	Attribuables aux actionnaires de la Société						
	Capital social	Surplus d'apport	Résultats non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global	Total	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 31 octobre 2013 (retraité, note 3)	462,8 \$	2,9 \$	362,5 \$	(13,2) \$	815,0 \$	0,4 \$	815,4 \$
Résultat net	—	—	111,9	—	111,9	0,6	112,5
Autres éléments du résultat global	—	—	—	20,3	20,3	—	20,3
Apports des actionnaires et contributions aux actionnaires							
Rachat d'actions privilégiées (note 22)	(96,8)	—	(3,2)	—	(100,0)	—	(100,0)
Dividendes (note 22)	—	—	(55,6)	—	(55,6)	—	(55,6)
Coûts de la rémunération sous forme d'options d'achat d'actions (note 24)	—	0,5	—	—	0,5	—	0,5
Solde au 31 octobre 2014	366,0 \$	3,4 \$	415,6 \$	7,1 \$	792,1 \$	1,0 \$	793,1 \$
Solde au 1 ^{er} novembre 2012 (note 3)	467,7 \$	2,5 \$	514,2 \$	(84,4) \$	900,0 \$	1,4 \$	901,4 \$
Résultat net	—	—	(16,6)	—	(16,6)	0,4	(16,2)
Autres éléments du résultat global	—	—	—	71,2	71,2	—	71,2
Apports des actionnaires et contributions aux actionnaires							
Rachat d'actions participantes (note 22)	(6,4)	—	(5,2)	—	(11,6)	—	(11,6)
Levée d'options d'achat d'actions (note 22)	1,5	(0,3)	—	—	1,2	—	1,2
Dividendes (note 22)	—	—	(129,9)	—	(129,9)	(1,4)	(131,3)
Coûts de la rémunération sous forme d'options d'achat d'actions (note 24)	—	0,7	—	—	0,7	—	0,7
Solde au 31 octobre 2013 (retraité, note 3)	462,8 \$	2,9 \$	362,5 \$	(13,2) \$	815,0 \$	0,4 \$	815,4 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Exercices clos les 31 octobre 2014 et 2013
(en millions de dollars canadiens)

	Notes	Au 31 octobre 2014	Au 31 octobre 2013 retraité (note 3)
Actifs courants			
Trésorerie		35,2 \$	26,4 \$
Débiteurs	11	415,1	419,2
Impôts sur le résultat à recevoir		15,2	12,1
Stocks	12	94,2	82,0
Frais payés d'avance		14,7	13,9
		574,4	553,6
Immobilisations corporelles	13	565,9	596,0
Immobilisations incorporelles	14	252,9	194,1
Goodwill	15	419,5	324,0
Placements dans des coentreprises	16	1,7	0,8
Impôts sur le résultat différés	10	152,2	147,7
Autres éléments d'actif	17	61,1	34,6
		2 027,7 \$	1 850,8 \$
Passifs courants			
Créditeurs et charges à payer	18	301,8 \$	272,8 \$
Provisions	20	20,0	10,3
Impôts sur le résultat à payer		30,8	6,3
Revenus reportés et dépôts		61,4	55,9
Portion courante de la dette à long terme	19	118,1	218,3
		532,1	563,6
Dette à long terme	19	358,7	128,9
Impôts sur le résultat différés	10	84,7	67,1
Provisions	20	30,3	40,2
Autres éléments du passif	21	228,8	235,6
		1 234,6	1 035,4
Capitaux propres			
Capital social	22	366,0	462,8
Surplus d'apport		3,4	2,9
Résultats non distribués		415,6	362,5
Cumul des autres éléments du résultat global	25	7,1	(13,2)
Attribuables aux actionnaires de la Société		792,1	815,0
Participations ne donnant pas le contrôle		1,0	0,4
		793,1	815,4
		2 027,7 \$	1 850,8 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

Exercices clos les 31 octobre 2014 et 2013
(en millions de dollars canadiens)

	Notes	2014	2013 retraité (note 3)
Activités opérationnelles			
Résultat net		112,5 \$	(16,2) \$
Ajustements pour rapprocher le résultat net et les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles :			
Amortissement	8	130,6	130,9
Dépréciation d'actifs	7	46,2	170,0
Frais financiers de la dette à long terme	9	19,8	20,1
Pertes nettes à la cession d'actifs		0,2	0,2
Impôts sur le résultat	10	38,8	24,2
Coût de la rémunération sous forme d'options d'achat d'actions	24	0,5	0,7
Autres		(0,6)	(2,8)
Flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles avant variation des éléments hors caisse liés aux opérations et des impôts sur le résultat payés		348,0	327,1
Variation des éléments hors caisse liés aux opérations	26	(9,3)	101,1
Impôts sur le résultat payés		(3,9)	(12,3)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles		334,8	415,9
Activités d'investissement			
Regroupements d'entreprises	4	(225,9)	(24,5)
Cessions d'entreprises	4	2,3	—
Acquisitions d'immobilisations corporelles		(35,3)	(47,0)
Cessions d'immobilisations corporelles		2,2	5,1
Augmentation des immobilisations incorporelles		(26,3)	(26,8)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		(283,0)	(93,2)
Activités de financement			
Augmentation de la dette à long terme	19	250,0	—
Remboursement de la dette à long terme	19	(33,3)	(88,8)
Diminution nette du crédit à terme rotatif	19	(89,0)	(57,6)
Frais financiers de la dette à long terme		(13,6)	(20,5)
Frais d'émission de la dette à long terme		(1,8)	—
Contrat de vente à terme d'obligations		(1,5)	—
Dividendes sur actions participantes	22	(48,8)	(123,1)
Dividendes sur actions privilégiées	22	(6,8)	(6,8)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle		—	(1,4)
Émission d'actions participantes	22	—	1,2
Rachat d'actions participantes	22	—	(12,1)
Rachat d'actions privilégiées	22	(100,0)	—
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		(44,8)	(309,1)
Incidence des écarts de taux de change sur la trésorerie libellée en monnaies étrangères		1,8	—
Variation nette de la trésorerie		8,8	13,6
Trésorerie au début de l'exercice		26,4	12,8
Trésorerie à la fin de l'exercice		35,2 \$	26,4 \$
Activités d'investissement et de financement sans effet sur la trésorerie			
Variation nette des acquisitions d'immobilisations financées par des créditeurs		0,6 \$	(3,4) \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2014 et 2013

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

1 INFORMATIONS GÉNÉRALES

Transcontinental inc. (la « Société ») est constituée en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions. Les actions à droit de vote subalterne catégorie A et les actions catégorie B se négocient à la Bourse de Toronto. Le siège social de la Société est situé au 1, Place Ville Marie, bureau 3315, Montréal (Québec), Canada H3B 3N2.

La Société œuvre dans les domaines des médias imprimés et numériques, de l'édition et de l'emballage souple. La Société exerce ses activités au Canada et aux États-Unis dans deux secteurs distincts : le secteur de l'impression et de l'emballage et le secteur des médias. Les principales activités de la Société sont décrites à la note 32 « Information sectorielle ».

Le conseil d'administration de la Société a approuvé les présents états financiers consolidés le 9 décembre 2014.

2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Mode de présentation

Les présents états financiers consolidés ont été établis conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »), telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »).

Les méthodes comptables adoptées dans les présents états financiers consolidés annuels sont fondées sur les IFRS publiées, en vigueur et qui ont été adoptées par la Société au 31 octobre 2014. Toute modification subséquente des méthodes comptables, prenant effet dans les états financiers consolidés de la Société après le 31 octobre 2014, pourrait donner lieu au retraitement des présents états financiers consolidés annuels.

Les états financiers consolidés IFRS ont été établis conformément aux principales méthodes comptables ci-dessous :

a) Base d'évaluation

Les états financiers consolidés ont été établis selon la méthode du coût historique, sauf en ce qui concerne certains instruments financiers qui ont été évalués selon leur juste valeur, et l'actif des régimes à prestations définies, de même que les obligations liées à ces régimes, qui ont été évalués à leur valeur actualisée, tel qu'indiqué dans les méthodes comptables ci-dessous. Le coût historique est généralement fondé sur la juste valeur de la contrepartie cédée en échange des actifs.

b) Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société, de ses filiales et de ses coentreprises. Les méthodes comptables décrites ont été appliquées de manière constante et uniforme par toutes les filiales et les coentreprises.

i) Filiales

Les filiales représentent toutes les entités que la Société contrôle. Il y a contrôle lorsque la Société est exposée ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité émettrice, et qu'elle a la capacité d'exercer son pouvoir sur l'entité émettrice de manière à influencer considérablement sur le montant des rendements qu'elle obtient. Les filiales sont entièrement consolidées à compter de la date à laquelle la Société en obtient le contrôle, et cessent d'être consolidées à la date à laquelle le contrôle prend fin. Au besoin, des ajustements sont apportés aux états financiers des filiales afin que leurs méthodes comptables soient conformes à celles de la Société. Une entité consolidée intégralement mais qui n'est pas détenue en totalité par la Société, donne lieu à une participation ne donnant pas le contrôle qui est présentée distinctement à l'état consolidé du résultat et à l'état consolidé de la situation financière.

Les principales filiales détenues par la Société sont les suivantes :

	Détention
Imprimeries Transcontinental 2007 inc. (Québec)	100,0 %
Imprimeries Transcontinental inc. (Canada)	100,0
Imprimeries Transcontinental 2005 S.E.N.C. (Québec)	100,0
Transcontinental Printing Corporation (Delaware)	100,0
Transcontinental Northern California (2009), Inc. (Delaware)	100,0
TC Transcontinental Packaging Inc. (Delaware)	100,0
Transcontinental Interactif inc. (Canada)	100,0
Médias Transcontinental inc. (Québec)	100,0
Médias Transcontinental S.E.N.C. (Québec)	100,0

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2014 et 2013

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

ii) Partenariats

Les partenariats représentent les entités sur lesquelles la Société exerce un contrôle conjoint en vertu d'accords contractuels qui requièrent le consentement unanime des parties pour les décisions portant sur les activités qui ont une incidence importante sur les rendements de l'entité. Lorsque la Société a des droits sur l'actif net de l'entité, celle-ci est classée à titre de coentreprise et est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence. Les participations de la Société dans des coentreprises sont dans le secteur des médias et leur effet sur les états financiers consolidés de la Société est négligeable. Lorsque la Société a des droits sur les actifs et des obligations relatives aux passifs de l'entité, celle-ci est classée à titre d'entreprise commune et la Société ne comptabilise que ses actifs, ses passifs et ses transactions relativement à ses intérêts dans l'entreprise commune. La Société ne détient aucune entreprise commune à l'heure actuelle.

c) Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition, et leurs résultats d'opérations sont inclus dans les états financiers consolidés à compter de la date d'acquisition. La contrepartie transférée correspond au total de la juste valeur des actifs remis, des instruments de capitaux propres émis, des passifs contractés ou repris par la Société et des contreparties conditionnelles, à la date d'acquisition, en échange du contrôle de l'entité acquise. L'excédent de la contrepartie transférée sur la juste valeur des actifs identifiables acquis et des passifs pris en charge est comptabilisé à titre de goodwill. Les coûts de transaction attribuables à l'acquisition sont comptabilisés au résultat net au moment où ils sont engagés.

Si l'accord comprend une contrepartie conditionnelle, celle-ci est évaluée à la juste valeur à la date d'acquisition et est ajoutée à la contrepartie transférée, et un passif du même montant est comptabilisé. Toute variation ultérieure de la juste valeur de la contrepartie conditionnelle sera comptabilisée au résultat net.

Si la comptabilisation initiale du regroupement d'entreprises est inachevée au moment de la publication de l'information financière pour la période au cours de laquelle l'acquisition survient, la Société présente les montants provisoires pour les éléments pour lesquels l'évaluation est inachevée. L'achèvement de l'évaluation de ces éléments sera pris en compte à titre d'ajustement des actifs acquis et des passifs assumés durant la période d'évaluation, et les ajustements devront être appliqués rétroactivement. La période d'évaluation correspond à la période entre la date d'acquisition et la date à laquelle la Société a reçu les informations complètes sur les faits et circonstances qui prévalaient à la date d'acquisition.

Si un regroupement d'entreprises est réalisé en étapes, la Société réévalue la part qu'elle détenait au préalable dans l'entité acquise à la juste valeur à la date d'acquisition et inscrit le profit ou la perte en résultant, s'il y a lieu, au résultat net.

Dans le cas de regroupements d'entreprises à moins de 100 %, une participation ne donnant pas le contrôle est évaluée soit à la juste valeur, soit à la quote-part de la participation ne donnant pas le contrôle dans l'actif net identifiable de l'entité acquise. Le choix de la base d'évaluation se fait transaction par transaction.

d) Constatation des revenus

Les revenus sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, diminués du montant estimatif des rabais et autres réductions similaires accordés aux clients.

Dans le cadre de la vente de biens, la Société constate ses revenus lorsque les critères suivants sont respectés :

- il y a eu transfert des risques et avantages importants inhérents à la propriété des biens;
- la Société n'est plus impliquée dans la gestion ni dans le contrôle effectif des biens vendus;
- le montant des revenus peut être évalué de façon fiable;
- il est probable que les avantages économiques associés à la transaction iront à la Société;
- les coûts engagés ou à engager dans le cadre de la vente de biens peuvent être évalués de façon fiable.

Dans le cadre de la prestation de services, la Société constate ses revenus lorsque les critères suivants sont respectés :

- le montant des revenus peut être évalué de façon fiable;
- le degré d'avancement de l'activité peut être évalué de façon fiable;
- il est probable que les avantages économiques associés à la transaction iront à la Société;
- les coûts engagés ou à engager dans le cadre de la prestation de services peuvent être évalués de façon fiable.

i) Dans le secteur de l'impression et de l'emballage, l'impression constitue la principale source de revenus. Ces derniers sont constatés au moment où les produits sont expédiés ou livrés selon l'entente conclue avec le client.

ii) Dans le secteur des médias, les revenus sont constatés comme suit :

Revenus de publicité :

Les revenus de publicité sont constatés à la date de parution dans le cas d'une publication quotidienne ou hebdomadaire ou à la date de sortie dans le cas d'une publication mensuelle.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2014 et 2013

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Revenus d'abonnement :

Les revenus d'abonnement sont constatés linéairement, sur la base des contrats, soit la période pendant laquelle les services seront rendus. Ainsi, les montants encaissés sont comptabilisés dans les abonnements perçus d'avance, et sont par la suite virés aux résultats en fonction de la durée des abonnements.

Revenus de distribution :

Les revenus de distribution de porte en porte sont constatés à la date de livraison du matériel publicitaire.

Revenus en kiosque :

Les revenus en kiosque sont constatés au moment de la livraison, déduction faite d'une provision pour retours.

Revenus de vente de livres :

Les revenus de livres sont constatés au moment où les livres sont expédiés aux clients, déduction faite d'une provision pour retours.

Revenus d'édition, de préparation de contenus et de projets marketing :

Les revenus d'édition, de préparation de contenus et de projets marketing sont constatés à l'avancement des travaux, tel que prévu selon l'entente conclue avec le client.

Revenus de production de publications sur mesure :

Les revenus de production de publications sur mesure sont constatés lorsque les produits sont expédiés ou livrés, ou lorsque les services ont été rendus, selon l'entente conclue avec le client. Les revenus de mise à jour des publications numériques sont constatés à l'avancement des travaux.

Revenus d'utilisation des outils informatisés :

Les revenus d'utilisation des outils informatisés sont constatés en fonction du volume d'utilisation, de l'espace stockage ou des rapports générés, selon l'entente conclue avec le client. Les revenus ainsi facturés tiennent également compte d'escomptes liés aux échelles d'utilisation.

e) Opérations d'échange

Dans le cours normal de ses activités, la Société offre de la publicité en échange de biens ou de services. Les revenus ainsi générés sont mesurés à la juste valeur des biens ou des services reçus ou cédés lorsque la juste valeur des biens ou services reçus ne peut être évaluée de façon fiable. Pour l'exercice clos le 31 octobre 2014, la Société a constaté un montant de 10,4 millions de dollars à titre d'opérations d'échange (9,7 millions pour l'exercice clos le 31 octobre 2013).

f) Impôts sur le résultat

La Société comptabilise les impôts sur le résultat selon la méthode du passif fiscal. La charge d'impôts représente la somme de l'impôt exigible et de l'impôt différé. Elle est comptabilisée aux résultats, sauf dans la mesure où elle se rapporte à des éléments constatés directement dans les capitaux propres, auquel cas elle est comptabilisée dans les capitaux propres.

i) Impôt exigible

L'impôt exigible est l'impôt qui devra vraisemblablement être payé ou récupéré au titre du résultat imposable de la période, d'après les taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture des états financiers, et il comprend également tout ajustement de la charge ou du recouvrement d'impôt concernant les exercices antérieurs. Le résultat imposable diffère du résultat comptabilisé à l'état consolidé du résultat en raison d'éléments de produits et de charges qui sont imposables ou déductibles au cours d'autres périodes, ou d'éléments qui ne seront jamais imposables, ni déductibles.

ii) Impôt différé

L'impôt différé est déterminé en fonction des différences temporaires entre les valeurs comptables et les bases fiscales des actifs et passifs, et est mesuré aux taux d'impôt qui devraient s'appliquer dans la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé ou le passif réglé, en fonction des taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture des états financiers. Aucun impôt différé n'est comptabilisé relativement aux différences temporaires suivantes : la comptabilisation initiale d'actifs ou de passifs dans le cadre d'une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui ne touche ni le résultat comptable, ni le résultat imposable, ainsi que les différences qui se rapportent à des participations dans des filiales ou des entités contrôlées conjointement, dans la mesure où il est probable que ces différences ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible. En outre, aucun impôt différé n'est comptabilisé au titre des différences temporaires qui résultent de la comptabilisation initiale du goodwill. La valeur comptable des actifs d'impôt différé est revue à chaque fin de période et une réduction de la valeur comptable des actifs d'impôt différé est comptabilisée lorsqu'il est probable que ces actifs ne seront pas réalisés.

g) Aide gouvernementale

Les crédits d'impôt à l'investissement liés à l'acquisition d'immobilisations corporelles ou incorporelles sont constatés en réduction du coût de l'actif sous-jacent. Les crédits d'impôt à l'investissement liés aux charges opérationnelles sont constatés en réduction de ces dernières. L'aide gouvernementale liée à l'édition est constatée en réduction des coûts d'édition.

h) Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent l'encaisse, le découvert bancaire et les placements très liquides ayant une échéance initiale de moins de trois mois.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2014 et 2013

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

i) Stocks

Les stocks sont évalués au coût ou à la valeur nette de réalisation, selon le moins élevé des deux montants. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti, et comprend le coût d'acquisition des matières premières et les coûts de transformation, tels la main d'œuvre directe et une portion des frais généraux de production.

j) Rabais des fournisseurs

La Société comptabilise les rabais des fournisseurs en réduction du coût des biens ou services reçus, et réduit les charges opérationnelles figurant aux états consolidés du résultat et les stocks connexes figurant aux états consolidés de la situation financière. Ces rabais sont estimés en fonction des volumes d'achats prévus.

k) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût diminué du cumul de l'amortissement et des dépréciations. Le coût comprend les dépenses directement attribuables à l'acquisition de l'immobilisation corporelle. Les coûts, tels que les coûts d'emprunt, directement encourus pour l'acquisition ou la construction d'immobilisations corporelles, sont capitalisés jusqu'à ce que l'actif soit prêt pour son utilisation prévue, et sont amortis sur la durée d'utilité de l'actif correspondant. Les immobilisations corporelles en cours de construction ne sont pas amorties tant qu'elles ne sont pas mises en service.

Les immobilisations corporelles sont amorties selon le mode linéaire, sur les durées d'utilité estimatives suivantes :

Bâtiments	20-40 ans
Améliorations locatives	Durée du bail
Matériel de production	3-15 ans
Matériel de production loué en vertu de contrats de location-financement	3-15 ans
Autres équipements	2-5 ans

Lorsque des parties importantes d'une immobilisation corporelle ont des durées d'utilité différentes, elles sont comptabilisées comme une composante distincte de l'actif, et amorties sur leur durée d'utilité respective.

Les modes d'amortissement, les durées d'utilité et les valeurs résiduelles sont révisés et ajustés prospectivement, le cas échéant, à chaque date de clôture des états financiers.

l) Contrats de location

Les contrats de location sont classés en tant que contrat de location-financement s'ils transfèrent au preneur la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété du bien loué. Les autres contrats de location sont classés en tant que contrats de location simple.

Une immobilisation corporelle détenue en vertu d'un contrat de location-financement est initialement comptabilisée au moindre de la juste valeur de l'actif ou de la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location. L'immobilisation corporelle louée est par la suite comptabilisée de la même façon que les autres actifs similaires détenus par la Société. Le passif correspondant à payer au bailleur est comptabilisé comme une dette découlant d'un contrat de location-financement et une charge financière est imputée aux résultats sur la durée du contrat.

Les contrats de location simple sont comptabilisés aux résultats selon le mode linéaire sur la durée du contrat de location.

m) Immobilisations incorporelles

i) Immobilisations incorporelles identifiables acquises lors d'un regroupement d'entreprises

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises lors d'un regroupement d'entreprises sont inscrites à la juste valeur au moment de l'acquisition, et elles sont comptabilisées au coût diminué du cumul de l'amortissement et des dépréciations par la suite.

ii) Immobilisations incorporelles générées en interne

Les immobilisations incorporelles générées en interne consistent en des coûts de prépublication d'ouvrages et des coûts liés à des projets en technologie. Le coût d'une immobilisation incorporelle générée en interne comprend tous les coûts directement attribuables nécessaires pour créer, produire et préparer l'immobilisation pour qu'elle puisse être exploitée de la manière prévue par la direction. Les dépenses engagées dans le cadre d'activités de recherche sont comptabilisées en charges dans la période au cours de laquelle elles sont engagées. Les dépenses engagées dans le cadre d'activités de développement sont aussi comptabilisées en charges dans la période au cours de laquelle elles sont engagées, sauf si elles démontrent tous les critères d'inscription à l'actif. Le montant initial comptabilisé au titre d'immobilisation incorporelle générée en interne est égal à la somme des dépenses engagées à partir de la date à laquelle l'actif a satisfait pour la première fois à tous les critères d'inscription à l'actif.

Après leur comptabilisation initiale, les immobilisations incorporelles générées en interne sont comptabilisées au coût diminué du cumul de l'amortissement et des dépréciations.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2014 et 2013

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée sont amorties selon les modes et durées d'utilité estimatives suivants :

	Durée / Taux	Mode
Relations d'affaires	10 % - 25 %	Dégressif
Coûts de prépublication d'ouvrages	Maximum 7 ans	En fonction de l'historique des ventes
Titres d'ouvrages pédagogiques	6-9 ans	En fonction de l'historique des ventes
Contrats d'impression acquis	Durée du contrat	Linéaire
Ententes de non-concurrence	2-5 ans	Linéaire
Coûts liés à des projets en technologie	3-7 ans	Linéaire

Les modes d'amortissement, les durées d'utilité et les valeurs résiduelles sont révisés et ajustés prospectivement, le cas échéant, à chaque date de clôture des états financiers.

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée ne sont pas amorties. Elles comprennent principalement des noms commerciaux acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises d'édition de journaux, de magazines et de livres. La valeur attribuée aux noms commerciaux est fondée sur la réputation qu'une publication s'est bâtie historiquement. Étant donné que cette valeur n'est pas affectée par le passage du temps, il est impossible de la répartir systématiquement dans le temps. Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée sont soumises à un test de dépréciation annuellement, ou plus fréquemment si des changements de situation indiquent une dépréciation potentielle.

iii) Goodwill

Le goodwill est comptabilisé au coût, qui représente l'excédent de la contrepartie transférée sur la juste valeur des actifs nets identifiables de l'entité acquise, et au coût diminué du cumul des dépréciations par la suite. Le goodwill a une durée d'utilité indéterminée et n'est pas amorti.

n) Dépréciation d'actifs non financiers

La Société passe en revue la valeur comptable de ses actifs non financiers autres que ses stocks et ses actifs d'impôt différé à chaque date de clôture des états financiers, afin de déterminer s'il existe une indication de dépréciation potentielle.

Le goodwill et les immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité indéterminée acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises sont attribués aux unités génératrices de trésorerie (« UGT »), et sont soumis à un test de dépréciation annuellement, ou plus fréquemment si des changements de situation indiquent une dépréciation potentielle. Si de tels changements existent, leur valeur recouvrable est estimée.

Le goodwill acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises est alloué, à compter de la date d'acquisition, aux groupes d'UGT qui bénéficieront des synergies du regroupement. Pour les besoins des tests de dépréciation, les actifs non financiers qui ne peuvent être soumis à un test de dépréciation individuel sont regroupés pour former le plus petit groupe d'actifs qui génère, par leur utilisation continue, des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs. Chaque groupe d'UGT auquel le goodwill est affecté ne peut être plus grand qu'un secteur opérationnel, et représente le niveau le plus bas auquel le goodwill fait l'objet d'un suivi dans le cadre de la gestion interne.

La valeur recouvrable d'une UGT (ou groupe d'UGT) représente la plus élevée entre sa valeur d'utilité et sa juste valeur diminuée des coûts de vente. La valeur d'utilité est déterminée à l'aide de l'actualisation des flux de trésorerie futurs estimés, par application d'un taux d'actualisation avant impôt qui reflète les appréciations actuelles du marché, de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'UGT (ou groupe d'UGT). La juste valeur diminuée des coûts de vente est déterminée à l'aide d'un multiple du bénéfice avant impôts, intérêts et amortissement (« BAIIA »), de sociétés de référence dont les activités sont comparables à celles de chaque UGT (ou groupe d'UGT).

Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d'un actif, d'une UGT (ou groupe d'UGT) excède sa valeur recouvrable estimée. Les pertes de valeur sont comptabilisées au résultat net. Les pertes de valeur comptabilisées sont d'abord réparties en réduction de la valeur comptable du goodwill affecté aux UGT (ou groupe d'UGT), puis en réduction de la valeur comptable des autres actifs de l'UGT (ou groupe d'UGT) au prorata. Les pertes de valeur liées au goodwill ne sont pas reprises. Les actifs non financiers ayant subi des pertes de valeur au cours de périodes antérieures sont réévalués à chaque date de clôture, afin de déterminer s'il existe des indications qui confirment que la perte a diminué ou bien qu'elle n'existe plus. Une perte de valeur est reprise s'il y a des changements dans les estimations ayant servi à déterminer la valeur recouvrable, et que ces changements seront soutenus dans le futur. Une perte de valeur n'est reprise que dans la mesure où la valeur comptable de l'actif n'excède pas la valeur comptable qui aurait été déterminée, après amortissement, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée.

o) Coûts d'acquisition de contrats

Les coûts d'acquisition de contrats sont amortis selon le mode linéaire sur la durée du contrat, en réduction des revenus. Lorsque des changements importants affectent les contrats sous-jacents, incluant une réduction de la rentabilité prévue, la Société évalue la valeur de réalisation des coûts d'acquisition de contrats afin de déterminer si ceux-ci ont subi une perte de valeur. Les coûts d'acquisition de contrats sont inclus dans les autres éléments d'actif à l'état consolidé de la situation financière.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2014 et 2013

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

p) Provisions

Les provisions sont des passifs dont l'échéance ou le montant est incertain. Les provisions sont comptabilisées lorsque la Société a une obligation actuelle juridique ou implicite résultant d'événements passés, lorsqu'il est probable qu'une sortie de fonds soit nécessaire pour éteindre l'obligation, et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Le montant comptabilisé à titre de provision correspond à la meilleure estimation de la Société de l'obligation actuelle à la date de clôture des états financiers. Lorsque l'effet de l'actualisation est important, le montant de la provision est déterminé en actualisant les flux de trésorerie attendus à un taux avant impôt qui reflète les appréciations actuelles, par le marché, de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques au passif. Les principales provisions de la Société sont liées aux coûts de restructurations, aux contrats déficitaires et aux régimes de retraite multi-employeurs. Les provisions sont révisées à chaque date de clôture des états financiers et les modifications aux estimations sont reflétées dans l'état consolidé du résultat.

i) Restructurations

Une provision pour restructuration est comptabilisée lorsque la Société a un plan formel et détaillé sur la restructuration, et qu'une attente fondée a été créée chez les personnes concernées, soit en débutant l'exécution du plan ou soit en annonçant les principales caractéristiques de ce dernier. Les pertes opérationnelles futures ne font l'objet d'aucune provision.

ii) Contrats déficitaires

Une provision pour contrats déficitaires est comptabilisée lorsque la Société est en présence d'un contrat en vertu duquel il est plus probable qu'improbable que les coûts inévitables pour satisfaire aux obligations contractuelles seront supérieurs aux avantages économiques que la Société s'attend à retirer du contrat. Une provision pour contrats déficitaires représente le moins élevé du coût de sortie du contrat ou du coût d'exécution du contrat.

iii) Régimes de retraite multi-employeurs

Les obligations relatives aux régimes multi-employeurs sont comptabilisées lorsque le montant peut être estimé de façon fiable et que la Société ne dispose pas de toutes les informations nécessaires à la comptabilisation de ces régimes à titre de régimes à prestations définies.

q) Avantages du personnel

La Société offre divers régimes contributifs et non contributifs à prestations définies pour des prestations de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi, des régimes de retraite à cotisations définies et des régimes enregistrés d'épargne collectifs à l'intention des employés de la Société. Depuis le 1^{er} juin 2010, la plupart des employés ne participent qu'aux régimes de retraite à cotisations définies. La Société offre également d'autres régimes d'avantage du personnel à long terme qui prévoient la continuation des prestations pour soins de santé et soins dentaires en cas d'invalidité à long terme.

La Société participe à des régimes de retraite multi-employeurs qui sont comptabilisés à titre de régimes à cotisations définies. Selon les IFRS, conformément à l'IAS 19 « Avantages du personnel », les régimes multi-employeurs qui comportent des obligations implicites sont comptabilisés comme des régimes à prestations définies lorsque la Société dispose d'informations suffisantes pour établir sa part de l'obligation au titre des prestations définies, sa part des actifs des régimes et des coûts associés aux régimes. La Société ne dispose pas de toutes les informations pour être en mesure de comptabiliser ces régimes comme des régimes à prestations définies, mais elle dispose d'informations suffisantes pour constater cette obligation à titre de provision. Les cotisations versées aux régimes sont comptabilisées en charge au moment de la prestation de services par les employés.

i) Régimes à prestations définies

Les coûts des régimes à prestations définies pour des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi sont établis avec l'aide d'actuaire indépendants à chaque date de clôture des états financiers, selon la méthode des unités de crédit projetées et selon les estimations les plus probables de la direction quant au rendement des placements des régimes, à l'évolution des salaires, à l'évolution du coût des soins de santé, à l'âge du départ à la retraite des salariés et à l'espérance de vie.

L'actif (passif) au titre des prestations définies comptabilisé à l'état consolidé de la situation financière correspond à la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies, déduction faite de la juste valeur des actifs du régime. La valeur des actifs des régimes est limitée au total du coût des services passés non comptabilisés et de la valeur actuelle des avantages économiques disponibles, soit sous forme de remboursement par le régime, soit sous forme de diminution des cotisations futures au régime. L'excédent, s'il y a lieu, est comptabilisé immédiatement aux autres éléments du résultat global.

Un passif minimum est comptabilisé lorsqu'une exigence de financement minimal en vertu de la loi au titre des services passés dépasse les avantages économiques disponibles, soit sous forme de remboursement du régime, soit sous forme de diminution des cotisations futures au régime.

Les écarts actuariels nets cumulatifs liés aux actifs des régimes et à l'obligation au titre des prestations définies, ainsi que l'effet du plafonnement de la part du coût des avantages futurs à la charge de l'employeur, sont constatés au résultat global au cours de la période dans laquelle ils se produisent.

Le coût des services passés est comptabilisé en charge à l'état consolidé du résultat, dans la mesure où les droits aux prestations sont déjà acquis. Le coût des services passés relatif aux droits non acquis est différé et amorti selon le mode linéaire sur la durée moyenne restante à courir, jusqu'à ce que les droits correspondants soient acquis.

Le coût des services rendus, le rendement prévu des actifs des régimes et le coût financier relatif à l'obligation au titre des prestations définies sont comptabilisés au résultat net au cours de la période où ils surviennent.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2014 et 2013

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

ii) Régimes de retraite à cotisations définies, régimes enregistrés d'épargne collectifs et régimes généraux et obligatoires

En vertu des régimes de retraite à cotisations définies, des régimes enregistrés d'épargne collectifs et des régimes généraux et obligatoires, la Société verse des cotisations aux régimes des employés participants selon un pourcentage prédéterminé du salaire des employés et n'a aucune obligation juridique ou implicite de payer des montants supplémentaires. La charge pour ces régimes est comptabilisée au moment de la prestation de services par les employés, qui coïncide généralement avec le moment où les cotisations sont versées. Les cotisations de la Société qui sont versées aux régimes généraux et obligatoires sont gérées par les pouvoirs publics.

r) Rémunération à base d'actions

La Société a des régimes d'options d'achat d'actions et d'unités d'actions à l'intention de certains dirigeants, cadres supérieurs et administrateurs. La Société a décidé de cesser d'octroyer des options d'achat d'actions à compter de l'exercice clos le 31 octobre 2014.

i) Régime d'options d'achat d'actions

Les options d'achat d'actions sont évaluées à leur juste valeur au moment de l'attribution au moyen du modèle Black-Scholes, et sont comptabilisées au résultat net selon un mode linéaire à raison de 25 % par année, soit sur la période d'acquisition des droits liés aux options, et selon l'estimation de la Société quant au nombre d'options qui seront acquises. À chaque date de clôture des états financiers, la Société révisé ses estimations quant au nombre d'options dont l'acquisition des droits est prévue, et comptabilise l'incidence de cette révision au résultat net, le cas échéant.

ii) Régime d'unités d'actions à l'intention de certains dirigeants et cadres supérieurs

La charge de rémunération liée aux unités d'actions à l'intention de certains dirigeants et cadres supérieurs est comptabilisée au résultat net selon un mode linéaire sur une période d'acquisition de trois ans, soit en fonction de l'atteinte prévue des cibles de rendement pour les unités liées au rendement, soit en fonction du maintien en poste pour les autres unités. Le passif relatif à ces unités est évalué à la juste valeur en fonction du cours des actions à droit de vote subalterne catégorie A de la Société, et est réévalué à chaque date de clôture des états financiers, jusqu'au paiement des unités. Toute variation de la juste valeur est comptabilisée au résultat net. À chaque date de clôture des états financiers, la Société révisé son estimation du nombre d'unités dont l'acquisition des droits est prévue, et comptabilise l'incidence de cette révision au résultat net, le cas échéant.

iii) Régime d'unités d'actions à l'intention des administrateurs

La charge de rémunération liée aux unités d'actions à l'intention des administrateurs est comptabilisée au résultat net au moment de leur attribution. Ces unités sont initialement évaluées à la juste valeur en fonction du cours des actions à droit de vote subalterne catégorie A de la Société, et sont réévaluées à chaque date de clôture des états financiers jusqu'au paiement des unités. Toute variation de la juste valeur est comptabilisée au résultat net.

s) Conversion des monnaies étrangères

Les états financiers consolidés sont présentés en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle de la Société. La monnaie fonctionnelle est la principale monnaie de l'environnement économique au sein duquel la Société exerce ses activités. La monnaie fonctionnelle des filiales étrangères opérantes, à l'exception des bureaux de vente à l'étranger des opérations canadiennes, est le dollar américain.

Les transactions libellées dans une monnaie autre que la monnaie fonctionnelle de la Société ou d'une filiale étrangère dont la monnaie fonctionnelle est le dollar canadien, sont comptabilisées en appliquant le cours de change en vigueur à la date de transaction. À chaque date de clôture des états financiers, les éléments monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis en utilisant le cours en vigueur à cette date, et les éléments non monétaires qui sont évalués au coût historique ne sont pas reconvertis. Les écarts de change sont comptabilisés dans le résultat net de la période au cours de laquelle ils surviennent.

Les actifs et passifs des filiales étrangères dont la monnaie fonctionnelle n'est pas le dollar canadien sont convertis en dollars canadiens en appliquant le cours de change en vigueur à la date de clôture des états financiers. Les éléments des produits et des charges sont convertis au cours de change moyen de la période. Les écarts de change sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global sous le poste « Écarts de conversion cumulés » et sont cumulés dans les capitaux propres. Le montant cumulé des écarts de change est reclassé au résultat net au moment de la sortie totale, ou partielle, de la participation dans l'établissement à l'étranger.

t) Instruments financiers

Les actifs et les passifs financiers sont constatés initialement à la juste valeur et leur évaluation subséquente dépend de leur classement. Leur classement dépend de l'objet visé lorsque les instruments financiers ont été acquis ou émis, de leurs caractéristiques et de leur désignation par la Société.

Les actifs et passifs financiers sont classés et évalués subséquentement comme suit :

	Catégorie	Évaluation subséquente
Trésorerie	Prêts et créances	Coûts après amortissement, au taux d'intérêt effectif
Débiteurs, autres comptes à recevoir et autres actifs financiers	Prêts et créances	Coûts après amortissement, au taux d'intérêt effectif
Placements	Disponibles à la vente	Juste valeur ou coût s'il n'y a pas de marché coté
Créditeurs, autres charges à payer et autres passifs financiers	Autres passifs financiers	Coûts après amortissement, au taux d'intérêt effectif
Dettes à long terme	Autres passifs financiers	Coûts après amortissement, au taux d'intérêt effectif
Instruments financiers dérivés	Détenus à des fins de transaction	Juste valeur

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2014 et 2013

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Les coûts de transaction directement liés à l'acquisition ou à l'émission d'actifs et de passifs financiers sont capitalisés au coût des actifs et passifs financiers qui ne sont pas classés comme détenus à des fins de transaction. Ainsi, les frais liés à l'émission de la dette à long terme sont classés en diminution de la dette à long terme, et sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les variations de la juste valeur des instruments financiers détenus à des fins de transaction sont comptabilisées à l'état consolidé du résultat de la période pertinente. Les variations de la juste valeur des instruments financiers désignés comme couverture de flux de trésorerie sont comptabilisées, pour la portion efficace, à l'état consolidé du résultat global de la période pertinente jusqu'à leur réalisation, après quoi elles sont comptabilisées à l'état consolidé du résultat.

u) Instruments financiers dérivés et comptabilité de couverture

La Société identifie, évalue et gère ses risques financiers liés aux variations des taux d'intérêt et des taux de change afin d'en minimiser l'effet sur son résultat et sur sa situation financière, en utilisant des instruments financiers dérivés dont les paramètres ont été définis et approuvés par le conseil d'administration. Si la Société n'utilisait pas d'instruments financiers dérivés, son exposition à la volatilité des marchés serait plus importante.

Lorsqu'elle applique la comptabilité de couverture, la Société documente en bonne et due forme la relation entre les instruments financiers dérivés et les éléments couverts, ainsi que son objectif et sa stratégie de gestion des risques sur lesquels reposent ses activités de couverture, de même que les méthodes qui seront utilisées pour évaluer l'efficacité de la relation de couverture. Ce processus consiste à rattacher tous les instruments financiers dérivés désignés à titre d'élément de couverture à des actifs et des passifs spécifiques, à des engagements fermes ou des opérations prévues spécifiques.

Lors de la mise en place de la relation de couverture, et pendant toute sa durée, la Société doit avoir l'assurance raisonnable que cette relation sera efficace et en accord avec son objectif et sa stratégie de gestion des risques documentés initialement. L'efficacité de la relation de couverture doit être confirmée à chaque date de clôture des états financiers. La tranche efficace de la relation de couverture, de même que la partie efficace des variations de la juste valeur du dérivé, sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global et la tranche inefficace est comptabilisée à l'état consolidé du résultat. La tranche efficace de la relation de couverture de risque de change des achats futurs d'équipements de production, reportée dans le cumul des autres éléments du résultat global, est reclassée à l'encontre de l'immobilisation lors de sa comptabilisation initiale. La tranche efficace de la relation de couverture de risque de change liée aux paiements d'intérêt et de capital est reclassée aux résultats au cours de la période durant laquelle l'élément couvert influe sur les résultats.

Lorsque les instruments de couverture prennent fin ou cessent d'être efficaces avant leur échéance, les gains et les pertes, produits ou charges rattachés à l'instrument de couverture, qui avaient été comptabilisés antérieurement dans les autres éléments du résultat global par suite d'application de la comptabilité de couverture, sont reportés afin d'être comptabilisés au résultat net de la période au cours de laquelle l'actif acquis ou le passif assumé affecte le résultat net. Si l'élément couvert cesse d'exister pour cause d'échéance, d'expiration, d'annulation ou d'exercice avant que l'instrument de couverture prenne fin, les gains et les pertes, produits ou charges rattachés à l'instrument de couverture, qui avaient été comptabilisés antérieurement dans les autres éléments du résultat global par suite de l'application de la comptabilité de couverture, sont comptabilisés dans le résultat net de la période visée par les états financiers, tout comme les gains et les pertes, produits ou charges correspondants comptabilisés à l'égard de l'élément couvert.

Les instruments financiers dérivés procurant une couverture économique, mais qui ne sont pas admissibles aux fins de la comptabilité de couverture, sont comptabilisés à leur juste valeur et les variations de la juste valeur sont imputées aux résultats. La Société n'utilise pas d'instrument financier dérivé à des fins de spéculation ou de transaction.

v) Jugements critiques et sources d'incertitude relative aux estimations

La préparation des états financiers conformément aux IFRS exige que la direction de la Société fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur les montants présentés des actifs et des passifs, sur les informations à fournir sur les actifs et les passifs éventuels à la date de clôture des états financiers et sur les montants des produits et des charges de la période concernée. Bien que la direction revoise régulièrement ses estimations, les résultats réels peuvent différer de celles-ci. L'incidence des modifications des estimations comptables est comptabilisée dans la période au cours de laquelle la modification se produit, et dans les périodes ultérieures touchées, lorsque applicables. Les éléments pour lesquels les estimations et les hypothèses sont importantes ou complexes sont :

i) Regroupement d'entreprises

La détermination des justes valeurs associées aux immobilisations incorporelles identifiables à la suite d'un regroupement d'entreprises nécessite que la direction formule des hypothèses. C'est le cas, notamment, lorsque la Société calcule à l'interne ces justes valeurs à l'aide de techniques d'évaluation appropriées, qui se fondent généralement sur une prévision des flux de trésorerie futurs attendus. Ces évaluations sont étroitement liées aux hypothèses formulées par la direction à l'égard du rendement futur des actifs connexes et du taux d'actualisation utilisé. Des différences importantes à ces hypothèses peuvent faire varier considérablement les justes valeurs associées aux immobilisations incorporelles identifiables à la suite d'un regroupement d'entreprises, ce qui influencerait le montant de la charge d'amortissement.

ii) Dépréciation d'actifs non financiers

Dans le cadre des tests de dépréciation du goodwill et des immobilisations corporelles et incorporelles, la détermination de la valeur recouvrable d'une UGT est un processus d'évaluation complexe qui nécessite le recours à diverses méthodes, notamment celle fondée sur l'actualisation des flux de trésorerie futurs et celle fondée sur le marché.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2014 et 2013

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Dans le cadre de l'utilisation de la méthode fondée sur l'actualisation des flux de trésorerie futurs, les projections de flux de trésorerie sont établies en fonction de l'expérience passée, de certaines tendances économiques et des tendances du secteur d'activité et du marché et représentent la meilleure estimation de la direction quant aux résultats futurs. La valeur recouvrable d'une UGT est également influencée par le taux d'actualisation utilisé dans le modèle, par le taux de croissance utilisé pour réaliser l'extrapolation, par le coût moyen pondéré du capital et par les taux d'impôt.

Dans le cadre de l'utilisation de la méthode fondée sur le marché, la Société estime la juste valeur de l'UGT en multipliant les résultats normalisés avant l'amortissement, les intérêts et les impôts par un multiple basé sur les données du marché.

Ces méthodes font intervenir une quantité importante d'hypothèses et d'estimations qui peuvent avoir une incidence importante sur la valeur recouvrable d'une UGT, et par le fait même, sur le montant de la dépréciation, s'il y a lieu. L'incidence de changements importants des hypothèses et de la révision d'estimations est comptabilisée au résultat net au cours de la période où ces changements surviennent et où ces estimations sont révisées, le cas échéant.

iii) Provisions

Les provisions sont des passifs dont l'échéance ou le montant est incertain. La détermination du montant des provisions requiert que la direction formule des hypothèses et fasse des estimations qui concernent les taux d'actualisation, les coûts prévus et leur échéancier, et les probabilités d'occurrence des obligations. Des changements importants à ces hypothèses peuvent faire varier considérablement les montants déterminés à titre de provisions. L'incidence de ces changements est comptabilisée au résultat net au cours de la période où ceux-ci surviennent, le cas échéant.

iv) Impôts sur le résultat

Dans le cadre du calcul de l'impôt exigible, la Société est tenue de faire des estimations importantes en raison de l'assujettissement de la Société aux lois fiscales de divers territoires où elle exerce ses activités. De même, le montant d'impôt exigible pourrait être modifié en raison de divers facteurs tels que des événements qui ne se sont pas encore produits, une évolution des lois de l'impôt ou de l'issue des contrôles fiscaux et appels connexes.

Dans le cadre du calcul de l'impôt différé, le recours aux estimations est requis pour déterminer les taux et les montants appropriés, et pour tenir compte de la probabilité de leur réalisation. Les actifs d'impôt sur le résultat différé reflètent aussi l'avantage lié aux pertes fiscales inutilisées pouvant être reportées ultérieurement afin de réduire l'impôt sur le résultat des prochains exercices. Cette évaluation exige que la Société formule des jugements significatifs sur la possibilité, ou non, qu'il soit probable que les actifs d'impôt sur le revenu différé soient recouverts à partir du résultat imposable futur et, par conséquent, qu'ils puissent être constatés dans les états financiers consolidés de la Société. La Société s'appuie, entre autres, sur son expérience passée pour appliquer son jugement.

Lorsque les montants sont déterminés de façon définitive, ils peuvent donner lieu à des ajustements aux actifs et aux passifs d'impôt exigible et différé.

v) Avantages du personnel

Les coûts des régimes de retraite à prestations définies et l'actif (passif) au titre de prestations définies sont évalués au moyen de méthodes actuarielles. Les évaluations actuarielles sont fondées sur des hypothèses telles que les taux d'actualisation, les taux de rendement prévu des actifs, les taux de croissance de la rémunération et les taux de mortalité. En raison de la nature à long terme de ces obligations, ces estimations sont soumises à une incertitude importante. La direction revoit annuellement ces hypothèses, et l'incidence de cette révision est comptabilisée à l'état de la situation financière et au résultat global au cours de la période où ces estimations sont révisées, le cas échéant.

La préparation des états financiers conformément aux IFRS exige également que la direction exerce des jugements, autres que ceux ayant trait à des estimations, à l'égard de l'application des méthodes comptables de la Société. Les éléments pour lesquels des jugements importants sont exercés sont :

vi) Dépréciation des actifs non financiers

Le goodwill acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises est alloué, à compter de la date d'acquisition, aux groupes d'UGT qui bénéficieront des synergies du regroupement. Dans le cadre de ce processus, la Société doit exercer son jugement en se basant sur les objectifs visés par le regroupement d'entreprises et sur la façon dont sont gérées ses activités. L'application d'un jugement différent pourrait entraîner un résultat différent dans le cadre du test de dépréciation annuel des actifs non financiers.

La Société fait également appel à son jugement pour évaluer si un test de dépréciation doit être effectué en raison de la présence d'indicateurs de dépréciation potentielle. Dans l'application de son jugement, la Société s'appuie principalement sur sa connaissance de ses activités et du contexte économique.

vii) Conversion de monnaies étrangères

Dans le cadre de la détermination de la monnaie fonctionnelle de ses filiales à l'étranger, la Société doit évaluer différents facteurs tels que la monnaie qui influence les prix de vente et les coûts, le contexte économique et le degré d'autonomie de la filiale. Suite à l'évaluation des différents facteurs, lorsque la monnaie fonctionnelle est difficile à déterminer, la Société a recours à son jugement pour déterminer la monnaie fonctionnelle qui représente le plus fidèlement les effets économiques des transactions, événements et conditions sous-jacents.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2014 et 2013

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

3 NOUVELLES MÉTHODES COMPTABLES

Normes comptables ayant une incidence sur les états financiers consolidés de la Société

Les tableaux suivants présentent les incidences de l'adoption des normes entrant en vigueur au 1^{er} novembre 2013.

Les retraitements rétroactifs apportés aux états financiers consolidés du résultat et du résultat global de la Société pour l'exercice clos le 31 octobre 2013 se présentent comme suit :

	Tels que présentés	Retraitements			Retraités
		IFRS 11 ^(a)	IAS 19 modifiée ^(b)	Autre ^(c)	
Revenus	2 110,1 \$	(13,4) \$	— \$	— \$	2 096,7 \$
Charges opérationnelles	1 761,0	(12,1)	5,8	3,4	1 758,1
Frais de restructuration et autres coûts	28,0	—	—	—	28,0
Dépréciation d'actifs	170,0	—	—	—	170,0
Résultat opérationnel avant amortissement	151,1	(1,3)	(5,8)	(3,4)	140,6
Amortissement	105,3	(0,3)	—	—	105,0
Résultat opérationnel	45,8	(1,0)	(5,8)	(3,4)	35,6
Frais financiers nets	25,5	—	6,4	(3,4)	28,5
Résultat avant quote-part du résultat net dans des coentreprises et impôts sur le résultat	20,3	(1,0)	(12,2)	—	7,1
Quote-part du résultat net dans des coentreprises, déduction faite des impôts y afférents	—	0,9	—	—	0,9
Impôts sur le résultat	27,6	(0,1)	(3,3)	—	24,2
Résultat net	(7,3)	—	(8,9)	—	(16,2)
Participations ne donnant pas le contrôle	0,4	—	—	—	0,4
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	(7,7)	—	(8,9)	—	(16,6)
Dividendes sur actions privilégiées, déduction faite des impôts y afférents	6,8	—	—	—	6,8
Résultat net attribuable aux actions participantes	(14,5) \$	— \$	(8,9) \$	— \$	(23,4) \$
Résultat net par action participante - de base et dilué	(0,19) \$	— \$	(0,11) \$	— \$	(0,30) \$
Autres éléments du résultat global	62,3	—	8,9	—	71,2
Résultat global	55,0 \$	— \$	— \$	— \$	55,0 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2014 et 2013

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

3 NOUVELLES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Les retraitements rétroactifs apportés à l'état consolidé de la situation financière de la Société au 31 octobre 2013 se présentent comme suit :

	Tels que présentés	Retraitements		Retraités
		IFRS 11 (a)	IAS 19 modifiée (b)	
Actifs courants				
Trésorerie	30,3 \$	(3,9) \$	— \$	26,4 \$
Débiteurs	421,2	(2,0)	—	419,2
Impôts sur le résultat à recevoir	12,5	(0,4)	—	12,1
Stocks	82,0	—	—	82,0
Frais payés d'avance	14,1	(0,2)	—	13,9
	560,1	(6,5)	—	553,6
Immobilisations corporelles	596,6	(0,6)	—	596,0
Immobilisations incorporelles	194,2	(0,1)	—	194,1
Goodwill	325,7	(1,7)	—	324,0
Placements dans des coentreprises	—	0,8	—	0,8
Impôts sur le résultat différés	148,0	(0,3)	—	147,7
Autres éléments d'actif	34,7	(0,1)	—	34,6
	1 859,3 \$	(8,5) \$	— \$	1 850,8 \$
Passifs courants				
Créditeurs et charges à payer	275,8 \$	(3,0) \$	— \$	272,8 \$
Provisions	10,3	—	—	10,3
Impôts sur le résultat à payer	6,4	(0,1)	—	6,3
Revenus reportés et dépôts	61,1	(5,2)	—	55,9
Portion courante de la dette à long terme	218,3	—	—	218,3
	571,9	(8,3)	—	563,6
Dette à long terme	128,9	—	—	128,9
Impôts sur le résultat différés	67,1	—	—	67,1
Provisions	40,2	—	—	40,2
Autres éléments du passif	235,8	(0,2)	—	235,6
	1 043,9	(8,5)	—	1 035,4
Capitaux propres				
Capital social	462,8	—	—	462,8
Surplus d'apport	2,9	—	—	2,9
Résultats non distribués	371,4	—	(8,9)	362,5
Cumul des autres éléments du résultat global	(22,1)	—	8,9	(13,2)
Attribuables aux actionnaires de la Société	815,0	—	—	815,0
Participations ne donnant pas le contrôle	0,4	—	—	0,4
	815,4	—	—	815,4
	1 859,3 \$	(8,5) \$	— \$	1 850,8 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2014 et 2013

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

3 NOUVELLES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Les retraitements rétroactifs apportés à l'état consolidé de la situation financière de la Société au 1^{er} novembre 2012 se présentent comme suit :

	Tels que présentés	Retraitements IFRS 11 ^(a)	Retraités
Actifs courants			
Trésorerie	16,8 \$	(4,0) \$	12,8 \$
Débiteurs	449,8	(2,0)	447,8
Impôts sur le résultat à recevoir	38,9	(0,2)	38,7
Stocks	82,5	—	82,5
Frais payés d'avance et autres actifs courants	14,7	(0,2)	14,5
	602,7	(6,4)	596,3
Immobilisations corporelles	651,2	(0,5)	650,7
Immobilisations incorporelles	171,5	(0,1)	171,4
Goodwill	487,0	(1,7)	485,3
Impôts sur le résultat différés	192,6	(0,2)	192,4
Autres éléments d'actif	31,2	0,3	31,5
	2 136,2 \$	(8,6) \$	2 127,6 \$
Passifs courants			
Créditeurs et charges à payer	336,8 \$	(3,3) \$	333,5 \$
Provisions	15,5	—	15,5
Impôts sur le résultat à payer	50,3	(0,1)	50,2
Revenus reportés et dépôts	39,3	(5,0)	34,3
Portion courante de la dette à long terme	283,5	—	283,5
	725,4	(8,4)	717,0
Dette à long terme	204,1	—	204,1
Placements dans des coentreprises	—	0,1	0,1
Impôts sur le résultat différés	68,4	—	68,4
Provisions	45,3	—	45,3
Autres éléments du passif	191,6	(0,3)	191,3
	1 234,8	(8,6)	1 226,2
Capitaux propres			
Capital social	467,7	—	467,7
Surplus d'apport	2,5	—	2,5
Résultats non distribués	514,2	—	514,2
Cumul des autres éléments du résultat global	(84,4)	—	(84,4)
Attribuables aux actionnaires de la Société	900,0	—	900,0
Participations ne donnant pas le contrôle	1,4	—	1,4
	901,4	—	901,4
	2 136,2 \$	(8,6) \$	2 127,6 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2014 et 2013

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

3 NOUVELLES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Les retraitements rétroactifs apportés au tableau consolidé des flux de trésorerie de la Société pour l'exercice clos le 31 octobre 2013 se présentent comme suit :

	Tels que présentés	Retraitements IFRS 11 ^(a)	Retraités
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	416,2 \$	(0,3) \$	415,9 \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(93,6)	0,4	(93,2)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(309,1)	—	(309,1)
Incidence des écarts de taux de change sur la trésorerie libellée en monnaies étrangères	—	—	—
Variation nette de la trésorerie	13,5	0,1	13,6
Trésorerie au début de l'exercice	16,8	(4,0)	12,8
Trésorerie à la fin de l'exercice	30,3 \$	(3,9) \$	26,4 \$

a) Partenariats

Le 1^{er} novembre 2013, la Société a adopté IFRS 11 « Partenariats », visant le remplacement d'IAS 31 « Participation dans des coentreprises » et SIC-13 « Entités contrôlées conjointement - Apports non monétaires par des coentrepreneurs ». L'IFRS 11 porte sur les droits et les obligations contractuels inhérents à un partenariat, plutôt que sur la forme juridique de l'accord. L'IFRS 11 supprime le choix d'utiliser la méthode de la consolidation proportionnelle lors de la comptabilisation des participations dans des entités contrôlées conjointement, et exige le recours à la méthode de la mise en équivalence.

En conformité avec les normes préalablement en vigueur, la Société utilisait la méthode de la consolidation proportionnelle pour comptabiliser les participations dans des coentreprises, mais applique dorénavant la méthode de la mise en équivalence selon l'IFRS 11. Selon cette méthode, la quote-part revenant à la Société de l'actif net, du résultat net et des autres éléments du résultat global des coentreprises est présentée dans un seul poste, respectivement à l'état consolidé de la situation financière, l'état consolidé du résultat et à l'état consolidé du résultat global.

b) Avantages du personnel

Le 1^{er} novembre 2013, la Société a adopté la version modifiée d'IAS 19 « Avantages du personnel », qui reflète d'importants changements aux normes de comptabilisation et d'évaluation de la charge de retraite au titre des régimes à prestations définies. L'IAS 19 modifiée met en place une nouvelle approche aux fins du calcul des charges d'intérêts nettes sur le passif (l'actif) au titre des prestations définies, selon laquelle le taux de rendement prévu de l'actif sera identique au taux utilisé pour actualiser l'obligation. La présentation a aussi été modifiée afin que le coût des services rendus et passés et les frais d'administration des régimes soient présentés dans le poste « Charges opérationnelles » et que les charges d'intérêts nettes soient présentées dans le poste « Frais financiers nets ». L'IAS 19 modifiée comporte également de nouvelles exigences en matière d'informations annuelles à fournir pour les régimes à prestations définies, notamment la présentation d'informations supplémentaires sur les caractéristiques et les risques que comportent ces régimes.

c) Autre

Certains chiffres des périodes antérieures ont été reclassés afin de rendre leur présentation conforme à celle adoptée au cours de la période.

Normes comptables n'ayant pas d'incidence sur les états financiers consolidés de la Société

d) États financiers consolidés

Le 1^{er} novembre 2013, la Société a adopté IFRS 10 « États financiers consolidés », visant le remplacement d'IAS 27 « États financiers consolidés et individuels » et SIC-12 « Consolidation - Entités ad hoc ». L'IFRS 10 définit la notion de contrôle comme étant le facteur déterminant de l'inclusion d'une entité dans le périmètre de consolidation des états financiers consolidés d'une autre entité et fournit des directives additionnelles pour faciliter la détermination du contrôle. L'application de cette norme n'a aucune incidence sur les états financiers consolidés de la Société.

e) Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités

Le 1^{er} novembre 2013, la Société a adopté IFRS 12 « Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités ». L'IFRS 12 complète les obligations d'information concernant les intérêts qu'une entité détient dans des filiales, des partenariats, des entreprises associées et des entités structurées consolidées. L'IFRS 12 exige qu'une entité présente des informations sur la nature et les risques associés à toutes ses participations dans d'autres entités, et les effets de ces participations sur sa situation financière, son rendement financier et ses flux de trésorerie. Ces nouvelles obligations d'information annuelles n'ont pas d'incidence sur la situation financière ou les résultats opérationnels de la Société et sont incluses dans les présents états financiers consolidés annuels.

f) Évaluation de la juste valeur

Le 1^{er} novembre 2013, la Société a adopté IFRS 13 « Évaluation de la juste valeur ». L'IFRS 13 améliore la cohérence et réduit la complexité en fournissant une définition précise de la juste valeur. L'IFRS 13 remplace ainsi les directives relatives à l'évaluation de la juste valeur qui sont contenues dans des IFRS individuelles par une source unique de directives pour toutes les évaluations de la juste valeur. L'application de cette norme n'a aucune incidence sur les états financiers consolidés de la Société, sauf pour ce qui est de la présentation d'informations supplémentaires figurant à la note 30 « Instruments financiers ».

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2014 et 2013

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

3 NOUVELLES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

g) Instruments financiers : compensation des actifs et des passifs

En décembre 2011, l'IASB a publié une version modifiée d'IFRS 7 « Instruments financiers : Informations à fournir » et d'IAS 32 « Instruments financiers : Présentation », afin de clarifier les exigences en matière de compensation d'instruments financiers et en vue d'exiger de nouvelles informations à fournir sur l'incidence des accords de compensation sur la situation financière d'une entité. L'application de cette norme n'a aucune incidence sur les états financiers consolidés de la Société.

Récentes prises de position en comptabilité

La Société n'a pas encore complété son évaluation de l'incidence de l'adoption de ces récentes prises de position sur ses états financiers consolidés.

h) Instruments financiers

En juillet 2014, l'IASB a publié l'IFRS 9 « Instruments financiers ». L'IFRS 9 vise le remplacement d'IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation » et IFRIC 9 « Réexamen des dérivés incorporés ».

L'IFRS 9 comprend des exigences relatives à la comptabilisation et à l'évaluation, à la dépréciation, à la décomptabilisation et au modèle général de comptabilité de couverture. L'IASB a mené à terme son projet de remplacement par étapes d'IAS 39, et la norme a été rehaussée à chaque étape. La version d'IFRS 9 publiée en 2014 a préséance sur toutes les versions précédentes; cependant, durant une période définie, les précédentes versions d'IFRS 9 peuvent être adoptées par anticipation, si ce n'est déjà fait, dans la mesure où la date d'application initiale pertinente est antérieure au 1^{er} février 2015. L'IFRS 9 ne remplace pas l'exigence relative à la comptabilisation de couverture à la juste valeur du portefeuille en ce qui a trait au risque de taux d'intérêt, puisque cette étape a été séparée du projet IFRS 9 en raison de la nature à plus long terme du projet de macro-couverture qui en est actuellement à l'étape du document de travail du processus établi. Par conséquent, l'exception présentée dans IAS 39 en ce qui concerne une couverture de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'actifs ou de passifs financiers continue de s'appliquer. L'IFRS 9 s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018, et son application anticipée est permise.

i) Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients

En mai 2014, l'IASB a publié l'IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients ». L'IFRS 15 remplacera l'IAS 11 « Contrats de construction », l'IAS 18 « Produits des activités ordinaires », l'IFRIC 13 « Programmes de fidélisation de la clientèle », l'IFRIC 15 « Contrats de construction de biens immobiliers », l'IFRIC 18 « Transferts d'actifs provenant de clients » et la SIC-31 « Produits des activités ordinaires - opérations de troc impliquant des services de publicité ».

L'IFRS 15 prévoit un modèle unique qui s'applique aux contrats avec des clients ainsi que deux approches de la comptabilisation des produits : à un moment donné ou au fil du temps. Le modèle proposé consiste en une analyse en cinq étapes des transactions, axée sur les contrats et visant à déterminer si les produits des activités ordinaires sont comptabilisés, quel montant est comptabilisé et à quel moment. De nouveaux seuils ont été mis en place relativement aux estimations et aux jugements, ce qui pourrait avoir une incidence sur le montant des produits comptabilisés et/ou sur le moment de leur comptabilisation. L'IFRS 15 s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2017, et son application anticipée est permise.

j) Clarification des méthodes d'amortissement acceptables

En mai 2014, l'IASB a publié des modifications à l'IAS 16 « Immobilisations corporelles », et à l'IAS 38 « Immobilisations incorporelles ». Les modifications apportées à l'IAS 16 mentionnent explicitement que les modes d'amortissement fondés sur les produits ne peuvent pas être utilisés pour les immobilisations corporelles. La raison étant que ces modes d'amortissement reflètent des facteurs autres que la consommation des avantages économiques représentatifs de l'actif. Les modifications à l'IAS 38 introduisent une présomption réfutable selon laquelle l'utilisation de modes d'amortissement fondés sur les produits est inappropriée dans le cas des actifs incorporels. Cette présomption ne pourrait être écartée que lorsque les produits et la consommation des avantages économiques de l'actif incorporel présentent une « corrélation élevée », ou lorsque l'actif incorporel est exprimé comme une mesure des produits. Ces modifications s'appliqueront aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016, et leur application anticipée est permise.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2014 et 2013

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

4 REGROUPEMENTS ET CESSIONS D'ENTREPRISES

Le tableau suivant présente un sommaire de la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2014, à leur date d'acquisition respective :

	Journaux hebdomadaires de Corporation Sun Media au Québec	Capri Packaging	Total
Actifs acquis			
Actifs courants	7,7 \$	11,4 \$	19,1 \$
Immobilisations corporelles	0,8	14,9	15,7
Immobilisations incorporelles	16,2	58,9	75,1
Goodwill (valeur fiscale de 64,6)	60,1	64,6	124,7
Impôts sur le résultat différés	0,2	—	0,2
	85,0 \$	149,8 \$	234,8 \$
Passifs pris en charge			
Passifs courants	1,7 \$	3,3 \$	5,0 \$
Autres éléments du passif	4,5	—	4,5
	6,2	3,3	9,5
	78,8 \$	146,5 \$	225,3 \$
Contrepartie totale			
Trésorerie déboursée	78,4 \$	146,5 \$	224,9 \$
Sommes à payer à court terme	0,4	—	0,4
	78,8 \$	146,5 \$	225,3 \$

Acquisition des journaux hebdomadaires de Corporation Sun Media au Québec

Le 5 décembre 2013, la Société a annoncé la conclusion d'un accord définitif en vertu duquel elle a convenu d'acquérir, par l'entremise d'une société constituée à cette fin, tous les journaux hebdomadaires du Québec et les propriétés web s'y rattachant détenus par Corporation Sun Media, une filiale de Québecor Média inc., pour un prix d'achat de 75,0 millions de dollars. Le 1^{er} juin 2014, la Société a complété l'acquisition à la suite de l'approbation des autorités réglementaires en vertu de la *Loi sur la concurrence* du Canada. Compte tenu des ajustements pour le fonds de roulement et des ajustements usuels de clôture, la contrepartie totale en espèces s'élève à 78,8 millions de dollars, duquel un montant de 0,4 million est toujours impayé au 31 octobre 2014. La Société a procédé à l'évaluation finale des actifs acquis et des passifs pris en charge des journaux hebdomadaires de Corporation Sun Media au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2014.

Cette acquisition permet à la Société de renforcer les actifs du secteur des médias, de poursuivre le développement d'une offre locale de médias pour les entreprises et les collectivités et de continuer à bâtir des offres multiplateformes. Les synergies prévues, de même que l'accroissement de son offre, représentent les principaux facteurs qui composent le goodwill généré par cette acquisition. Étant donné que cette acquisition bénéficie à la fois aux activités d'impression, une portion du goodwill a été attribuée au groupe d'UGT du Groupe des journaux et du détail du secteur de l'impression et de l'emballage.

Aux termes de l'entente intervenue avec le Bureau de la concurrence, la Société devait mettre en vente, et ce, pour une période de 60 jours, 33 des 154 journaux hebdomadaires de son portefeuille, y compris certains faisant l'objet de la transaction avec Corporation Sun Media. La plupart des journaux mis en vente ont été lancés au cours des dernières années. Le 3 septembre 2014, la Société a annoncé la conclusion du processus de mise en vente des journaux. Parmi les 33 journaux mis en vente, 14 ont trouvé preneur. L'effet de ces transactions sur les états financiers consolidés de la Société est négligeable. La Société procède actuellement à l'intégration de son portefeuille de journaux hebdomadaires au Québec.

Acquisition de Capri Packaging

Le 10 mars 2014, la Société a signé un accord définitif en vertu duquel elle a convenu d'acquérir les actifs de Capri Packaging, un fournisseur de solutions d'emballages souples situé à Clinton au Missouri, pour un prix d'achat de 133,0 millions de dollars américains (146,1 millions de dollars). De plus, la Société a signé un contrat de 10 ans avec Schreiber Foods, Inc., qui garantit la position de Capri Packaging comme fournisseur stratégique de solutions d'emballages souples, ce qui représente environ 75 % des revenus annuels actuels de Capri Packaging. Le 3 mai 2014, la Société a complété la transaction à la suite de l'approbation des autorités réglementaires aux États-Unis. Compte tenu des ajustements pour le fonds de roulement et des ajustements usuels de clôture, la contrepartie totale en espèces s'élève à 146,5 millions de dollars. La Société a procédé à l'évaluation finale des actifs acquis et des passifs pris en charge de Capri Packaging au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2014.

Cette acquisition permet à la Société de poursuivre sa transformation axée sur ses compétences clés dans le domaine manufacturier, en développant un nouvel axe de croissance dans la production de solutions d'emballages souples. Le potentiel de croissance associé à cette acquisition représente le principal facteur qui compose le goodwill généré par cette acquisition.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2014 et 2013

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

4 REGROUPEMENTS ET CESSIONS D'ENTREPRISES (SUITE)

L'état consolidé du résultat de la Société pour l'exercice clos le 31 octobre 2014 comprend les résultats opérationnels des entreprises acquises depuis leur date d'acquisition respective, soit des revenus supplémentaires de 68,3 millions de dollars, un résultat opérationnel avant amortissement de 11,8 millions et des coûts de transactions de 4,0 millions. La juste valeur des créances acquises de 8,7 millions de dollars, dont un montant de 0,2 million considéré irrécouvrable à la date d'acquisition, est incluse dans les actifs courants dans la comptabilisation des regroupements d'entreprises. Si la Société avait acquis ces entreprises le 1^{er} novembre 2013, les résultats opérationnels de celle-ci auraient été comme suit : des revenus supplémentaires d'environ 158,0 millions de dollars et un résultat opérationnel avant amortissement supplémentaire d'environ 20,0 millions.

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2014, la Société a déboursé la somme de 1,0 million de dollars relativement à l'acquisition de Groupe Modulo inc., qui a été conclue au cours de l'exercice précédent.

Cession d'entreprise

Vente d'actifs d'impression aux États-Unis

Le 11 février 2014, la Société a complété la vente des actifs de sa filiale Rastar, Inc. aux États-Unis, qui se spécialise dans les produits imprimés personnalisés. L'effet de cette transaction sur les états financiers consolidés de la Société est négligeable.

2013

Le tableau suivant présente un sommaire de la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge à la date d'acquisition, de même que les ajustements aux regroupements d'entreprises des périodes précédentes effectués au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2013 :

	Groupe Modulo inc.	Autres	Total
Actifs acquis			
Actifs courants	3,1 \$	(0,9) \$	2,2 \$
Immobilisations corporelles	—	0,1	0,1
Immobilisations incorporelles	15,2	7,3	22,5
Goodwill (valeur fiscale nulle)	4,8	(5,4)	(0,6)
Impôts sur le résultat différés	0,6	—	0,6
	23,7 \$	1,1 \$	24,8 \$
Passifs pris en charge			
Passifs courants	1,7 \$	(0,4) \$	1,3 \$
Dette à long terme	—	(0,5)	(0,5)
	1,7	(0,9)	0,8
	22,0 \$	2,0 \$	24,0 \$
Contrepartie totale			
Trésorerie déboursée	21,0 \$	— \$	21,0 \$
Sommes à payer à court terme	1,0	—	1,0
	22,0	—	22,0
Réévaluation d'une participation déjà détenue dans le journal <i>Métro</i> (Montréal)	—	2,0	2,0
	22,0 \$	2,0 \$	24,0 \$

Secteur des médias

Le 31 janvier 2013, la Société a acquis 100 % des actions de Groupe Modulo inc., un éditeur d'ouvrages et de matériel pédagogiques de langue française au Canada. Cette transaction permet au secteur des médias de renforcer sa position dans le marché de l'enseignement au Québec et d'accroître sa présence dans le marché scolaire au sein des communautés francophones au Canada. La Société a procédé à l'évaluation finale des actifs et des passifs pris en charge de Groupe Modulo inc. au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2013.

Au cours de l'exercice clos 31 octobre 2013, la Société a également procédé à l'évaluation finale de la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge de *Courrier Frontenac*, de *Redux Media* et du journal *Métro* (Montréal), qui sont des regroupements d'entreprises conclus au cours de l'exercice précédent.

Au cours du même exercice, la Société a déboursé la somme de 3,5 millions de dollars relativement à des regroupements d'entreprises conclus au cours de l'exercice précédent.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2014 et 2013

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

5 CHARGES OPÉRATIONNELLES

Les charges opérationnelles par principales rubriques se détaillent comme suit pour les exercices clos les 31 octobre :

	2014	2013 retraité (note 3)
Coûts liés au personnel	667,4 \$	678,0 \$
Chaîne d'approvisionnement et logistique ⁽¹⁾	909,3	938,4
Autres biens et services ⁽²⁾	132,3	141,7
	1 709,0 \$	1 758,1 \$

⁽¹⁾ Le poste « Chaîne d'approvisionnement et logistique » comprend les coûts de production et de distribution liés aux fournisseurs externes.

⁽²⁾ Le poste « Autres biens et services » comprend principalement les coûts de promotion, de publicité et de télécommunications, les fournitures de bureau, les frais liés à l'immobilier ainsi que les honoraires professionnels. Les contrats de location simple comptabilisés au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2014 se sont élevés à 26,7 millions de dollars (26,5 millions pour l'exercice clos le 31 octobre 2013). Les revenus de location et de sous-location comptabilisés au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2014 se sont élevés à 3,6 millions de dollars (2,1 millions pour l'exercice clos le 31 octobre 2013).

Le coût des marchandises vendues constaté dans les charges opérationnelles pour l'exercice clos le 31 octobre 2014 a été de 1 082,7 millions de dollars (1 115,8 millions pour l'exercice clos le 31 octobre 2013). Un montant de 1,4 million de dollars a été comptabilisé à titre de charge pour désuétude des stocks pour l'exercice clos le 31 octobre 2014 (1,0 million pour l'exercice clos le 31 octobre 2013).

6 FRAIS DE RESTRUCTURATION ET AUTRES COÛTS

Les frais de restructuration et autres coûts par principales rubriques se détaillent comme suit pour les exercices clos les 31 octobre :

	2014	2013
Réduction d'effectifs	29,8 \$	19,4 \$
Autres coûts liés à des restructurations	4,9	—
Contrats déficitaires	3,4	0,4
Coûts d'acquisition d'entreprises ⁽¹⁾	4,0	0,3
Gain sur la compression des régimes à prestations définies à la suite de réduction d'effectifs	(1,0)	(0,7)
Effet de règlement des régimes à prestations définies à la suite de réduction d'effectifs	0,1	3,6
Autres coûts ⁽²⁾	0,2	5,0
	41,4 \$	28,0 \$

⁽¹⁾ Les coûts d'acquisition d'entreprises comprennent les coûts de transaction dont les frais juridiques pour des regroupements d'entreprises potentiels ou réalisés.

⁽²⁾ Les autres coûts comprennent une charge relative à des régimes d'invalidité à long terme, ainsi que le renversement d'une charge pour les régimes de retraite multi-employeurs.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2014 et 2013

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

7 DÉPRÉCIATION D'ACTIFS

La dépréciation d'actifs par principales rubriques se détaille comme suit pour les exercices clos les 31 octobre :

	2014	2013
Immobilisations corporelles	2,6 \$	8,9 \$
Immobilisations incorporelles	13,0	1,1
Goodwill	30,6	160,0
	46,2 \$	170,0 \$

Immobilisations corporelles

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2014, la Société a enregistré une charge de dépréciation des immobilisations corporelles de 2,6 millions de dollars principalement attribuable à du matériel de production qui n'était plus utilisé. Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2013, la Société avait enregistré une charge de dépréciation des immobilisations corporelles de 8,9 millions de dollars.

Immobilisations incorporelles

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2014, la Société a procédé au test annuel de dépréciation des immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité indéterminée, qui sont composées des noms commerciaux acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises d'édition de journaux, de magazines et de livres. La Société a conclu que les valeurs recouvrables de certaines UGT du Groupe des solutions aux communautés locales du secteur des médias, déterminées sur la base de la valeur d'utilité, étaient inférieures à leur valeur comptable en raison d'une baisse de la profitabilité. Cette baisse de la profitabilité est localisée dans les journaux hebdomadaires de la Saskatchewan et des provinces de l'Atlantique, et s'explique surtout par une réduction des revenus publicitaires. Par conséquent, la Société a enregistré une charge de dépréciation de 12,1 millions de dollars au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2014. Au cours du même exercice, la Société a également enregistré une charge de dépréciation de 0,9 million de dollars, relativement à des coûts liés à des projets en technologie. Ces charges de dépréciation n'ont pas d'incidence sur les activités de la Société, sur la trésorerie et sur le respect des clauses restrictives sur les dettes.

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2013, aucune charge de dépréciation n'avait été enregistrée pour les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée. Au cours du même exercice, la Société avait enregistré une charge de dépréciation de 1,1 million de dollars, relativement à des coûts liés à des projets en technologie.

Goodwill

Au 31 octobre 2014, la Société a procédé au test annuel de dépréciation du goodwill. La Société a conclu que la valeur recouvrable du groupe d'UGT du Groupe d'édition de livres du secteur des médias, déterminée sur la base de sa juste valeur diminuée des coûts de vente, était inférieure à sa valeur comptable en raison des compressions budgétaires au sein de la clientèle de ce groupe. Ces conditions affectent défavorablement les résultats opérationnels de ce groupe d'UGT. Par conséquent, la Société a enregistré une charge de dépréciation du goodwill de 30,6 millions de dollars au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2014. Cette charge de dépréciation n'a pas d'incidence sur les activités de la Société, sur la trésorerie et sur le respect des clauses restrictives sur les dettes.

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2013, la Société avait enregistré une charge de dépréciation du goodwill de 160,0 millions de dollars dans le secteur des médias, soit 75,0 millions dans le groupe d'UGT du Groupe de solutions d'affaires et aux consommateurs, 75,0 millions dans le groupe d'UGT du Groupe des solutions aux communautés locales et 10,0 millions dans le groupe d'UGT du Groupe d'édition de livres, principalement en raison d'une baisse de la profitabilité.

Tests de dépréciation

Au 31 octobre 2014, la Société a procédé aux tests de dépréciation annuels du goodwill et des immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité indéterminée, conformément au paragraphe n) de la note 2 « Principales méthodes comptables ». Les valeurs recouvrables des UGT établies pour les fins du test de dépréciation des immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité indéterminée ont été déterminées sur la base de la valeur d'utilité. Les valeurs recouvrables des groupes d'UGT établies pour les fins du test de dépréciation du goodwill ont été déterminées selon la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de vente et la valeur d'utilité.

La juste valeur diminuée des coûts de vente est établie à l'aide de multiples de capitalisation, qui proviennent de sociétés de référence dont les activités sont comparables à l'UGT ou au groupe d'UGT concerné. Ces données sont observées sur le marché.

La valeur d'utilité est établie en actualisant les flux de trésorerie futurs prévus, qui proviennent du plan financier sur trois ans approuvé par la direction. Le plan financier est fondé sur l'expérience passée et reflète les attentes de la direction quant aux résultats opérationnels et aux dépenses d'investissement, en tenant compte de la stratégie d'entreprise et des tendances économiques et spécifiques du secteur d'activité et du marché. La direction établit ses prévisions en se basant, entre autres, sur les revenus d'impression, les revenus de publicité, les coûts d'impression et les hausses salariales. Au delà de la période de trois ans, les flux de trésorerie font l'objet d'extrapolations selon des taux de croissance perpétuels.

Les taux d'actualisation utilisés par la Société se situent entre 10,62 % et 13,97 % (les taux d'actualisation avant impôts se situent entre 15,75 % et 26,23 %). Le taux d'actualisation représente le coût moyen pondéré du capital (« CMPC ») de sociétés de référence dont les activités sont comparables à celles de l'UGT ou du groupe d'UGT concerné. Le CMPC est une estimation du taux de rendement unifié que les détenteurs de titres de capitaux propres et de titres de créances exigent de dégager sur leurs investissements, et reflète l'évaluation du marché actuel, la valeur temporelle de l'argent et le risque spécifique applicable à l'UGT ou au groupe d'UGT concerné.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2014 et 2013

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

7 DÉPRÉCIATION D'ACTIFS (SUITE)

Les hypothèses utilisées par la Société dans le modèle d'actualisation des flux de trésorerie futurs prévus sont classées au niveau 3 dans la hiérarchie des justes valeurs, ce qui signifie qu'elles ne sont pas fondées sur des données de marché observables. La Société a effectué une analyse de sensibilité du taux d'actualisation dans le cadre de l'évaluation des valeurs recouvrables des UGT ou groupes d'UGT soumis au test de dépréciation. Les résultats de l'analyse de sensibilité démontrent qu'une augmentation de 1% du taux d'actualisation ne changerait pas les conclusions du test.

Le tableau suivant présente les principales UGT soumises au test de dépréciation des immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée, la méthode avec laquelle la valeur recouvrable a été établie et les hypothèses clés utilisées :

	Valeur comptable des noms commerciaux au 31 octobre 2014	Base d'établissement de la valeur recouvrable	Multiple de capitalisation	Taux de croissance perpétuel	Taux d'actualisation avant impôts
Secteur des médias					
<i>Cape Breton Post</i>	13,2 \$	Valeur d'utilité	s.o.	(2,0)%	18,39 %
<i>The Guardian</i>	16,3	Valeur d'utilité	s.o.	(2,0)	17,80
<i>The Telegram</i>	23,7	Valeur d'utilité	s.o.	(2,0)	17,93

Le tableau suivant présente les principaux groupes d'UGT soumis au test de dépréciation du goodwill, la méthode avec laquelle la valeur recouvrable a été établie et les hypothèses clés utilisées :

	Valeur comptable du goodwill au 31 octobre 2014	Base d'établissement de la valeur recouvrable	Multiple de capitalisation	Taux de croissance perpétuel	Taux d'actualisation avant impôts
Secteur de l'impression et de l'emballage					
Groupe des magazines, des livres et des catalogues	65,4 \$	Juste valeur	6,2x	s.o.	21,49 %
Groupe des journaux et du détail	96,8	Valeur d'utilité	s.o.	— %	21,21
Secteur des médias					
Groupe des solutions d'affaires et aux consommateurs	32,8	Juste valeur	6,8x	s.o.	23,79
Groupe des solutions aux communautés locales	116,2	Juste valeur	6,5x	s.o.	26,23
Groupe d'édition de livres	50,1	Juste valeur	6,5x	s.o.	21,00

8 AMORTISSEMENT

L'amortissement par principales rubriques se détaille comme suit pour les exercices clos les 31 octobre :

	2014	2013 retraité (note 3)
Immobilisations corporelles	82,6 \$	89,2 \$
Immobilisations incorporelles	20,4	15,8
	103,0	105,0
Immobilisations incorporelles et autres éléments d'actif, constatés dans les postes de revenus et charges opérationnelles	27,6	25,9
	130,6 \$	130,9 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2014 et 2013

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

9 FRAIS FINANCIERS NETS

Les frais financiers nets par principales rubriques se détaillent comme suit pour les exercices clos les 31 octobre :

	2014	2013 retraité (note 3)
Frais financiers de la dette à long terme	19,8 \$	20,1 \$
Intérêts nets sur le passif au titre des régimes à prestations définies (note 28)	1,3	6,4
Autres frais	0,1	0,9
Pertes nettes (gains nets) de change	(1,7)	1,1
	19,5 \$	28,5 \$

10 IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

Le tableau suivant présente le rapprochement entre les impôts sur le résultat au taux d'imposition statutaire prévu par la loi au Canada et les impôts sur le résultat au taux d'imposition effectif pour les exercices clos les 31 octobre :

	2014	2013 retraité (note 3)
Résultat avant quote-part du résultat net dans des coentreprises et impôts sur le résultat	150,3 \$	7,1 \$
Taux d'imposition statutaire prévu par la loi au Canada	26,90 %	26,90 %
Impôts sur le résultat au taux d'imposition statutaire	40,4	1,9
Effet des écarts des taux d'imposition dans d'autres juridictions	3,1	(0,9)
Impôts sur les dépenses non déductibles et portion non imposable des gains en capital	8,9	29,0
Variation d'actifs d'impôt sur le résultat différé liés à des pertes fiscales ou à des différences temporaires non comptabilisées antérieurement ⁽¹⁾	(9,8)	(3,2)
Effet de cotisations relatives aux exercices antérieurs	(1,9)	—
Autres	(1,9)	(2,6)
Impôts sur le résultat au taux d'imposition effectif	38,8 \$	24,2 \$

Les impôts sur le résultat incluent les éléments suivants :

Impôts sur le résultat avant les éléments suivants :	63,3 \$	50,5 \$
Augmentation nette de la valeur comptable des actifs d'impôt sur le résultat différé ⁽¹⁾	(10,0)	—
Impôts sur les frais de restructuration et autres coûts	(10,3)	(7,6)
Impôts sur la dépréciation d'actifs	(4,2)	(18,7)
Impôts sur le résultat au taux d'imposition effectif	38,8 \$	24,2 \$

⁽¹⁾ La hausse de la valeur comptable de l'actif d'impôt sur le résultat différé au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2014 résulte principalement de l'augmentation des activités aux États-Unis.

Les taux d'imposition prescrits par les lois applicables s'établissent à 26,90 % en 2014 et en 2013. Le taux d'imposition applicable de la Société correspond aux taux canadiens combinés applicables dans les provinces où la Société exerce ses activités.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2014 et 2013

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

10 IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT (SUITE)

Le tableau suivant présente les composantes de la charge d'impôts sur le résultat pour les exercices clos les 31 octobre :

	2014	2013 retraité (note 3)
Impôts sur le résultat exigibles		
Exercice considéré	25,5 \$	4,6 \$
Ajustement au titre des exercices antérieurs	(1,6)	(3,8)
	23,9	0,8
Impôts sur le résultat différés		
Ajustement au titre des exercices antérieurs	(0,7)	2,8
Augmentation rattachée aux différences temporaires	25,9	24,1
Variation d'actifs d'impôt sur le résultat différé liés à des pertes fiscales ou à des différences temporaires non comptabilisées antérieurement	(9,8)	(3,2)
Incidence des variations des taux d'impôt	(0,5)	(0,3)
	14,9	23,4
Total des impôts sur le résultat	38,8 \$	24,2 \$

Le tableau suivant présente les composantes de l'actif et du passif d'impôt sur le résultat différé :

	Au 31 octobre 2014		Au 31 octobre 2013 retraité (note 3)	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Report de pertes	65,1 \$	— \$	55,6 \$	— \$
Stocks	—	10,1	—	10,5
Immobilisations corporelles	—	42,6	—	48,7
Immobilisations incorporelles et goodwill	—	23,7	—	13,0
Autres éléments d'actif	13,7	—	13,8	—
Revenus reportés	73,2	—	71,9	—
Dette à long terme	—	6,0	—	8,6
Provisions	6,7	—	19,4	—
Provision transitoire des sociétés de personnes	—	7,9	—	9,2
Régimes à prestations définies	—	0,9	9,9	—
	158,7	91,2	170,6	90,0
Compensation des actifs et passifs	(6,5)	(6,5)	(22,9)	(22,9)
	152,2 \$	84,7 \$	147,7 \$	67,1 \$

Les pertes reportées incluses dans les actifs d'impôt sur le résultat différé ont une échéance s'étalant de 2016 à 2034.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2014 et 2013

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

10 IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT (SUITE)

La variation des actifs et passifs d'impôt sur le résultat différé durant l'exercice clos le 31 octobre 2014 s'établit comme suit :

	Solde au 1 ^{er} novembre 2013 retraité (note 3)	Comptabilisé aux résultats	Variation du cours de change	Comptabilisé dans les autres éléments du résultat global	Regroupement d'entreprises	Solde au 31 octobre 2014
Report de pertes	55,6 \$	7,9 \$	1,6 \$	— \$	— \$	65,1 \$
Stocks	(10,5)	0,4	—	—	—	(10,1)
Immobilisations corporelles	(48,7)	5,8	0,2	—	0,1	(42,6)
Immobilisations incorporelles et goodwill	(13,0)	(10,3)	0,7	—	(1,1)	(23,7)
Autres éléments d'actif	13,8	(0,1)	—	—	—	13,7
Revenus reportés	71,9	(3,7)	5,0	—	—	73,2
Dette à long terme	(8,6)	2,7	—	(0,1)	—	(6,0)
Provisions	19,4	(14,2)	0,3	—	1,2	6,7
Provision transitoire des sociétés de personnes	(9,2)	1,3	—	—	—	(7,9)
Régimes à prestations définies	9,9	(4,7)	—	(6,1)	—	(0,9)
	80,6 \$	(14,9) \$	7,8 \$	(6,2) \$	0,2 \$	67,5 \$

La variation des actifs et passifs d'impôt sur le résultat différé durant l'exercice clos le 31 octobre 2013 s'établit comme suit :

	Solde au 1 ^{er} novembre 2012 (note 3)	Comptabilisé aux résultats	Variation du cours de change	Comptabilisé dans les autres éléments du résultat global	Regroupement d'entreprises	Solde au 31 octobre 2013 retraité (note 3)
Report de pertes	125,7 \$	(74,6) \$	1,4 \$	— \$	3,1 \$	55,6 \$
Stocks	(7,7)	(0,4)	—	—	(2,4)	(10,5)
Immobilisations corporelles	(63,2)	13,3	0,2	—	1,0	(48,7)
Immobilisations incorporelles et goodwill	(22,7)	10,5	0,6	—	(1,4)	(13,0)
Autres éléments d'actif	14,0	(0,5)	0,3	—	—	13,8
Revenus reportés	—	70,8	1,1	—	—	71,9
Dette à long terme	(14,3)	5,2	0,1	0,4	—	(8,6)
Provisions	67,9	(50,1)	1,3	—	0,3	19,4
Provision transitoire des sociétés de personnes	(13,0)	3,8	—	—	—	(9,2)
Régimes à prestations définies	37,8	(1,9)	—	(26,0)	—	9,9
Autres	(0,5)	0,5	—	—	—	—
	124,0 \$	(23,4) \$	5,0 \$	(25,6) \$	0,6 \$	80,6 \$

La Société dispose de pertes en capital de 113,8 millions de dollars qui peuvent être reportées indéfiniment et pour lesquelles les avantages pouvant en découler n'ont pas été comptabilisés. De plus, la Société dispose de pertes reportées aux États-Unis, et considérant qu'il est improbable qu'un bénéfice imposable futur suffisant sera disponible, la Société n'a pas constaté d'actif d'impôt sur le résultat différé totalisant 51,5 millions de dollars relativement à ces pertes. Les pertes rattachées à cet actif non constaté expirent entre 2015 et 2034.

Au 31 octobre 2014, aucun passif d'impôt sur le résultat différé n'a été constaté relativement aux différences temporaires découlant de placements dans des filiales puisque la Société contrôle les décisions relativement à la réalisation de ces passifs et qu'il est probable que les différences temporaires ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2014 et 2013

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

11 DÉBITEURS

Les composantes des débiteurs se détaillent comme suit :

	Au 31 octobre 2014	Au 31 octobre 2013 retraité (note 3)
Comptes clients	390,4 \$	400,9 \$
Provisions pour créances douteuses	(7,3)	(9,6)
Autres débiteurs	32,0	27,9
	415,1 \$	419,2 \$

12 STOCKS

Les composantes des stocks se détaillent comme suit :

	Au 31 octobre 2014	Au 31 octobre 2013
Matières premières	51,7 \$	44,5 \$
Travaux en cours et produits finis	48,3	44,1
Provision pour désuétude	(5,8)	(6,6)
	94,2 \$	82,0 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2014 et 2013

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

13 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les tableaux suivants présentent l'évolution des immobilisations corporelles pour les exercices clos les 31 octobre :

2014	Terrains	Bâtiments	Améliorations locatives	Matériel de production	Matériel de production loué (contrats de location- financement)	Autres équipements	Constructions en cours et dépôts sur équipements	Total
Coût								
Solde au début de l'exercice	44,4 \$	224,8 \$	42,7 \$	1 121,9 \$	8,9 \$	108,8 \$	19,7 \$	1 571,2 \$
Acquisitions	—	1,3	4,5	7,0	—	2,6	20,5	35,9
Mises en service	—	2,7	1,2	16,6	—	4,6	(25,1)	—
Regroupements d'entreprises	0,5	7,2	0,3	7,1	—	0,6	—	15,7
Cessions d'entreprises	—	—	(0,5)	(15,7)	(1,2)	(1,4)	—	(18,8)
Dispositions et élimination du coût des actifs entièrement amortis	—	(0,9)	—	(12,8)	—	—	—	(13,7)
Variation du cours de change et autres	1,7	3,4	1,8	8,1	4,4	1,4	—	20,8
Solde au 31 octobre 2014	46,6 \$	238,5 \$	50,0 \$	1 132,2 \$	12,1 \$	116,6 \$	15,1 \$	1 611,1 \$
Cumul de l'amortissement et des dépréciations								
Solde au début de l'exercice	— \$	(111,1) \$	(15,4) \$	(754,4) \$	(6,5) \$	(87,8) \$	— \$	(975,2) \$
Amortissement	—	(8,3)	(4,1)	(59,7)	(0,8)	(9,7)	—	(82,6)
Cessions d'entreprises	—	—	0,4	14,6	0,6	1,2	—	16,8
Dispositions et élimination du coût des actifs entièrement amortis	—	0,6	—	11,9	—	—	—	12,5
Dépréciations	—	—	(0,2)	(2,3)	—	(0,1)	—	(2,6)
Variation du cours de change et autres	—	(1,2)	(1,7)	(3,1)	(4,5)	(3,6)	—	(14,1)
Solde au 31 octobre 2014	— \$	(120,0) \$	(21,0) \$	(793,0) \$	(11,2) \$	(100,0) \$	— \$	(1 045,2) \$
Valeur comptable nette	46,6 \$	118,5 \$	29,0 \$	339,2 \$	0,9 \$	16,6 \$	15,1 \$	565,9 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2014 et 2013

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

13 IMMOBILISATIONS CORPORELLES (SUITE)

2013 (retraité, note 3)	Terrains	Bâtiments	Améliorations locatives	Matériel de production	Matériel de production loué (contrats de location- financement)	Autres équipements	Constructions en cours et dépôts sur équipements	Total
Coût								
Solde au début de l'exercice	43,6 \$	225,8 \$	48,5 \$	1 138,7 \$	8,9 \$	159,2 \$	20,0 \$	1 644,7 \$
Acquisitions	—	1,0	7,9	10,3	—	3,6	20,8	43,6
Mises en service	—	2,1	0,5	12,7	—	5,5	(20,8)	—
Regroupements d'entreprises	—	—	—	—	—	0,1	—	0,1
Dispositions et élimination du coût des actifs entièrement amortis	(0,5)	(5,9)	(14,1)	(44,6)	—	(60,1)	—	(125,2)
Variation du cours de change et autres	1,3	1,8	(0,1)	4,8	—	0,5	(0,3)	8,0
Solde au 31 octobre 2013	44,4 \$	224,8 \$	42,7 \$	1 121,9 \$	8,9 \$	108,8 \$	19,7 \$	1 571,2 \$
Cumul de l'amortissement et des dépréciations								
Solde au début de l'exercice	— \$	(104,4) \$	(24,2) \$	(724,7) \$	(5,8) \$	(134,9) \$	— \$	(994,0) \$
Amortissement	—	(8,0)	(4,1)	(63,8)	(0,8)	(12,5)	—	(89,2)
Dispositions et élimination du coût des actifs entièrement amortis	—	2,5	13,7	42,9	—	60,1	—	119,2
Dépréciations	—	(0,5)	(1,0)	(7,0)	—	(0,4)	—	(8,9)
Variation du cours de change et autres	—	(0,7)	0,2	(1,8)	0,1	(0,1)	—	(2,3)
Solde au 31 octobre 2013	— \$	(111,1) \$	(15,4) \$	(754,4) \$	(6,5) \$	(87,8) \$	— \$	(975,2) \$
Valeur comptable nette	44,4 \$	113,7 \$	27,3 \$	367,5 \$	2,4 \$	21,0 \$	19,7 \$	596,0 \$

Coûts d'emprunt capitalisés aux immobilisations corporelles

Pour les exercices clos les 31 octobre 2014 et 2013, des montants négligeables ont été capitalisés aux immobilisations corporelles à titre de coûts d'emprunt.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2014 et 2013

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

14 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les tableaux suivants présentent l'évolution des immobilisations incorporelles pour les exercices clos les 31 octobre :

	Durée d'utilité déterminée					Durée d'utilité indéterminée		Total
	Relations d'affaires	Coût de prépublication d'ouvrages	Titres d'ouvrages pédagogiques	Ententes de non-concurrence	Coûts liés à des projets en technologie	Contrats d'impression acquis et autres	Noms commerciaux	
2014								
Coût								
Solde au début de l'exercice	52,0 \$	98,2 \$	12,6 \$	10,4 \$	47,8 \$	13,3 \$	128,3 \$	362,6 \$
Ajouts (générés en interne)	—	14,5	—	—	11,8	—	—	26,3
Regroupements d'entreprises	69,3	—	—	—	—	—	5,8	75,1
Élimination du coût des actifs entièrement amortis	—	—	—	—	(6,4)	—	—	(6,4)
Variation du cours de change et autres	1,2	—	—	—	2,3	(1,6)	—	1,9
Solde au 31 octobre 2014	122,5 \$	112,7 \$	12,6 \$	10,4 \$	55,5 \$	11,7 \$	134,1 \$	459,5 \$
Cumul de l'amortissement et des dépréciations								
Solde au début de l'exercice	(15,1) \$	(66,9) \$	(5,8) \$	(3,8) \$	(25,8) \$	(9,0) \$	(42,1) \$	(168,5) \$
Amortissement	(8,0)	(11,3)	(1,8)	(1,8)	(7,9)	(0,9)	—	(31,7)
Élimination du cumul de l'amortissement et des dépréciations des actifs entièrement amortis	—	—	—	—	6,4	—	—	6,4
Dépréciations	—	—	—	—	(0,9)	—	(12,1)	(13,0)
Variation du cours de change et autres	0,1	—	—	—	(0,1)	0,2	—	0,2
Solde au 31 octobre 2014	(23,0) \$	(78,2) \$	(7,6) \$	(5,6) \$	(28,3) \$	(9,7) \$	(54,2) \$	(206,6) \$
Valeur comptable nette	99,5 \$	34,5 \$	5,0 \$	4,8 \$	27,2 \$	2,0 \$	79,9 \$	252,9 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2014 et 2013

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

14 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (SUITE)

	Durée d'utilité déterminée					Durée d'utilité indéterminée		Total
	Relations d'affaires	Coût de prépublication d'ouvrages	Titres d'ouvrages pédagogiques	Ententes de non-concurrence	Coûts liés à des projets en technologie	Contrats d'impression acquis et autres	Noms commerciaux	
2013 (retraité, note 3)								
Coût								
Solde au début de l'exercice	48,4 \$	82,1 \$	4,5 \$	6,9 \$	38,4 \$	11,6 \$	126,2 \$	318,1 \$
Ajouts (générés en interne)	—	12,3	—	—	14,5	—	—	26,8
Regroupements d'entreprises	3,6	3,4	8,1	3,5	—	1,8	2,1	22,5
Élimination du coût des actifs entièrement amortis	—	—	—	—	(4,7)	—	—	(4,7)
Variation du cours de change et autres	—	0,4	—	—	(0,4)	(0,1)	—	(0,1)
Solde au 31 octobre 2013	52,0 \$	98,2 \$	12,6 \$	10,4 \$	47,8 \$	13,3 \$	128,3 \$	362,6 \$
Cumul de l'amortissement et des dépréciations								
Solde au début de l'exercice	(10,9) \$	(57,3) \$	(4,5) \$	(1,7) \$	(22,3) \$	(7,9) \$	(42,1) \$	(146,7) \$
Amortissement	(4,2)	(9,6)	(1,3)	(2,1)	(7,1)	(1,1)	—	(25,4)
Élimination du cumul de l'amortissement et des dépréciations des actifs entièrement amortis	—	—	—	—	4,7	—	—	4,7
Dépréciations	—	—	—	—	(1,1)	—	—	(1,1)
Solde au 31 octobre 2013	(15,1) \$	(66,9) \$	(5,8) \$	(3,8) \$	(25,8) \$	(9,0) \$	(42,1) \$	(168,5) \$
Valeur comptable nette	36,9 \$	31,3 \$	6,8 \$	6,6 \$	22,0 \$	4,3 \$	86,2 \$	194,1 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2014 et 2013

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

15 GOODWILL

Le tableau suivant présente l'évolution du goodwill pour les exercices clos les 31 octobre :

	2014	2013 retraité (note 3)
Coût		
Solde au début de l'exercice	994,2 \$	996,0 \$
Regroupements d'entreprises (note 4)	124,7	(0,6)
Disposition d'entreprise	—	(1,2)
Variation du cours de change	1,4	—
Solde à la fin de l'exercice	1 120,3 \$	994,2 \$
Dépréciations cumulées		
Solde au début de l'exercice	(670,2) \$	(510,7) \$
Disposition d'entreprise	—	0,5
Dépréciations (note 7)	(30,6)	(160,0)
Solde à la fin de l'exercice	(700,8) \$	(670,2) \$
Valeur comptable nette		
Au début de l'exercice	324,0 \$	485,3 \$
À la fin de l'exercice	419,5 \$	324,0 \$

La valeur comptable du goodwill est répartie entre les groupes d'UGT de la façon suivante :

	Au 31 octobre 2014	Au 31 octobre 2013 retraité (note 3)
Secteurs opérationnels		
Secteur de l'impression et de l'emballage		
Groupe des magazines, des livres et des catalogues	65,4 \$	65,4 \$
Groupe des journaux et du détail	96,8	61,0
Groupe des emballages souples	66,0	—
	228,2	126,4
Secteur des médias		
Groupe des solutions d'affaires et aux consommateurs	32,8	32,8
Groupe des solutions aux communautés locales	116,2	91,9
Groupe d'édition de livres	19,5	50,1
Groupe des solutions de contenu	12,7	12,7
Groupe des solutions numériques	10,1	10,1
	191,3	197,6
	419,5 \$	324,0 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2014 et 2013

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

16 COENTREPRISES

Le tableau suivant présente les coentreprises de la Société :

Coentreprises	Participation	Provinces où sont exercées les activités	Principale activité
Secteur des médias			
Publications Senior inc.	50,00 %	Québec	Édition de magazines
Atlantic Free Daily Newspapers Inc.	33,33	Nouveau-Brunswick	Édition de journaux
Cedrom-SNI inc.	50,00	Québec	Surveillance des médias et gestion du contenu

Le tableau suivant présente un sommaire de l'information financière relative aux coentreprises de la Société :

	Au 31 octobre 2014	Au 31 octobre 2013
Actif	19,3 \$	19,6 \$
Passif	15,8	17,9
Total de l'actif net	3,5	1,7
Quote-part de l'actif net des coentreprises	1,7 \$	0,8 \$
	2014	2013
Revenus	34,0 \$	32,7 \$
Charges	32,0	30,9
Résultat net	2,0	1,8
Quote-part du résultat net dans des coentreprises	1,0 \$	0,9 \$

17 AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF

Les composantes des autres éléments d'actif se détaillent comme suit :

	Au 31 octobre 2014	Au 31 octobre 2013
Coûts d'acquisition de contrat	18,4 \$	18,4 \$
Actif au titre des régimes à prestations définies (note 28)	38,6	9,3
Autres	4,1	6,9
	61,1 \$	34,6 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2014 et 2013

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

18 CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER

Les composantes des créditeurs et charges à payer se détaillent comme suit :

	Au 31 octobre 2014	Au 31 octobre 2013 retraité (note 3)
Comptes fournisseurs et autres frais courus	132,8 \$	130,3 \$
Salaires et autres avantages à payer	88,7	85,3
Rémunération à base d'actions (note 24)	16,8	15,0
Taxes à payer	12,5	15,9
Juste valeur des instruments financiers dérivés	2,6	3,1
Frais financiers à payer	7,6	3,7
Autres	40,8	19,5
	301,8 \$	272,8 \$

19 DETTE À LONG TERME

La dette à long terme se détaille comme suit :

	Taux d'intérêt effectif au 31 octobre 2014	Échéances	Au 31 octobre 2014	Au 31 octobre 2013
Billets de premier rang				
Série 2002 A - 5,73 % (50,0 \$US)	5,83 %	2015	56,2 \$	52,3 \$
Série 2004 C - LIBOR + 0,80 % (15,0 \$US)	—	—	—	15,7
Série 2004 D - LIBOR + 0,90 % (10,0 \$US)	1,19 %	2016	11,2	10,5
Billets non garantis de premier rang - 3,897 %	4,03 %	2019	250,0	—
Obligations en vertu de contrats de location-financement	—	—	—	1,9
Facilité de crédit en dollars canadiens	4,16 %	2020	14,0	137,0
Facilité de crédit en dollars américains (30,0 \$US)	2,30 %	2020	33,7	—
Débetures - Fonds de solidarité FTQ				
Série 1 - 5,58 %	5,63 %	2019	50,0	50,0
Série 2 - 4,011 %	4,05 %	2020	50,0	50,0
Prêt à terme - EURIBOR + 1,60 % (2014 - 9,8 euros; 2013 - 19,7 euros)	5,33 %	2015	14,0	28,4
Autres emprunts à des taux nominaux nuls	5,73 %	2017	0,6	3,7
			479,7	349,5
Frais d'émission de la dette à long terme, au coût amorti			2,9	2,3
Total de la dette à long terme			476,8	347,2
Portion courante de la dette à long terme ⁽¹⁾			118,1	218,3
			358,7 \$	128,9 \$

⁽¹⁾ La portion courante de la dette à long terme au 31 octobre 2014 comprend principalement les facilités de crédit en dollars canadiens et américains, les billets de premier rang Série 2002 A et le prêt à terme en euros.

Les billets de premier rang Série 2002 A sont rachetables à la plus élevée de la valeur au pair ou de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs, si le rachat a lieu avant l'échéance prévue, en utilisant un taux d'intérêt fondé sur le rendement des titres du Trésor américain ayant une échéance semblable. Les billets de premier rang Série 2004 D sont rachetables à leur valeur nominale. Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2014, la Société a remboursé les billets de premier rang Série 2004 C, qui sont venus à échéance le 1^{er} mars 2014.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2014 et 2013

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

19 DETTE À LONG TERME (SUITE)

Le 8 mai 2014, la Société a conclu un accord de financement privé d'un montant de 250,0 millions de dollars en billets non garantis de premier rang portant intérêt au taux de 3,897 %, payable en versements semestriels égaux, et échéant en 2019. Les billets sont des obligations non garanties directes de la Société et elles occupent un rang égal à toutes les autres dettes non garanties et non subordonnées de la Société.

La Société dispose d'une facilité de crédit au montant de 400,0 millions de dollars ou l'équivalent en dollars américains, qui vient à échéance en février 2020. Le taux d'intérêt applicable au crédit à terme rotatif est basé sur la cote de crédit accordée par Standard & Poor's et DBRS. Selon la cote de crédit actuelle, il s'agit soit du taux de base bancaire, du taux des acceptations bancaires ou du LIBOR, majorés de 1,675 %, ou alors du taux préférentiel du Canada ou du taux préférentiel des États-Unis, majorés de 0,675 %.

Le financement de 100,0 millions de dollars consenti par le Fonds de solidarité FTQ est composé de deux débetures de 50,0 millions chacune. Le 6 février 2014, la Société a amendé les termes de sa débenture non garantie Série 2 au montant de 50,0 millions de dollars du Fonds de solidarité FTQ, venue à échéance. L'échéance de la débenture est maintenant le 6 février 2020, porte intérêt au taux de 4,011 % payable en versements semestriels égaux. La débenture non garantie Série 1 porte intérêt au taux de 5,58 %, payable aux six mois, et échéant en 2019. En cas de changement de contrôle de la Société, les modalités de ce financement prévoient que le capital et l'intérêt couru peuvent être exigibles.

Le financement de 9,8 millions d'euros (14,0 millions de dollars) d'une banque européenne, porte intérêt au taux EURIBOR majoré de 1,60 %. Il est remboursable en versements égaux de capital plus les intérêts, aux six mois jusqu'en juillet 2015. Le 1^{er} décembre 2009, la Société a mis en place un contrat d'échange de taux d'intérêt interdevises, échéant en juillet 2015, afin de fixer le taux de change à 1,5761 et convertir le taux d'intérêt au taux des acceptations bancaires majoré de 3,36 %.

Le 11 avril 2014, la Société a conclu des ententes relatives à deux facilités de lettres de crédit renouvelables et non garanties, au montant de 15,0 millions de dollars chacune, qui viennent à échéance le 11 avril 2015. Les frais annuels applicables à la portion émise sur ces facilités de lettres de crédit sont de 1,00 %. Au 31 octobre 2014, des lettres de crédit au montant de 12,1 millions de dollars avaient été émises à même ces facilités, en garantie des cotisations non versées au titre de l'insuffisance de capitalisation des régimes à prestations définies de la Société.

Au 31 octobre 2014, des lettres de crédit aux montants de 0,5 million de dollars canadiens et 1,2 million de dollars américains avaient été émises à même la facilité de crédit, en plus du montant présenté au tableau de la page précédente.

La Société est soumise à certaines clause restrictives, y compris le maintien de certains ratios financiers. Au cours des exercices clos les 31 octobre 2014 et 2013, la Société n'a été en défaut à l'égard d'aucune de ses obligations financières.

Les versements de capital requis par la Société au cours des prochains exercices sont les suivants :

	Versements de capital
2015	118,1 \$
2016	11,5
2017	0,1
2018	—
2019	300,0
2020 et suivants	50,0
	479,7 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2014 et 2013

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

20 PROVISIONS

Le tableau suivant présente l'évolution des provisions pour l'exercice clos le 31 octobre 2014 :

	Frais de restructuration	Contrats déficitaires	Régimes de retraite multi- employeurs	Autres	Total
Solde au début de l'exercice	5,4 \$	10,6 \$	32,6 \$	1,9 \$	50,5 \$
Provisions enregistrées	30,6	3,8	—	0,6	35,0
Montants utilisés	(19,7)	(3,8)	—	(0,4)	(23,9)
Provisions renversées	(0,8)	(0,4)	(10,0)	(0,4)	(11,6)
Autres	—	0,3	—	—	0,3
Solde au 31 octobre 2014	15,5 \$	10,5 \$	22,6 \$	1,7 \$	50,3 \$
Portion courante	15,5	3,5	—	1,0	20,0
Portion non courante	—	7,0	22,6	0,7	30,3
	15,5 \$	10,5 \$	22,6 \$	1,7 \$	50,3 \$

Frais de restructuration

La Société procède actuellement à des mesures de rationalisation dans ses secteurs opérationnels. Dans les activités d'impression, ces mesures visent principalement à faire face à un excédent de capacité de production dans certaines usines spécialisées à la suite de l'intégration des activités de Quad/Graphics Canada, inc., et en raison de changements structurels importants dans l'industrie de l'impression. Dans le secteur des médias, ces mesures découlent principalement d'initiatives de réduction des coûts, à la suite de l'intégration des journaux hebdomadaires de Corporation Sun Média.

Contrats déficitaires

Les provisions pour contrats déficitaires sont majoritairement rattachées à des contrats de location simple pour des espaces inutilisés par la Société à la suite de mesures de rationalisation, et correspondent à la valeur actualisée des charges de location futures que la Société devra déboursier en vertu des contrats qui ne peuvent être annulés, déduction faite des revenus de sous-location estimatifs futurs qui devraient être tirés de ces contrats. L'échéance de ces contrats varie de 1 à 5 ans.

Régimes de retraite multi-employeurs

La Société participe à des régimes de retraite multi-employeurs qui sont comptabilisés à titre de régimes à cotisations définies. La Société ne dispose pas de toutes les informations pour être en mesure de comptabiliser ces régimes comme des régimes à prestations définies, mais elle dispose d'informations suffisantes pour constater cette obligation à titre de provision. Les provisions pour régimes multi-employeurs sont établies selon le meilleur estimé, en se basant, entre autres, sur les données des évaluations actuarielles les plus récentes. Il n'existe aucun accord contractuel qui détermine de quelle façon le déficit des régimes sera financé par chacun des participants ainsi que leur part respective. Ces éléments font présentement l'objet de discussions et le montant qui fera l'objet d'une entente pourrait différer de la provision constatée aux états financiers consolidés de la Société. Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2014, la Société a réduit la provision d'un montant de 10,0 millions de dollars, fondé sur les plus récentes estimations actuarielles.

Autres

Les autres provisions comprennent les provisions pour obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, les provisions relatives aux réclamations et aux litiges et diverses autres obligations.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2014 et 2013

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

21 AUTRES ÉLÉMENTS DU PASSIF

Les composantes des autres éléments du passif se détaillent comme suit :

	Au 31 octobre 2014	Au 31 octobre 2013 retraité (note 3)
Revenus reportés ⁽¹⁾	163,6 \$	164,1 \$
Charges à payer et autres passifs	17,6	24,6
Passif au titre des régimes à prestations définies (note 28)	47,5	45,2
Juste valeur des instruments financiers dérivés	0,1	1,7
	228,8 \$	235,6 \$

⁽¹⁾ Le 17 février 2014, la Société a annoncé la renégociation de son entente avec Gesca Ltée visant l'impression du journal *La Presse*. La Société a reçu un paiement unique de 31,0 millions de dollars pour compenser les réductions de prix sur les services futurs et la flexibilité accrue accordées à Gesca Ltée sur la durée restante de l'entente. Le montant reçu a été comptabilisé à titre de revenus reportés et sera viré aux revenus sur la durée restante de l'entente.

22 CAPITAL SOCIAL

Actions à droit de vote subalterne catégorie A :	actions à droit de vote subalterne sans valeur nominale, autorisées en nombre illimité, comportant un vote par action, participantes;
Actions catégorie B :	actions à droit de vote sans valeur nominale, autorisées en nombre illimité, comportant 20 votes par action, convertibles en actions à droit de vote subalterne catégorie A, participantes;
Actions privilégiées :	actions privilégiées et de premier rang et de second rang pouvant être émises en série en nombre limité par les statuts de la Société, ne comportant aucun droit de vote, sauf si tel qu'il est prévu par la loi ou par les statuts de la Société, donnant droit à des dividendes préférentiels et cumulatifs.

Le tableau suivant présente l'évolution du capital social de la Société pour les exercices clos les 31 octobre :

	2014		2013	
	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant
Actions participantes				
Actions à droit de vote subalterne catégorie A				
Solde au début de l'exercice	63 188 951	345,9 \$	64 056 651	350,6 \$
Conversion d'actions catégorie B en actions à droit de vote subalterne catégorie A	400	—	172 800	0,2
Actions participantes rachetées et annulées	—	—	(1 161 600)	(6,4)
Levée d'options d'achat d'actions	—	—	121 100	1,5
Solde à la fin de l'exercice	63 189 351	345,9	63 188 951	345,9
Actions catégorie B				
Solde au début de l'exercice	14 832 816	20,1	15 005 616	20,3
Conversion d'actions catégorie B en actions à droit de vote subalterne catégorie A	(400)	—	(172 800)	(0,2)
Solde à la fin de l'exercice	14 832 416	20,1	14 832 816	20,1
	78 021 767	366,0 \$	78 021 767	366,0 \$
Actions privilégiées				
Actions privilégiées de premier rang à taux rajusté et à dividende cumulatif, série D				
Solde au début de l'exercice	4 000 000	96,8 \$	4 000 000	96,8 \$
Actions privilégiées rachetées et annulées	(4 000 000)	(96,8)	—	—
Solde à la fin de l'exercice	—	— \$	4 000 000	96,8 \$
		366,0 \$		462,8 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2014 et 2013

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

22 CAPITAL SOCIAL (SUITE)

Rachat des actions privilégiées

Le 15 octobre 2014, la Société a exercé son droit de racheter la totalité de ses 4 000 000 d'actions privilégiées de premier rang à taux rajusté et à dividende cumulatif, série D, à un prix par action de 25,00 \$, pour une contrepartie en espèces de 100,0 millions de dollars. L'excédent de la contrepartie payée sur la valeur comptable des actions, au montant de 3,2 millions de dollars, a été comptabilisé en réduction des résultats non distribués.

Rachat d'actions participantes

La Société a été autorisée à racheter sur le marché libre, pour annulation, ou sous réserve des autorisations des autorités en matière de valeurs mobilières, en vertu d'ententes de gré à gré, entre le 15 avril 2014 et le 14 avril 2015, ou une date antérieure si l'offre est complétée ou résiliée par la Société, jusqu'à concurrence de 4 742 369 actions à droit de vote subalterne catégorie A, représentant 7,5 % de ses 63 188 951 actions à droit de vote subalterne catégorie A émises et en circulation au 2 avril 2014, et jusqu'à concurrence de 741 640 actions catégorie B, représentant 5,0 % de ses 14 832 816 actions catégorie B émises et en circulation au 2 avril 2014. Les rachats sont faits dans le cours normal des activités au prix du marché par l'entremise de la Bourse de Toronto.

La Société a été autorisée à racheter sur le marché libre, pour annulation ou, sous réserve des autorisations des autorités en matière de valeurs mobilières, en vertu d'ententes de gré à gré, entre le 15 avril 2013 et le 14 avril 2014, ou une date antérieure si l'offre est complétée ou résiliée par la Société, jusqu'à concurrence de 3 906 520 actions à droit de vote subalterne catégorie A, représentant 6,2 % de ses 63 051 851 actions à droit de vote subalterne catégorie A émises et en circulation au 2 avril 2013, et jusqu'à concurrence de 742 440 actions catégorie B, représentant 5,0% de ses 14 848 816 actions catégorie B émises et en circulation au 2 avril 2013. Les rachats sont faits dans le cours normal des activités au prix du marché par l'entremise de la Bourse de Toronto.

La Société a été autorisée à racheter sur le marché libre, pour annulation, entre le 13 avril 2012 et le 12 avril 2013, jusqu'à concurrence de 3 295 096 actions à droit de vote subalterne catégorie A, représentant 5,0 % de ses 65 901 932 actions à droit de vote subalterne catégorie A émises et en circulation au 2 avril 2012, et jusqu'à concurrence de 757 561 actions catégorie B, représentant 5,0 % de ses 15 151 235 actions catégorie B émises et en circulation au 2 avril 2012. Les rachats ont été faits dans le cours normal des activités au prix du marché par l'entremise de la Bourse de Toronto.

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2014, la Société n'a effectué aucun rachat de ses actions à droit de vote subalterne catégorie A et de ses actions catégorie B, et n'avait aucune obligation de les racheter à cette date.

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2013, la Société a racheté 1 161 600 de ses actions à droit de vote subalterne catégorie A à un prix moyen pondéré de 9,98 \$, pour une contrepartie totale en espèces de 11,6 millions de dollars. L'excédent de la contrepartie totale payée sur la valeur comptable des actions, au montant de 5,2 millions de dollars, a été comptabilisé en réduction des résultats non distribués. Au cours de la même période, la Société a également déboursé un montant de 0,5 million de dollars, qui était inclus dans les créditeurs et charges à payer au 31 octobre 2012, pour des actions qui avaient été rachetées avant le 31 octobre 2012, mais qui étaient toujours détenues par la Société à cette date. La Société n'avait aucune obligation de racheter ses actions à droit de vote subalterne catégorie A au 31 octobre 2013. Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2013, la Société n'a effectué aucun rachat de ses actions catégorie B et n'avait aucune obligation à ce titre à cette date.

Levée des options d'achat d'actions

Lorsque les dirigeants et cadres supérieurs lèvent leurs options d'achat d'actions, la contrepartie versée par ceux-ci est portée au crédit du capital social et le montant crédité antérieurement au surplus d'apport est également viré au capital social. Pour l'exercice clos le 31 octobre 2014, il n'y a eu aucune levée d'options d'achat d'actions. Pour l'exercice clos le 31 octobre 2013, la contrepartie reçue a été de 1,2 million de dollars, et un montant de 0,3 million a été transféré du surplus d'apport au capital social.

Dividendes

Des dividendes de 0,63 \$ et 0,58 \$ par action ont été déclarés et versés aux détenteurs d'actions participantes pour les exercices clos les 31 octobre 2014 et 2013, respectivement. Des dividendes de 1,69 \$ par action ont été déclarés et versés aux détenteurs d'actions privilégiées pour les exercices clos les 31 octobre 2014 et 2013.

Le 12 mars 2013, le conseil d'administration de la Société a déclaré un dividende spécial de 1,00 \$ par action, totalisant 77,9 millions de dollars, sur les actions à droit de vote subalterne catégorie A et sur les actions catégorie B. Ce dividende a été versé le 26 avril 2013 aux détenteurs d'actions inscrits au registre de la Société à la fermeture des bureaux le 5 avril 2013.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2014 et 2013

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

23 RÉSULTAT NET PAR ACTION PARTICIPANTE

Le tableau suivant présente un rapprochement des composantes utilisées dans le calcul du résultat net de base et dilué par action participante pour les exercices clos les 31 octobre :

	2014	2013 retraité (note 3)
Numérateur		
Résultat net	112,5 \$	(16,2) \$
Participations ne donnant pas le contrôle	(0,6)	(0,4)
Dividendes sur actions privilégiées, déduction faite des impôts y afférents	(6,8)	(6,8)
Résultat net attribuable aux actions participantes	105,1 \$	(23,4) \$
Dénominateur (en millions)		
Nombre moyen pondéré d'actions participantes en circulation - de base	78,0	78,0
Effet dilutif des options d'achat d'actions	0,2	—
Nombre moyen pondéré d'actions participantes - dilué	78,2	78,0

Au 31 octobre 2014, 319 044 options sont considérées anti-dilutives dans le calcul du résultat net dilué par action participante, leurs prix d'exercice étant supérieurs à la moyenne des cours des actions à droit de vote subalterne catégorie A de la période. Au 31 octobre 2013, 1 354 076 options étaient considérées anti-dilutives dans le calcul du résultat net dilué par action participante, soit la totalité des options émises et en cours à cette date étant donné la situation de perte pour l'exercice. Par conséquent, ces options ont été exclues du calcul du résultat net dilué par action participante pour ces exercices.

24 RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS

Régime d'options d'achat d'actions

La Société a un régime d'options d'achat d'actions à l'intention de certains dirigeants et cadres supérieurs. Le nombre d'actions à droit de vote subalterne catégorie A autorisées pour émission et le solde des actions pouvant être émises en vertu de ce régime en date du 31 octobre 2014 est de 6 078 562 et 4 401 928 respectivement. Selon le régime, les options d'achat d'actions peuvent être levées à raison d'une option pour une action à droit de vote subalterne catégorie A. Le prix de levée de chaque option est égal au cours moyen pondéré de toutes les transactions pour les cinq jours qui précèdent immédiatement la date d'attribution des options. La Société a décidé de cesser d'octroyer des options d'achat d'actions à compter de l'exercice clos le 31 octobre 2014.

Pour les exercices clos les 31 octobre 2014 et 2013, des charges de rémunération au titre du régime d'options d'achat d'actions de 0,5 million de dollars et 0,7 million, respectivement, ont été imputées aux états consolidés du résultat et ont augmenté le surplus d'apport inclus dans les capitaux propres.

Le tableau suivant présente l'évolution de la situation du régime pour les exercices clos les 31 octobre :

	2014		2013	
	Nombre d'options	Moyenne pondérée des prix de levée	Nombre d'options	Moyenne pondérée des prix de levée
Options en cours au début de l'exercice	1 354 076	14,44 \$	1 432 616	16,11 \$
Attribuées	—	—	386 940	11,33
Levées	—	—	(121 100)	9,64
Annulées	(15 100)	15,66	—	—
Expirées	(178 680)	21,56	(344 380)	19,57
Options en cours à la fin de l'exercice	1 160 296	13,33 \$	1 354 076	14,44 \$

Au 31 octobre 2014, le solde des options d'achat d'actions disponible pour attributions futures en vertu du régime était de 3 241 632.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2014 et 2013

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

24 RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS (SUITE)

Le tableau suivant résume l'information relative aux options d'achat d'actions au 31 octobre 2014 :

	Options en cours			Options pouvant être levées		
	Fourchette des prix de levée	Nombre d'options	Durée de vie contractuelle résiduelle moyenne pondérée (années)	Moyenne pondérée des prix de levée	Nombre d'options	Moyenne pondérée des prix de levée
	9,64 - 11,33 \$	510 916	4,2	10,89 \$	227 029	10,34 \$
	12,40 - 13,09	330 336	3,5	12,65	225 668	12,77
	15,51 - 22,41	319 044	1,3	17,93	290 265	18,10
		1 160 296	3,2	13,33 \$	742 962	14,11 \$

Régime d'unités d'actions à l'intention de certains dirigeants et cadres supérieurs

La Société offre un régime d'unités d'actions à l'intention de certains dirigeants et cadres supérieurs en vertu duquel des unités d'actions différées (« UAD ») et des unités d'actions restreintes (« UAR ») sont attribuées. Les UAD et les UAR acquises seront versées, au gré de la Société, en espèces ou en actions à droit de vote subalterne catégorie A de la Société achetées sur le marché libre.

Le tableau suivant présente l'évolution de la situation du régime pour les exercices clos les 31 octobre :

Nombre d'unités	2014	2013	2014	2013
	UAD		UAR	
Solde au début de l'exercice	225 051	178 907	713 704	606 597
Unités attribuées	—	—	418 934	321 725
Unités annulées	—	—	(67 520)	(44 404)
Unités payées	(8 228)	(944)	(138 130)	(148 874)
Unités converties	15 016	21 340	(15 016)	(21 340)
Dividendes versés en unités	9 973	25 748	12 655	—
Solde à la fin de l'exercice	241 812	225 051	924 627	713 704

Au 31 octobre 2014, le passif relatif au régime d'unités d'actions à l'intention de certains dirigeants et cadres supérieurs était de 11,2 millions de dollars (9,7 millions au 31 octobre 2013). Les charges enregistrées dans les états consolidés du résultat pour les exercices clos les 31 octobre 2014 et 2013 ont été de 3,9 millions de dollars et 6,3 millions, respectivement. Des montants de 2,4 millions de dollars et 1,5 million ont été payés en vertu de ce régime pour les exercices clos les 31 octobre 2014 et 2013, respectivement.

Régime d'unités d'actions à l'intention des administrateurs

La Société offre un régime d'unités d'actions différées à l'intention de ses administrateurs. En vertu de ce régime, les administrateurs peuvent choisir de recevoir à titre de rémunération une somme en espèces, des unités d'actions différées ou une combinaison des deux.

Le tableau suivant présente l'évolution de la situation du régime pour les exercices clos les 31 octobre :

Nombre d'unités	2014	2013
Solde au début de l'exercice	318 875	247 505
Rémunération des administrateurs	38 059	37 767
Dividendes versés en unités	14 152	33 603
Solde à la fin de l'exercice	371 086	318 875

Au 31 octobre 2014, le passif relatif au régime d'unités d'actions à l'intention des administrateurs était de 5,6 millions de dollars (5,3 millions au 31 octobre 2013). Les charges enregistrées dans les états consolidés du résultat pour les exercices clos les 31 octobre 2014 et 2013 ont été de 0,3 million de dollars et 2,9 millions, respectivement. Aucun montant n'a été payé en vertu de ce régime pour les exercices clos les 31 octobre 2014 et 2013.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2014 et 2013

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

25 CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

	Couverture de flux de trésorerie	Écarts de conversion cumulés	Écarts actuariels des régimes à prestations définies	Cumul des autres éléments du résultat global
Solde au 31 octobre 2013 (retraité, note 3)	(3,7) \$	(1,6) \$	(7,9) \$	(13,2) \$
Variation nette des gains (pertes), déduction faite des impôts sur le résultat	0,4	3,3	16,6	20,3
Solde au 31 octobre 2014	(3,3) \$	1,7 \$	8,7 \$	7,1 \$
Solde au 1^{er} novembre 2012 (note 3)	(3,9) \$	(1,2) \$	(79,3) \$	(84,4) \$
Variation nette des gains (pertes), déduction faite des impôts sur le résultat	0,2	(0,4)	71,4	71,2
Solde au 31 octobre 2013 (retraité, note 3)	(3,7) \$	(1,6) \$	(7,9) \$	(13,2) \$

Au 31 octobre 2014, il est prévu que les montants suivants soient reclassés au résultat net des prochains exercices comme suit :

	2015	2016	2017	2018	2019 et suivants	Total
Pertes sur dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	(1,5) \$	(1,2) \$	(0,9) \$	(0,9) \$	(0,3) \$	(4,8) \$
Impôts sur le résultat	(0,5)	(0,3)	(0,3)	(0,3)	(0,1)	(1,5)
	(1,0) \$	(0,9) \$	(0,6) \$	(0,6) \$	(0,2) \$	(3,3) \$

26 INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

La variation des éléments hors caisse liés aux opérations se résume comme suit pour les exercices clos les 31 octobre :

	2014	2013 retraité (note 3)
Débiteurs	9,0 \$	27,4 \$
Stocks	(2,6)	1,8
Frais payés d'avance	0,4	—
Créditeurs et charges à payer	(2,3)	(64,7)
Provisions	5,9	(10,8)
Revenus reportés et dépôts	(8,0)	169,9
Régimes à prestations définies	(11,7)	(22,5)
	(9,3) \$	101,1 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2014 et 2013

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

27 TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Rémunération des principaux dirigeants

Les principaux dirigeants sont les personnes ayant l'autorité et la responsabilité de la planification, de la direction et du contrôle des activités de la Société, directement ou indirectement, y compris les administrateurs (dirigeants ou non) de la Société. La rémunération gagnée par les principaux dirigeants pour les exercices clos les 31 octobre est présentée ci-dessous :

	2014	2013
Salaires et autres avantages à court terme	10,5 \$	7,4 \$
Avantages postérieurs à l'emploi	0,7	0,5
Rémunération à base d'actions	3,8	8,0
	15,0 \$	15,9 \$

28 AVANTAGES DU PERSONNEL

La Société offre divers régimes contributifs et non contributifs à prestations définies pour des prestations de retraite et d'autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi, des régimes de retraite à cotisations définies et des régimes enregistrés d'épargne collectifs à l'intention des employés de la Société. Depuis le 1^{er} juin 2010, la plupart des employés ne participent qu'aux régimes de retraite à cotisations définies. Pour les régimes à prestations définies, la valeur des prestations est généralement établie selon les années de services et le salaire des employés. La capitalisation des régimes est calculée selon des estimations actuarielles et est soumise aux restrictions découlant des règlements fiscaux et autres règlements pertinents. Les estimations actuarielles effectuées durant l'exercice tiennent compte d'hypothèses relatives aux prévisions salariales jusqu'à la retraite et du taux de rendement présumé à long terme des actifs des régimes. Pour les régimes de retraite à cotisations définies et les régimes enregistrés d'épargne collectifs, la seule obligation de la Société est de remettre la cotisation mensuelle de l'employeur. Certaines obligations de la Société aux termes des régimes à prestations définies sont garanties par des lettres de crédit, émises à même les facilités de crédit de la Société, en garantie des cotisations non versées au titre de l'insuffisance de capitalisation des régimes.

Le conseil d'administration de la Société, à l'aide de son comité de retraite, est responsable de la surveillance et de la gouvernance des régimes de retraite. Le comité de retraite aide le conseil à s'acquitter de ses responsabilités de supervision générales à l'égard des régimes de retraite, notamment en ce qui concerne les décisions de placements, les cotisations aux régimes à prestations définies et la sélection des possibilités de placement des régimes à cotisations définies. Les actifs des régimes de retraite sont détenus en fidéicommis. Les régimes de retraite de la Société sont gérés conformément aux lois canadiennes et provinciales applicables aux régimes de retraite, lesquelles prescrivent des exigences de financement minimal et maximal pour les régimes de retraite à prestations définies.

La politique de financement de la Société consiste à verser des cotisations à ses régimes de retraite en se fondant sur diverses méthodes d'évaluation actuarielle, comme le permettent les organismes de réglementation en matière de régimes de retraite. Les cotisations de la Société à ses régimes de retraite reflètent les plus récentes évaluations actuarielles concernant le rendement sur les placements, les projections salariales et les avantages liés aux services futurs. La capitalisation des régimes de retraite repose sur une évaluation de la solvabilité pour laquelle les hypothèses peuvent différer des hypothèses utilisées à des fins comptables.

Les régimes de retraite à prestations définies et les autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi de la Société exposent celle-ci à certains risques particuliers, notamment le rendement sur les placements, les modifications du taux d'actualisation utilisé pour évaluer l'obligation, le taux de longévité des participants, l'inflation et les coûts de soins de santé.

La Société offre également d'autres régimes d'avantage du personnel à long terme qui prévoient la continuation des prestations pour soins de santé et soins dentaires en cas d'invalidité à long terme.

La Société participe aussi à des régimes de retraite multi-employeurs qui sont comptabilisés à titre de régimes à cotisations définies. Conformément à l'IAS 19 « Avantages du personnel », les régimes multi-employeurs qui comportent des obligations implicites sont comptabilisés comme des régimes à prestations définies lorsque la Société dispose d'informations suffisantes pour établir sa part de l'obligation au titre des prestations définies, sa part des actifs des régimes et des coûts associés aux régimes. La Société ne dispose pas de toutes ces informations pour être en mesure de comptabiliser ces régimes comme des régimes à prestations définies, mais elle dispose d'informations suffisantes pour constater cette obligation à titre de provision à la note 20 « Provisions ».

La juste valeur des actifs des régimes et l'obligation au titre des prestations définies sont mesurées à la date des états financiers consolidés annuels. Les évaluations actuarielles les plus récentes aux fins de capitalisation des régimes de retraite de la Société datent du 31 décembre 2013.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2014 et 2013

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

28 AVANTAGES DU PERSONNEL (SUITE)

Le tableau suivant présente la composition de la juste valeur des actifs des régimes aux 31 octobre :

	2014	2013
Titres de capitaux propres		
Actions canadiennes et étrangères et fonds de placement	105,3 \$	446,5 \$
Titres de créances		
Obligations de gouvernements et d'entreprises et fonds de placement	569,8	247,4
Trésorerie et équivalents de trésorerie	27,0	5,3
Rentes	69,6	—
	771,7 \$	699,2 \$

Au 31 octobre 2014, les actifs des régimes comprenaient des actions de la Société pour un montant de 0,6 million de dollars (0,5 million au 31 octobre 2013).

Tous les titres de capitaux propres, de créances et les rentes sont évalués en fonction des prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques (niveau 1) ou de données autres que les prix visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif et le passif, soit directement (prix) ou indirectement (dérivés des prix) (niveau 2). La stratégie d'appariement des actifs et des passifs de la Société consiste à minimiser le risque, par l'achat de rentes et de titres de créances.

Le tableau suivant présente les variations de l'obligation au titre des régimes à prestations définies et de la juste valeur des actifs des régimes pour les exercices clos les 31 octobre :

	Prestations de retraite		Autres régimes à prestations définies		Total	
	2014	2013	2014	2013	2014	2013
	(retraité, note 3)		(retraité, note 3)		(retraité, note 3)	
Obligation au titre des régimes à prestations définies						
Solde au début de l'exercice	722,1 \$	766,6 \$	13,0 \$	14,7 \$	735,1 \$	781,3 \$
Coût des services rendus	0,2	1,4	7,5	—	7,7	1,4
Coût financier relatif à l'obligation au titre des prestations définies	32,9	33,1	0,6	0,6	33,5	33,7
Écarts actuariels découlant de :						
L'expérience du régime	10,4	1,5	(3,5)	(0,3)	6,9	1,2
Changements dans les hypothèses démographiques	11,9	7,2	0,7	—	12,6	7,2
Changements dans les hypothèses financières	27,1	(34,3)	0,6	(0,8)	27,7	(35,1)
Prestations versées	(38,6)	(38,6)	(1,2)	(0,9)	(39,8)	(39,5)
Cotisations des employés	0,2	0,6	—	—	0,2	0,6
Gain de compression des régimes	(1,0)	(0,4)	—	(0,3)	(1,0)	(0,7)
Effet d'un règlement	(2,4)	(15,2)	—	—	(2,4)	(15,2)
Variation du cours de change et autres	0,1	0,2	—	—	0,1	0,2
Solde à la fin de l'exercice	762,9 \$	722,1 \$	17,7 \$	13,0 \$	780,6 \$	735,1 \$
Juste valeur des actifs des régimes						
Solde au début de l'exercice	699,2 \$	625,6 \$	— \$	— \$	699,2 \$	625,6 \$
Rendement généré par les actifs des régimes	32,2	27,3	—	—	32,2	27,3
Écarts actuariels sur les actifs des régimes	69,9	70,7	—	—	69,9	70,7
Frais d'administration (autres que les coûts de gestion des actifs)	(1,9)	(2,5)	—	—	(1,9)	(2,5)
Prestations versées	(38,6)	(38,6)	(1,2)	(0,9)	(39,8)	(39,5)
Cotisations des employés	0,2	0,6	—	—	0,2	0,6
Cotisations de l'employeur	12,9	34,8	1,2	0,9	14,1	35,7
Effet d'un règlement	(2,5)	(18,8)	—	—	(2,5)	(18,8)
Variation du cours de change et autres	0,3	0,1	—	—	0,3	0,1
Solde à la fin de l'exercice	771,7 \$	699,2 \$	— \$	— \$	771,7 \$	699,2 \$
Surplus (déficit) des régimes	8,8 \$	(22,9) \$	(17,7) \$	(13,0) \$	(8,9) \$	(35,9) \$
Effet du plafond de l'actif	—	—	—	—	—	—
Actif (passif) au titre des régimes à prestations définies	8,8 \$	(22,9) \$	(17,7) \$	(13,0) \$	(8,9) \$	(35,9) \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2014 et 2013

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

28 AVANTAGES DU PERSONNEL (SUITE)

L'actif (le passif) au titre des régimes à prestations définies figurent comme suit aux états financiers consolidés de la situation financière aux 31 octobre :

	2014	2013
Autres éléments d'actif	38,6 \$	9,3 \$
Autres éléments du passif	(47,5)	(45,2)
	(8,9) \$	(35,9) \$

Le tableau suivant présente la situation de capitalisation des régimes à prestations définies aux 31 octobre :

	Prestations de retraite		Autres régimes à prestations définies		Total	
	2014	2013	2014	2013	2014	2013
Juste valeur des actifs des régimes capitalisés ou partiellement capitalisés	771,7 \$	699,2 \$	— \$	— \$	771,7 \$	699,2 \$
Obligation au titre des régimes à prestations définies des régimes capitalisés ou partiellement capitalisés	733,9	694,7	—	—	733,9	694,7
Situation de capitalisation des régimes capitalisés ou partiellement capitalisés - surplus	37,8 \$	4,5 \$	— \$	— \$	37,8 \$	4,5 \$
Obligation au titre des régimes à prestations définies des régimes sans capitalisation	29,0	27,4	17,7	13,0	46,7	40,4
Situation de capitalisation totale - surplus (déficit)	8,8 \$	(22,9) \$	(17,7) \$	(13,0) \$	(8,9) \$	(35,9) \$

La Société prévoit verser des cotisations estimées à un montant de 0,8 million de dollars à ses régimes à prestations définies pour l'exercice se terminant le 31 octobre 2015, considérant qu'elle prévoit utiliser des lettres de crédit à même ses facilités de crédit, en garantie des cotisations non versées au titre de l'insuffisance de capitalisation des régimes à prestations définies. Le montant réel versé pourrait différer de l'estimation, selon les résultats des évaluations actuarielles, le rendement des placements, la volatilité des taux d'actualisation, les exigences réglementaires et d'autres facteurs.

Le tableau suivant présente les principales hypothèses utilisées pour calculer l'obligation au titre des régimes à prestations définies de la Société aux 31 octobre :

	2014	2013
Taux d'actualisation, à la fin de l'exercice	4,30 %	4,70 %
Moyenne pondérée du taux de croissance de la rémunération	3,07	3,05

Au 31 octobre 2014, le taux de croissance du coût des soins de santé relatif aux régimes pour les autres avantages postérieurs à l'emploi était évalué à 7,0 % diminuant graduellement pour s'établir à 4,25 % d'ici 2020, et demeure constant par la suite.

Le tableau suivant présente l'incidence de la variation des principales hypothèses sur l'obligation au titre des prestations définies pour l'exercice clos le 31 octobre 2014 et comporte certaines limites. Les sensibilités de chacune des principales hypothèses ont été calculées sans tenir compte de la modification des autres hypothèses. Les résultats réels pourraient donc entraîner la modification des autres hypothèses simultanément. Toute modification d'un facteur pourrait entraîner une modification d'un autre facteur, ce qui pourrait amplifier ou atténuer l'incidence des variations des principales hypothèses.

Augmentation (diminution)	Obligation au titre des prestations définies
Incidence d'une augmentation de 0,1 % du taux d'actualisation	(10,9) \$
Incidence d'une diminution de 0,1 % du taux d'actualisation	11,4
Incidence d'une augmentation de 1,0 % du taux de croissance du coût des soins de santé	1,0
Incidence d'une diminution de 1,0 % du taux de croissance du coût des soins de santé	(0,8)

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2014 et 2013

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

28 AVANTAGES DU PERSONNEL (SUITE)

Le tableau suivant présente la composition du coût au titre des régimes à prestations définies pour les exercices clos les 31 octobre :

	Prestations de retraite		Autres régimes à prestations définies		Total	
	2014 (retraité, note 3)	2013	2014 (retraité, note 3)	2013	2014 (retraité, note 3)	2013 (retraité, note 3)
Coût des services rendus	0,2 \$	1,4 \$	7,5 \$	— \$	7,7 \$	1,4 \$
Frais d'administration	1,9	2,5	—	—	1,9	2,5
Gain de compression des régimes	(1,0)	(0,4)	—	(0,3)	(1,0)	(0,7)
Effet d'un règlement	0,1	3,6	—	—	0,1	3,6
Coût des régimes comptabilisé dans le résultat net	1,2 \$	7,1 \$	7,5 \$	(0,3) \$	8,7 \$	6,8 \$
Coût financier relatif à l'obligation au titre des régimes à prestations définies	32,9 \$	33,1 \$	0,6 \$	0,6 \$	33,5 \$	33,7 \$
Rendement généré par les actifs des régimes	(32,2)	(27,3)	—	—	(32,2)	(27,3)
Intérêts nets sur le passif au titre des régimes à prestations définies	0,7 \$	5,8 \$	0,6 \$	0,6 \$	1,3 \$	6,4 \$
Coût au titre des régimes à prestations définies	1,9 \$	12,9 \$	8,1 \$	0,3 \$	10,0 \$	13,2 \$

Les coûts au titre des régimes à prestations définies constatés dans les charges opérationnelles aux états consolidés du résultat pour les exercices clos les 31 octobre 2014 et 2013 ont été de 2,1 millions de dollars et 3,9 millions, respectivement. Les coûts au titre des régimes à prestations définies constatés dans les frais de restructuration et autres coûts aux états consolidés du résultat pour les exercices clos les 31 octobre 2014 et 2013 ont été de 6,6 millions de dollars et 2,9 millions, respectivement.

Le tableau suivant présente les coûts constatés dans les charges opérationnelles à l'état consolidé du résultat pour les régimes de retraite à cotisations définies et pour les régimes généraux et obligatoires pour les exercices clos les 31 octobre :

	2014	2013
Régimes de retraite à cotisations définies	20,1 \$	18,9 \$
Régimes généraux et obligatoires	19,5	19,1
	39,6 \$	38,0 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2014 et 2013

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

29 ENGAGEMENTS, GARANTIES ET PASSIFS ÉVENTUELS

Engagements

La Société s'est engagée, en vertu de différents contrats de location simple de locaux et d'acquisition d'immobilisations corporelles, à effectuer des paiements s'échelonnant jusqu'en 2029. Les paiements minimums exigibles liés à l'ensemble de ces engagements pour les prochains exercices sont les suivants :

	Jusqu'à 1 an	Entre 1 et 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Contrats de location de locaux ⁽¹⁾	33,3 \$	102,0 \$	47,7 \$	183,0 \$
Contrats pour l'acquisition d'immobilisations corporelles	0,6	0,4	—	1,0
	33,9 \$	102,4 \$	47,7 \$	184,0 \$

⁽¹⁾ La Société a conclu des opérations de sous-location à l'égard de certains de ses espaces en vertu de contrats de location simple venant à échéance entre 2015 et 2018. La Société estime pouvoir récupérer un montant totalisant 8,3 millions de dollars.

Garanties

Dans le cours normal de ses activités, la Société a fourni à des tiers les principales garanties suivantes :

a) Indemnisations des tierces parties

En vertu des modalités de conventions d'emprunt, la Société s'est engagée à indemniser les détenteurs de titres d'emprunt advenant des changements en ce qui a trait aux lois et à la réglementation résultant en une augmentation des coûts engagés ou une réduction des montants autrement payables aux détenteurs. Ces engagements d'indemnisation auront cours jusqu'à l'échéance des ententes et ne comportent aucune limite. En raison de la nature de ces offres d'indemnisation, la Société ne peut estimer le montant maximal du paiement éventuel qu'elle pourrait être tenue de payer aux tierces parties impliquées. Par le passé, la Société n'a effectué aucun paiement d'indemnisation et, au 31 octobre 2014, la Société n'a pas inscrit de passif relativement à ces offres d'indemnisation.

b) Cessions d'entreprises

Dans le cadre de cessions d'activités ou d'actifs, la Société peut convenir de donner une garantie contre toute réclamation pouvant résulter de ses activités passées. En raison de la nature de ces offres d'indemnisation, la Société ne peut estimer le montant maximal du paiement éventuel qu'elle pourrait être tenue de payer aux bénéficiaires de la garantie. Par le passé, la Société n'a versé aucune indemnisation importante et, au 31 octobre 2014, la Société n'a pas inscrit de passif relativement à ces offres d'indemnisation.

Passifs éventuels

Dans le cours normal des affaires, la Société est impliquée dans diverses réclamations et poursuites. Même si l'issue de ces différents dossiers en cours au 31 octobre 2014 ne peut être prévue avec certitude, la Société estime que leur dénouement n'aurait vraisemblablement pas de répercussions négatives importantes sur sa situation financière et ses résultats opérationnels, compte tenu des provisions ou des couvertures d'assurance dont certaines réclamations ou poursuites font l'objet.

30 INSTRUMENTS FINANCIERS

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque que la Société subisse des pertes découlant du défaut de paiement d'obligations contractuelles par des tierces parties. La Société est exposée au risque de crédit relativement à ses comptes débiteurs, de même que dans le cadre de ses activités courantes de trésorerie. L'exposition maximale de la Société au risque de crédit relatif à ces éléments est représentée par leur valeur comptable dans les états consolidés de la situation financière. La Société est également exposée au risque de crédit à l'égard de ses actifs d'instruments financiers dérivés. Toutefois, la Société estime que le risque est peu élevé puisqu'elle ne traite qu'avec des institutions financières reconnues, ayant une cote de crédit de qualité supérieure. Aux 31 octobre 2014 et 2013, l'exposition maximale de la Société au risque de crédit relatif aux actifs d'instruments financiers dérivés était négligeable.

La Société analyse régulièrement la situation financière de sa clientèle actuelle et applique des procédures d'approbation et d'évaluation particulières pour tout nouveau client. Une limite de crédit spécifique par client est établie et révisée régulièrement par la Société. De plus, en raison de la diversification de ses produits, de sa clientèle et de sa couverture géographique, la Société estime qu'elle est protégée contre une concentration du risque de crédit. La Société a également contracté une police d'assurance-crédit couvrant plusieurs de ses clients importants pour un montant maximum de 20,0 millions de dollars de pertes combinées par année. Les conditions de la police comprennent les clauses usuelles et comportent des limites quant aux montants pouvant être réclamés par événement et par année de couverture.

Au 31 octobre 2014, aucun client ne représente à lui seul 10 % ou plus des revenus de la Société, ou 10 % ou plus des comptes clients associés.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2014 et 2013

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

30 INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

La Société détermine les débiteurs qui sont en souffrance en fonction du type de clients, de leur historique de paiements et du secteur dans lequel ils évoluent. La provision pour créances douteuses et les débiteurs en souffrance sont revus à chaque date de clôture par la direction. La Société enregistre une dépense pour créances douteuses seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

Les débiteurs en souffrance se détaillent comme suit :

	Au 31 octobre 2014	Au 31 octobre 2013 retraité (note 3)
Comptes clients		
Dans les délais	273,3 \$	246,4 \$
1 - 30 jours en souffrance	71,5	106,2
31 - 60 jours en souffrance	18,1	24,5
Plus de 60 jours en souffrance	27,5	23,8
	390,4	400,9
Provision pour créances douteuses	(7,3)	(9,6)
Autres débiteurs	32,0	27,9
	415,1 \$	419,2 \$

La variation de la provision pour créances douteuses se détaille comme suit pour les exercices clos les 31 octobre :

	2014	2013
Solde au début de l'exercice	9,6 \$	14,5 \$
Regroupement d'entreprise	0,2	—
Dépense pour créances douteuses	2,9	3,3
Créances recouvrées ou radiées	(5,4)	(8,2)
Solde à la fin de l'exercice	7,3 \$	9,6 \$

En se basant sur l'historique de paiements des clients, la Société est d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir les risques de non-paiements.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2014 et 2013

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

30 INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Société ne soit pas en mesure de rencontrer ses obligations financières lorsqu'elles viennent à échéance. La Société est exposée au risque de liquidité relativement à ses comptes créditeurs, sa dette à long terme, ses passifs d'instruments financiers dérivés et ses obligations contractuelles.

Le tableau suivant présente les échéances contractuelles des passifs financiers au 31 octobre 2014 :

2014	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	Jusqu'à 1 an	Entre 1 et 3 ans	Entre 3 et 5 ans	Plus de 5 ans
Passifs financiers non dérivés						
Créditeurs et charges à payer ⁽¹⁾	(299,2) \$	(299,2) \$	(299,2) \$	— \$	— \$	— \$
Dette à long terme	(476,8)	(557,3)	(135,6)	(42,8)	(327,9)	(51,0)
Charges à payer à long terme ⁽²⁾	(4,4)	(4,4)	—	(4,4)	—	—
	(780,4)	(860,9)	(434,8)	(47,2)	(327,9)	(51,0)
Instruments financiers dérivés						
Contrats de change à terme	(1,0)	(0,5)	(0,5)	—	—	—
Swap de taux d'intérêt interdevises	(1,7)	(2,0)	(2,0)	—	—	—
	(2,7)	(2,5)	(2,5)	—	—	—
	(783,1) \$	(863,4) \$	(437,3) \$	(47,2) \$	(327,9) \$	(51,0) \$

Le tableau suivant présente les échéances contractuelles des passifs financiers au 31 octobre 2013 :

2013	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	Jusqu'à 1 an	Entre 1 et 3 ans	Entre 3 et 5 ans	Plus de 5 ans
Passifs financiers non dérivés						
Créditeurs et charges à payer ⁽¹⁾	(272,7) \$	(272,7) \$	(272,7) \$	— \$	— \$	— \$
Dette à long terme	(347,2)	(381,3)	(229,5)	(90,4)	(8,8)	(52,6)
Charges à payer à long terme ⁽²⁾	(9,3)	(9,7)	—	(9,7)	—	—
	(629,2)	(663,7)	(502,2)	(100,1)	(8,8)	(52,6)
Instruments financiers dérivés						
Contrats de change à terme	(0,8)	(0,7)	(0,7)	—	—	—
Swaps de taux d'intérêt	(0,4)	(0,6)	(0,6)	—	—	—
Swap de taux d'intérêt interdevises	(3,6)	(4,2)	(2,3)	(1,9)	—	—
	(4,8)	(5,5)	(3,6)	(1,9)	—	—
	(634,0) \$	(669,2) \$	(505,8) \$	(102,0) \$	(8,8) \$	(52,6) \$

⁽¹⁾ Excluant les instruments financiers dérivés

⁽²⁾ Excluant les passifs non financiers

La Société croit que les fonds futurs générés par les activités opérationnelles et l'accès à des liquidités additionnelles provenant des marchés de capitaux et bancaires seront suffisants pour rencontrer ses obligations. De plus, la Société a conclu des contrats à long terme avec la majorité de ses clients importants.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2014 et 2013

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

30 INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la Société subisse des pertes résultant de changements défavorables dans les facteurs sous-jacents du marché, dont les taux d'intérêt et les taux de change.

a) Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée au risque de marché lié aux fluctuations des taux d'intérêt. Dans le but de réduire ce risque, la Société a pour objectif le maintien d'une combinaison adéquate de dettes à long terme à taux fixe et à taux variable.

Au 31 octobre 2014, la Société est partie à un swap de taux d'intérêt interdevises, échéant en juillet 2015, afin de convertir le taux d'intérêt de la dette de 9,8 millions d'euros (14,0 millions de dollars), qui porte intérêt au taux EURIBOR majoré de 1,60 %, au taux des acceptations bancaires majoré de 3,36 %. Cet instrument fixe également le taux de change à 1,5761. Le swap est désigné à titre d'instrument de couverture de flux de trésorerie au 31 octobre 2014 et la relation de couverture a été efficace et en accord avec l'objectif et la stratégie de gestion des risques tout au long de l'exercice.

Pour les exercices clos les 31 octobre 2014 et 2013, toutes choses étant égales par ailleurs, une appréciation hypothétique de 0,5 % du taux d'intérêt aurait eu l'effet suivant sur le résultat net et les autres éléments du résultat global :

	2014		2013	
	Résultat net	Autres éléments du résultat global	Résultat net	Autres éléments du résultat global
	(0,3) \$	— \$	(0,3) \$	— \$

Une dépréciation hypothétique de 0,5 % du taux d'intérêt aurait eu l'effet contraire sur le résultat net et les autres éléments du résultat global.

b) Risque de change

La Société exerce des activités et exporte ses produits aux États-Unis, et achète du matériel de production en devise américaine et en euros. De plus, au 31 octobre 2014, la Société a des dettes à long terme en dollars américains et en euros, d'une valeur nominale de 90,0 millions de dollars américains et 9,8 millions d'euros (75,0 millions de dollars américains et 19,7 millions d'euros au 31 octobre 2013). Elle est, par conséquent, exposée à des risques découlant des variations des taux de change.

Pour gérer le risque de change lié aux exportations aux États-Unis, la Société est partie à des contrats de change à terme. Au 31 octobre 2014, la Société était partie à des contrats de change à terme visant la vente de 51,0 millions de dollars américains (32,5 millions de dollars américains au 31 octobre 2013), dont 43,0 millions et 8,0 millions seront vendus au cours des exercices se terminant les 31 octobre 2015 et 2016, respectivement. L'échéance des contrats de change à terme varie de 1 à 15 mois, à des taux variant de 1,0671 à 1,1390. Les contrats de change à terme sont désignés à titre d'instruments de couverture de flux de trésorerie au 31 octobre 2014 et les relations de couverture ont été efficaces et en accord avec l'objectif et la stratégie de gestion des risques tout au long de l'exercice.

Pour les exercices clos les 31 octobre 2014 et 2013, toutes choses étant égales par ailleurs, une appréciation hypothétique de 10,0 % du dollar américain et de l'euro par rapport au dollar canadien aurait eu l'effet suivant sur le résultat net et les autres éléments du résultat global :

	2014		2013	
	Résultat net	Autres éléments du résultat global	Résultat net	Autres éléments du résultat global
Dollar américain	2,9 \$	(4,4) \$	0,4 \$	(2,6) \$
Euro	—	(2,4)	—	0,9

Une dépréciation hypothétique de 10,0 % du dollar américain et de l'euro par rapport au dollar canadien aurait l'effet contraire sur le résultat net et les autres éléments du résultat global.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2014 et 2013

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

30 INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

Juste valeur

La juste valeur représente le montant qui serait reçu pour la vente d'un actif ou versé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. Les estimations de la juste valeur sont effectuées à un moment précis, en tenant compte d'hypothèses concernant les montants, l'échelonnement des flux de trésorerie futurs estimatifs et les taux d'actualisation. Par conséquent, de par sa nature estimative et subjective, la juste valeur ne doit pas être interprétée comme étant réalisable advenant le règlement immédiat des instruments financiers.

La valeur comptable de la trésorerie, des débiteurs, des créditeurs et des charges à payer se rapproche de leur juste valeur en raison de leur échéance à court terme. Le tableau ci-dessous indique la juste valeur et la valeur comptable des autres instruments financiers aux 31 octobre 2014 et 2013.

La juste valeur de la dette à long terme est établie en utilisant une méthode d'actualisation des flux de trésorerie futurs et des estimations formulées par la direction quant aux taux d'intérêts sur les marchés pour des émissions identiques ou similaires.

La juste valeur des instruments financiers dérivés est établie à l'aide d'une évaluation à la valeur de marché estimée, ajustée en fonction de la qualité du crédit de la contrepartie. Les seuls instruments financiers de la Société qui sont évalués à la juste valeur de façon récurrente dans les périodes subséquentes à leur comptabilisation initiale sont les instruments financiers dérivés, soit les contrats de change à terme et le swap de taux d'intérêt interdevises.

La Société présente une hiérarchie des justes valeurs sur trois niveaux qui tient compte de l'importance des données utilisées pour établir les évaluations à la juste valeur. La juste valeur des actifs et passifs financiers classés dans les trois niveaux suivants est évaluée comme suit :

Niveau 1 - Cours (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques

Niveau 2 - Données autres que les cours visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement (prix) ou indirectement (dérivés des prix)

Niveau 3 - Données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables

Le tableau suivant présente la valeur comptable et la juste valeur des autres instruments financiers aux 31 octobre :

Actif (passif)	Niveau	2014		2013	
		Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable
Dette à long terme	2	(490,7) \$	(476,8) \$	(354,2) \$	(347,2) \$
Contrats de change à terme	2	(1,0)	(1,0)	(0,8)	(0,8)
Swaps de taux d'intérêt	2	—	—	(0,4)	(0,4)
Swap de taux d'intérêt interdevises	2	(1,7)	(1,7)	(3,6)	(3,6)

Les instruments financiers de la Société sont classés dans le niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs. Au cours des exercices clos les 31 octobre 2014 et 2013, il n'y a eu aucun transfert d'instruments financiers entre les niveaux 1, 2 et 3.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2014 et 2013

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

31 GESTION DU CAPITAL

La Société gère la structure de capital et la modifie en fonction des changements dans la conjoncture économique et les caractéristiques de risque des actifs sous-jacents.

Les principaux objectifs de la Société à l'égard de la gestion du capital sont les suivants :

- Optimiser la structure de financement en visant un ratio d'endettement net sur le résultat opérationnel avant amortissement, frais de restructuration et autres coûts, et dépréciation d'actifs afin de conserver une cote de solvabilité élevée;
- Préserver sa flexibilité financière dans le but de pouvoir saisir des occasions d'investissements stratégiques.

La Société s'appuie sur le ratio d'endettement net sur le résultat opérationnel avant amortissement, frais de restructuration et autres coûts, et dépréciation d'actifs comme indicateur principal de mesure de levier financier. Le ratio d'endettement net se présente comme suit pour les exercices clos les 31 octobre :

	2014	2013 retraité (note 3)
Dette à long terme	358,7 \$	128,9 \$
Portion courante de la dette à long terme	118,1	218,3
Trésorerie	(35,2)	(26,4)
Endettement net	441,6 \$	320,8 \$
Résultat opérationnel avant amortissement, frais de restructuration et autres coûts, et dépréciation d'actifs	360,4 \$	338,6 \$
Ratio d'endettement net	1,23x	0,95x

Au 31 octobre 2014, le ratio d'endettement net de la Société s'établissait à 1,23x (0,95x au 31 octobre 2013). L'endettement net est passé de 320,8 millions de dollars au 31 octobre 2013 à 441,6 millions au 31 octobre 2014, principalement en raison des acquisitions d'entreprises et du rachat de la totalité des actions privilégiées. Les flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles ont cependant permis d'atténuer l'impact sur le ratio d'endettement net.

Pour l'exercice clos le 31 octobre 2014, la Société n'a été en défaut à l'égard d'aucune de ses obligations financières.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2014 et 2013

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

32 INFORMATION SECTORIELLE

Les secteurs opérationnels sont définis en fonction des types de produits et services offerts par la Société. À la suite de l'acquisition de Capri Packaging, le secteur de l'impression a été renommé et devient le secteur de l'impression et de l'emballage, afin d'intégrer les nouvelles activités de production de solutions d'emballages souples. Le secteur de l'impression et de l'emballage tire ses revenus des activités d'impression de circulaires destinés à la vente au détail, de magazines, de journaux, de livres en couleur et de produits marketing personnalisés et de masse, et de la production de solutions d'emballages souples aux États-Unis. Le secteur des médias tire ses revenus des activités d'édition imprimés et numériques, en français et en anglais, qui se déclinent comme suit : journaux, livres éducationnels, magazines pour les consommateurs, publications spécialisées pour les professionnels, contenus promotionnels pour les détaillants, outils de marketing de masse et personnalisé, applications mobiles et interactives, et services de distribution géociblés de porte en porte et sur plateformes numériques. Les ventes inter-sectorielles de la Société sont comptabilisées à la juste valeur. Les opérations autres que les ventes sont comptabilisées à la valeur comptable.

Les tableaux suivants présentent les différentes composantes sectorielles des états consolidés du résultat :

	Secteur de l'impression et de l'emballage	Secteur des médias	Siège social et éliminations inter- sectorielles	Total
Pour l'exercice clos le 31 octobre 2014				
Revenus	1 458,6 \$	687,7 \$	(76,9) \$	2 069,4 \$
Charges opérationnelles	1 145,9	626,0	(62,9)	1 709,0
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté ⁽¹⁾	312,7	61,7	(14,0)	360,4
Frais de restructuration et autres coûts	25,4	19,6	(3,6)	41,4
Dépréciation d'actifs	2,5	43,7	—	46,2
Résultat opérationnel avant amortissement	284,8	(1,6)	(10,4)	272,8
Amortissement	77,5	19,3	6,2	103,0
Résultat opérationnel	207,3 \$	(20,9) \$	(16,6) \$	169,8 \$
Résultat opérationnel ajusté ⁽¹⁾	235,2 \$	42,4 \$	(20,2) \$	257,4 \$
Acquisitions d'actifs non courants ⁽²⁾	25,2 \$	30,0 \$	7,0 \$	62,2 \$

	Secteur de l'impression et de l'emballage	Secteur des médias	Siège social et éliminations inter- sectorielles	Total
Pour l'exercice clos le 31 octobre 2013 (retraité, note 3)				
Revenus	1 476,8 \$	705,0 \$	(85,1) \$	2 096,7 \$
Charges opérationnelles	1 176,7	646,1	(64,7)	1 758,1
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté ⁽¹⁾	300,1	58,9	(20,4)	338,6
Frais de restructuration et autres coûts	15,8	12,5	(0,3)	28,0
Dépréciation d'actifs	7,0	162,5	0,5	170,0
Résultat opérationnel avant amortissement	277,3	(116,1)	(20,6)	140,6
Amortissement	78,4	21,3	5,3	105,0
Résultat opérationnel	198,9 \$	(137,4) \$	(25,9) \$	35,6 \$
Résultat opérationnel ajusté ⁽¹⁾	221,7 \$	37,6 \$	(25,7) \$	233,6 \$
Acquisitions d'actifs non courants ⁽²⁾	31,9 \$	26,5 \$	12,0 \$	70,4 \$

⁽¹⁾ Les dirigeants de la Société utilisent principalement le résultat opérationnel ajusté pour prendre des décisions et évaluer la performance des secteurs. Le résultat opérationnel avant amortissement ajusté et le résultat opérationnel ajusté excluent les frais de restructuration et autres coûts, et les dépréciations d'actifs.

⁽²⁾ Ces montants incluent les immobilisations incorporelles générées en interne, les acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles, excluant celles acquises dans le cadre de regroupements d'entreprises, qu'elles soient payées ou non.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2014 et 2013

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

32 INFORMATION SECTORIELLE (SUITE)

Les revenus de la Société par principaux produits et services pour les exercices clos les 31 octobre sont les suivants :

	2014	2013 retraité (note 3)
Principaux produits et services		
Produits d'impression et d'emballage	1 383,0 \$	1 390,9 \$
Produits d'édition	395,8	421,8
Produits numériques et interactifs	141,9	151,3
Autres produits et services	148,7	132,7
	2 069,4 \$	2 096,7 \$

Le total de l'actif sectoriel de la Société se présente comme suit :

	Au 31 octobre 2014	Au 31 octobre 2013 retraité (note 3)
Secteurs opérationnels		
Actif		
Secteur de l'impression et de l'emballage	1 314,5 \$	1 145,4 \$
Secteur des médias	589,1	602,6
Siège social et éliminations intersectorielles ⁽¹⁾	124,1	102,8
	2 027,7 \$	1 850,8 \$

⁽¹⁾ Cette rubrique comprend principalement la trésorerie, les immobilisations corporelles et incorporelles, les impôts sur le résultat différés et l'actif au titre des régimes à prestations définies non alloués aux secteurs.

Les différentes composantes sectorielles géographiques des états consolidés du résultat et des états consolidés de la situation financière pour les exercices clos les 31 octobre sont les suivants :

	2014	2013 retraité (note 3)
Secteurs géographiques		
Revenus		
Canada		
Intérieurs	1 811,7 \$	1 854,0 \$
Exportations	115,3	137,5
États-Unis	142,4	105,2
	2 069,4 \$	2 096,7 \$
	Au 31 octobre 2014	Au 31 octobre 2013 retraité (note 3)
Actifs non courants ⁽¹⁾		
Canada	1 004,9 \$	1 018,0 \$
États-Unis	257,6	122,2
	1 262,5 \$	1 140,2 \$

⁽¹⁾ Ces montants incluent les immobilisations corporelles, les immobilisations incorporelles, le goodwill et les autres éléments d'actif non courants, et excluent les actifs relatifs aux instruments financiers dérivés, les actifs d'impôt sur le résultat différé et les actifs au titre des régimes à prestations définies.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2014 et 2013

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

33 ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE

Accord de vente des magazines consommateurs

Le 17 novembre 2014, la Société a conclu un accord définitif en vertu duquel elle a convenu de vendre à Groupe TVA inc. ses magazines consommateurs et leurs sites Web associés, ainsi que ses produits liés aux marques, pour un prix d'achat de 55,5 millions de dollars en espèces. Cet accord a été approuvé par les conseils d'administration de Transcontinental inc. et de Groupe TVA inc., et la transaction est assujettie à l'approbation des autorités réglementaires en vertu de la Loi sur la concurrence du Canada. Cet accord inclut également une entente visant l'impression des magazines vendus ainsi que la prolongation jusqu'en 2022 des contrats d'impression de certaines publications de Groupe TVA inc. signés au mois de décembre 2013.

Prolongement de la facilité de crédit

Le 9 décembre 2014, la Société a prolongé sa facilité de crédit, au montant de 400,0 millions de dollars ou l'équivalent en dollars américains, de deux années supplémentaires, reportant l'échéance à février 2020 afin de maintenir sa flexibilité financière.